

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES GUADELOUPÉENS

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

DIANDRA CHATELARD

FÉVRIER 2023

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.04-2020). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

La réalisation de ce mémoire n'aurait pas été possible sans l'appui et les encouragements de plusieurs personnes, à toutes les étapes du processus. Je remercie sincèrement l'ensemble des jeunes guadeloupéens qui ont accepté de participer à cette étude. Sans eux, ce projet n'aurait pas vu le jour. Par la même occasion, je tiens également à témoigner ma reconnaissance aux organismes et personnes suivantes :

Le Laboratoire d'analyse de communication politique et d'opinion publique (LACPOP) de l'UQAM, pour son soutien financier qui a été d'une grande aide durant les deux années de préparation et de rédaction de ce mémoire ; la Logithèque de l'UQAM, pour avoir permis d'avoir un accès aux logiciels de traitement de données ;

Tania Gosselin et Allison Harell, professeures de sciences politiques à l'UQAM et codirectrices de ce mémoire, pour leur temps, leurs conseils et leur soutien constant tout au long du processus ;

Laura French, étudiante post-doctorante à l'UQAM, pour son temps et ses précieux conseils ;

L'ensemble des personnes et organismes qui de près ou de loin, ont montré leur intérêt pour le projet, et m'ont encouragé à me surpasser ;

Mes amis proches et collègues de travail, pour m'avoir m'encourager ;

Ma famille et surtout mes parents, Sylviane et Victor Chatelard, qui n'ont jamais cessé de me soutenir, me conseiller, m'écouter et m'encourager à donner le meilleur de moi-même, et ce malgré l'année tumultueuse que j'ai pu traverser ; merci pour votre amour inconditionnel, de toujours croire en moi et de me pousser à me réaliser chaque jour. Sans vous jamais je n'aurais eu le courage de réaliser un tel travail. Je vous en remercie infiniment.

Et enfin, je me remercie. Je me remercie d'avoir persévéré malgré les difficultés et les imprévus de la vie. Aujourd'hui, je suis fière de pouvoir dire « j'ai réalisé un mémoire de maîtrise sur mon île ». Fière d'avoir fait preuve de patience, d'organisation, de minutie, et surtout de résilience. Ces deux dernières années n'ont pas été faciles, malgré tout, j'ai pu réaliser ce projet de longue date. Aujourd'hui, je suis très reconnaissante pour les épreuves passées et le chemin parcouru. Je remercie toutes les personnes qui dans ma vie, m'ont inspiré à me surpasser et à aller au bout de mes rêves.

DÉDICACE

*À nous, jeunes guadeloupéens. Que ce travail ouvre la voie
à de nouveaux écrits sur la Guadeloupe. N'attendons pas
que d'autres racontent notre histoire, prenons les devants et
exprimons notre vérité.*

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE	ii
LISTE DES FIGURES	vii
LISTE DES TABLEAUX.....	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	ix
RÉSUMÉ	x
ABSTRACT.....	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I LA PARTICIPATION POLITIQUE CHEZ LES JEUNES	6
1.1 Le concept de participation politique	6
1.2 La participation politique des jeunes	8
1.2.1 Démocratie, jeunes et participation politique.....	8
1.2.2 La participation chez les jeunes : une participation politique ou sociale ?	10
1.2.3 La participation politique hors ligne chez les jeunes et ses déterminants	11
1.2.3.1 Les connaissances politiques et l'intérêt politique.....	11
1.2.3.2 L'école et l'éducation à la citoyenneté.....	12
1.2.3.3 Le bénévolat et la participation aux associations	13
1.2.3.4 Les sources d'information et les médias	14
1.2.3.5 La socialisation politique	15
1.2.4 Portrait de la participation politique des jeunes aux Antilles-Guyane	15
1.2.5 Mutation de la participation politique chez les jeunes : l'arrivée d'Internet.....	16
1.3 La participation politique des jeunes en ligne	16
1.3.1 Définir la participation politique à l'ère du numérique.....	17
1.3.2 Pourquoi les jeunes s'impliquent-ils politiquement davantage en ligne ?	19
1.3.3 Médias sociaux et participation politique : une influence limitée ?	20
1.3.3.1 Les médias sociaux comme levier de la participation politique.....	22
1.3.3.2 Les médias sociaux comme outils de mobilisation : l'activisme numérique	23
CHAPITRE II LA JEUNESSE GUADELOUPÉENNE ET LA POLITIQUE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE.....	26
2.1. La socialisation des événements politiques	27
2.1.1. Les événements politiques comme agents socialisateurs	27
2.1.1.1. Évènements, pratique militante et socialisation	28
2.1.1.2. Le rôle de l'évènement dans les socialisations politiques secondaires	29
2.1.2. La socialisation des événements politiques dans les anciennes colonies	31
2.1.3. Les moments formateurs de la socialisation en Guadeloupe	33
2.1.3.1. L'esclavage et le passé colonial	34

2.1.3.2.	Départementalisation et courant de l'assimilation	36
2.1.3.3.	<i>Mè 67</i> et les années 1960-1970	38
2.1.3.4.	La crise sanitaire du chlordécone	39
2.1.3.5.	La Grève générale de 2009 et les revendications identitaires	42
2.1.3.6.	Les conséquences de ces évènements de nos jours : entre enjeux identitaires, migration et crise sanitaire	45
2.2.	Définir le <i>Civic voluntarism</i> selon Verba, Schlozman et Brady	46
2.2.1.	Pourquoi les gens ne participent pas ? : expliquer le <i>Civic Voluntarism Model</i>	46
2.2.2.	Les ressources : l'argent, le temps et les habiletés civiques	48
2.2.2.1.	L'argent et le temps comme ressources politiques	48
2.2.2.2.	Les habiletés civiques et la consommation médiatique	49
2.2.3.	La motivation chez les jeunes, une question de devoir ou d'intérêt ?	50
2.2.4.	Le recrutement	52
2.2.5.	La participation politique et ses déterminants	53
2.2.6.	L'importance des ressources sociales (recrutement) à l'ère du numérique	54
2.2.7.	De la théorie à la pratique : nos hypothèses de recherche	55
CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE		57
3.1	La démarche méthodologique	58
3.1.1	Le sondage en ligne	58
3.1.2	L'échantillonnage	59
3.1.2.1	Définir la jeunesse guadeloupéenne	59
3.1.2.2	Les critères de recrutement	60
3.1.2.3	Le recrutement	61
3.1.3	Les considérations éthiques	62
3.2	Profil général des participants	63
3.3	Le questionnaire	64
3.3.1	Informations, consentement éclairé et choix des participants	65
3.3.2	La participation politique comme variable dépendante : en ligne vs hors ligne	65
3.3.3	Les évènements politiques marquants	67
3.3.4	Les connaissances politiques l'intérêt autour des enjeux politiques en Guadeloupe	67
3.3.5	La consommation médiatique	68
3.3.6	Les ressources sociales (le recrutement)	68
3.3.7	Les habiletés civiques et les caractéristiques sociodémographiques	69
3.4	Les limites de l'étude	69
3.5	La stratégie d'analyse	70
CHAPITRE IV LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES GUADELOUPÉENS AUTOUR DES ENJEUX POLITIQUES DE L'ÎLE		71
4.1	La participation politique des jeunes guadeloupéens	71
4.1.1	La participation hors ligne	71
4.1.2	La participation en ligne	73
4.1.3	Participation hors ligne <i>versus</i> participation en ligne	75
4.2	Les moments formateurs de la participation	76
4.2.2	Les évènements politiques passés : <i>Mè 67</i> et la Grève de 2009	76
4.2.3	Les scandales autour du Chlordécone et la crise sanitaire Covid 19	79

4.3	Les ressources des jeunes Guadeloupéens.....	83
4.3.1	Les ressources : statut socio-économique et habiletés civiques	83
4.3.2	Les habiletés civiques.....	86
4.4	Les motivations politiques.....	87
4.4.2	Les connaissances politiques.....	87
4.4.3	La consommation médiatique	89
4.4.4	L'intérêt politique et la sensibilité par rapport aux enjeux politiques de l'île.....	93
4.5	Le recrutement : la densité, l'influence et les habitudes du réseau des participants.....	95
4.6	Interprétation des résultats et discussion	98
4.6.1	La participation politique des jeunes guadeloupéens	98
4.6.2	Les moments formateurs : <i>Mè 67</i> , Grève générale de 2009, le chlordécone et la Covid-19.....	99
4.6.3	Les ressources : le statut socio-économique et les habiletés civiques.....	101
4.6.4	Les motivations politiques : les connaissances politiques, la consommation médiatique et l'intérêt politique	102
4.6.5	Le recrutement et les ressources sociales	103
	CONCLUSION.....	105
	ANNEXE A QUESTIONNAIRE	108
	ANNEXE B DOCUMENTS LIÉS À L'ÉTHIQUE	124
	ANNEXE C LES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES.....	128
	ANNEXE D LES RESSOURCES.....	129
	ANNEXE E LES HABILITÉS CIVIQUES	130
	ANNEXE F LA CONSOMMATION MÉDIATIQUE	131
	ANNEXE G LES RESSOURCES SOCIALES.....	133
	RÉFÉRENCES	134

LISTE DES FIGURES

Figure 4.1 : Activités politiques hors ligne au cours des 12 derniers mois (en %)	73
Figure 4.2 : Activités politiques en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (en %)	74
Figure 4.3 : Intérêt pour des sujets politiques en Guadeloupe	93

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1 : Portrait des participants.....	64
Tableau 4.1 : Participation politique en ligne et hors ligne en fonction des souvenirs de la Grève du LKP et des connaissances de Mè 67	78
Tableau 4.2 : Les liens entre la familiarité avec l'enjeu du chlordécone et la participation.....	81
Tableau 4.3 : Participation politique en ligne et hors ligne en fonction de la mention de la Covid-19 comme évènement politique marquant.....	82
Tableau 4.4 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction du statut professionnel du participant	84
Tableau 4.5 : Moyenne du nombre d'activités politiques réalisées en fonction du diplôme le plus élevé obtenu.....	85
Tableau 4.6 : Corrélation entre l'aptitude à la prise de parole en public et la participation politique en ligne et hors ligne.....	86
Tableau 4.7 : Nombre de bonnes réponses en fonction du nombre d'activités en ligne et hors ligne.....	88
Tableau 4.8 : Fréquence de consultation de l'actualité politique des jeunes guadeloupéens en fonction du type de média	89
Tableau 4.9 : Participation politique en fonction de la fréquence de consultation de l'actualité dans les médias	90
Tableau 4.10 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique (Journaux papier et électroniques).....	91
Tableau 4.11 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique (Médias sociaux).....	92
Tableau 4.12 : Corrélation entre la participation politique et les variables d'intérêt politique	95
Tableau 4.13 : Corrélation entre la participation politique et les ressources sociales (recrutement).....	97

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AGEG	Association Générale des Étudiants de Guadeloupe
BTS	Brevet de Technicien Supérieur
CERPE	Comité d'Éthique de la Recherche pour les Projets Étudiants
CIOM	Conseil Interministériel de l'Outre-mer
DOM	Département Français d'Outre-mer
DNB	Diplôme National du Brevet
DUT	Diplôme Universitaire de Technologie
EGOM	États Généraux de l'Outre-Mer
IFAC	Institut Français de Recherches Fruitières d'Outre-mer
INJEP	Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire
INSERM	Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale
GONG	Groupe d'Organisation Nationale de la Guadeloupe
LACPOP	Laboratoire d'Analyse de Communication Politique et d'Opinion Publique
LKP	<i>Lyannaj kont Pwofitasyon</i>
LODEOM	Loi pour le Développement Économique de l'Outre-mer
SPSS	<i>Statistical Package for the Social Sciences</i>
TIC	Technologie de l'Information et des Communications
UGTG	Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe
UQAM	Université du Québec à Montréal

RÉSUMÉ

De nos jours, de nombreux travaux portent sur la participation et la socialisation politique chez les jeunes. Avec l'irruption d'Internet et des nouvelles technologies dans notre quotidien, de nouvelles modalités de participation sont apparues et il a fallu repenser le terme de participation politique afin de l'adapter à l'univers en ligne. Depuis, les jeunes utilisent fréquemment les plateformes numériques et les médias sociaux pour s'impliquer politiquement. En France, peu d'études traitent de la participation politique des jeunes en Guadeloupe spécifiquement.

Notre objectif dans ce mémoire est d'analyser la participation politique des jeunes guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans en comparant leur participation hors ligne et en ligne, et les facteurs les influençant. En tant que citoyens français d'un département d'outre-mer, ils constituent une population à part entière avec des caractéristiques distinctes de celles des jeunes vivant en France hexagonale. En nous inspirant de la théorie du *Civic Voluntarism* de Verba, Scholzman et Brady (1995), couplée au modèle de la socialisation des événements politiques d'Ihl (2002), nous tentons de répondre à la question suivante : quelle est la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens, et quels sont les facteurs qui l'expliquent ? Nous posons les cinq hypothèses suivantes : Les jeunes guadeloupéens s'investissent davantage dans des activités politiques en ligne (H1), et plusieurs facteurs influenceraient leur participation tels que les événements politiques (H2), leurs ressources (H3), leurs motivations politiques (H4) et leur recrutement (H5).

Nous testons ces hypothèses à l'aide des données colligées à partir d'un sondage en ligne auprès des jeunes guadeloupéens, du 28 avril au 12 juin 2022. Nos résultats ont démontré qu'ils participent davantage en ligne, mais que leur taux de participation hors ligne reste tout de même très similaire. De plus, ce sont surtout les jeunes possédant plus d'habiletés civiques (un type ressource), de motivations politiques et de ressources sociales (recrutement), qui participeraient davantage. La familiarité avec les événements politiques marquants n'aurait pas de liens directs avec leur participation. Ces résultats offrent un soutien partiel à nos hypothèses puisque ce ne sont pas tous les déterminants énoncés dans nos hypothèses qui sont associés à la participation politique des jeunes guadeloupéens.

Mots clés : Participation politique des jeunes, Guadeloupe, Chlordécone, Médias sociaux, *Civic Voluntarism*, socialisation des événements politiques

ABSTRACT

Today, there is a great deal of work on the socialization and political participation of young people. As the Internet and new technologies have entered our daily lives, new modalities of participation have emerged and the term political participation has had to be rethought to fit the online world. Since then, young people have made full use of digital platforms and social media to become politically involved. In France, few studies deal with the political participation of youth in Guadeloupe specifically.

Our goal in this dissertation is to analyze the political participation of Guadeloupean youth between the ages of 18 and 34 by comparing their offline and online participation and the factors influencing them. As French citizens of an overseas department, they constitute a population in their own right with characteristics distinct from those of young people living in mainland France. Drawing on Verba, Schlozman, and Brady's (1995) theory of Civic voluntarism, coupled with Ihl's (2002) model of the socialization of political events, we attempt to answer the following question: What is the nature of Guadeloupean youth's political participation, and what are the factors that explain it? We pose the following five hypotheses: Guadeloupean youth are more involved in online political activities (H1), and several factors would influence their participation such as political events (H2), their resources (H3), their political motivations (H4) and their recruitment (H5).

We test these hypotheses using data collected from an online survey of Guadeloupean youth from April 28 to June 12, 2022. Our results showed that they participate more online, but that their offline participation is still very similar. Moreover, youth with more civic skills (a resource type), political motivation, and social resources (recruitment) were more likely to participate. Familiarity with key political events was not directly related to participation. These results provide partial support for our hypotheses since not all of the determinants outlined in our hypotheses are associated with the political participation of Guadeloupean youth.

Keywords: Youth political participation, Guadeloupe, Chlordecone, Social media, Civic Voluntarism, socialization of political events

INTRODUCTION

Pour tous ces jeunes, l'engagement représente une façon d'exprimer leur désir de participer à la création d'un monde meilleur, que ce soit individuellement, par le biais d'une critique de la société de consommation et des inégalités sociales, ou de façon collective, sur la scène publique, mais souvent dans des groupes moins formels et pour des causes diverses et ponctuelles. (Quéniart et Jacques, 2008, 240)

Depuis plusieurs années, la participation politique des jeunes est étudiée dans différents pays, à travers plusieurs prismes. Par participation politique, nous considérons l'ensemble des modalités d'actions orientées vers la politique. Il peut s'agir du droit de vote, de la signature de pétitions ou encore de l'adhésion à un parti politique. Aujourd'hui, de nombreuses études observent des changements significatifs en termes de participation politique, en particulier chez les jeunes. Bien qu'ils gardent un intérêt particulier pour la politique, celui-ci différerait de celui des générations précédentes, et serait beaucoup plus dirigé vers des modalités de participation en ligne. Plusieurs études ont mentionné le fait que les jeunes participeraient politiquement davantage en ligne : marqués par des expériences diverses, les jeunes utiliseraient différentes plateformes en ligne afin de s'exprimer par rapport à des causes politiques qui leur tiennent à cœur, et de revendiquer leur droit. Nous l'avons vu avec les mouvements sociaux *#MeToo*, *#Blacklivesmatter* ou encore *#JusticeFor*, les médias sociaux sont devenus des outils de questionnements, de dénonciation et de discussions. De plus en plus, les jeunes se tournent vers ce type de médias afin de socialiser et discuter d'enjeux politiques, plutôt que de se rendre à des *meetings* politiques ou d'adhérer à un parti. Les médias sociaux leur permettent non seulement de penser autrement l'actualité politique en recueillant les opinions d'autres jeunes, mais également de reconfigurer leurs pratiques politiques en dehors des partis et des institutions politiques. Leur expérience en tant que jeunes vient former leurs idéologies politiques et leur participation.

En Guadeloupe, département français d'Outre-mer (DOM), la distance géographique avec la France hexagonale et les différences culturelles, créent une dissociation entre les jeunes guadeloupéens et ceux issus de France hexagonale. Concernant la jeunesse guadeloupéenne, une étudiante de Terminale au lycée Jardin d'Essai en Guadeloupe a déclaré :

Mais que reste-t-il de NOUS ? "Nos jeunes partent", " la Guadeloupe est vieillissante", " les jeunes n'ont pas d'ambition", " les jeunes ne connaissent pas la vraie vie". Et bien NON! J'affirme que les jeunes guadeloupéens ont des ambitions! Des ambitions pour leur île, afin qu'elle évolue, afin de faire partager et développer notre culture au sein du monde. J'affirme que les jeunes guadeloupéens ont des projets d'avenir! Des projets professionnels, personnels, pour la Guadeloupe et pour eux-mêmes, afin de devenir des personnes importantes de notre pays et faire changer les choses. J'affirme que les jeunes sont des Guadeloupéens à part entière !

Des Guadeloupéens avec des questionnements, des opinions qui peuvent diverger, mais aussi des solutions. Alors, prenons-nous en main, et montrons que nous savons faire l'union. Rétablissons la vérité et montrons que la Guadeloupe est présente au sein du monde avec ses défauts, ses qualités, ses rêves et ses cauchemars. Montrons que la Guadeloupe n'existe pas que pour ses plages, ses rivières et son volcan. (Ousselin, 2021)

Ce témoignage démontre très bien la perception erronée que peuvent avoir des personnes sur les jeunes guadeloupéens. Peu d'études s'intéressent aux comportements et aux problématiques qui touchent les jeunes de l'île. De manière générale, les études portant sur la participation politique des jeunes aux Antilles s'intéressent surtout au groupe des jeunes Antillo-guyanais (Guadeloupe, Martinique et Guyane), tous confondus, et se concentrent sur des modalités de participation comme le bénévolat, le vote et les activités politiques liés aux enjeux environnementaux.

Pourtant, la génération actuelle a connu des bouleversements politiques importants en Guadeloupe tels que la grève de 44 jours en 2009, la crise du chlordécone et le manque d'eau potable, ou encore les deux dernières années de pandémie. Le quotidien des jeunes guadeloupéens est marqué également par d'autres problématiques telles que les départs à l'étranger pour les études, le manque de débouchés professionnels et les difficultés structurelles de l'île, entre autres. En conséquence, on observe une diminution du nombre de jeunes en Guadeloupe par rapport à la population totale puisque beaucoup d'entre eux sont contraints de partir en France hexagonale ou à l'étranger pour pouvoir poursuivre leurs études supérieures. Selon l'Institut national de la jeunesse et l'éducation populaire, la population des 15 à 29 ans représentait 15,8% de la population totale en Guadeloupe en mars 2021. Il s'agit d'une légère baisse puisqu'en 2012 cette population représentait 18,1% de la population totale en Guadeloupe (CREDOC, 2017 ; INJEP, 2021).

Dans les dernières années, de plus en plus de pages et de comptes destinés aux enjeux politiques de l'île ont été créés sur les médias sociaux tels qu'Instagram et Facebook, dans le but de dénoncer les inégalités sociales, environnementales et politiques entre la Guadeloupe et la France hexagonale. L'une des dernières crises à ce jour est celle des scandales environnementaux autour du chlordécone. Le chlordécone est un pesticide utilisé dans les bananeraies entre 1971 et 1993 en Guadeloupe et en Martinique, sous l'autorisation du gouvernement français. Dès 1976, il a été interdit aux États-Unis, considéré comme toxique. Pourtant, le gouvernement français a choisi délibérément de continuer à l'utiliser (Joly, 2010). Aujourd'hui, presque 30 ans plus tard, les sols guadeloupéens et martiniquais restent pollués, et cela a des répercussions sur la santé des habitants. La venue en Martinique du Président de la République française Emmanuel Macron, en 2018, a d'ailleurs soulevé d'importantes questions. Bien qu'il s'agisse de l'empoisonnement d'une très large majorité de la population antillaise, le président a qualifié son usage de « fruit d'un aveuglement collectif ». À la suite de la non-reconnaissance de certains effets de l'utilisation du pesticide par le gouvernement

français, d'importantes vagues de dénonciations ont été faites à travers les médias sociaux (Pietralunga, 2018). Cette crise environnementale n'a fait qu'exacerber les critiques déjà existantes en termes d'inégalités sociales entre les DOM et la France hexagonale.

Aux Antilles françaises, les scandales autour du chlordécone ont provoqué une mobilisation croissante des jeunes, en particulier sur les médias sociaux (Le Guillard, 2020 ; Reza Kokabi, 2020 ; Antillanocide.chlordecone, 2021). « *Mè 67* » ou encore plus récemment la grève générale de 2009, ne sont que quelques exemples d'évènements politiques marquants l'histoire guadeloupéenne (Monza, 2009 ; France 24, 2021). D'une façon ou d'une autre, ces évènements continuent de marquer les jeunes guadeloupéens, puisqu'ils ont des répercussions directes sur leur vie quotidienne. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'étudier la participation politique hors ligne et en ligne actuelle des jeunes guadeloupéens, ainsi que ses déterminants. Nous souhaitons comprendre l'impact des évènements socio-politiques, des ressources, et des motivations des jeunes de Guadeloupe, sur leur participation politique.

Dans ce travail, nous tenterons de répondre aux questions suivantes : Quelle est la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens, et quels sont les facteurs qui l'expliquent ?

Nous examinerons la participation des jeunes de 18 à 34 ans, avec pour objectif de pouvoir mieux comprendre le lien entre le contexte politique, les inégalités en termes de ressources disponibles et la participation politique des jeunes. Notre question de recherche vient soulever d'autres interrogations : Quelles sont les modalités de participation politique les plus utilisées en lien avec les enjeux politiques de l'île ? Quel est le rôle des évènements politiques dans leur implication politique ? Les jeunes guadeloupéens s'impliquant politiquement ont-ils plus de ressources que ceux ne participant pas ? Sont-ils sensibles aux enjeux politiques de l'île ? Ce mémoire tentera répondre à ces questionnements. Bien qu'il s'agisse d'un sujet sur lequel il existe peu de données, nous espérons que ce travail puisse favoriser plus de recherches sur la participation politique des jeunes en Guadeloupe.

Le chapitre I fait état des différentes recherches sur la participation politique en tant que concept multidimensionnel. Tout d'abord, nous présentons les modalités en termes de participation hors ligne, à travers les activités politiques classiques telles que voter ou encore adhérer à un parti politique. Notre objectif est de comprendre la participation avant la venue du numérique puisque l'arrivée d'Internet et des nouvelles technologies a changé les dynamiques de la participation. Désormais, de nouvelles modalités de participation sont apparues grâce à l'univers en ligne, et celles-ci sont très favorisées par les jeunes de par

leur caractère instantané et leur facilité d'accès. Les médias sociaux, plus particulièrement, permettent aux jeunes de pouvoir échanger autour d'enjeux politiques, mais également de s'informer, dénoncer et mobiliser.

Le chapitre II présente quant à lui, le cadre théorique sur lequel nous nous sommes appuyés afin de réaliser ce travail. Notre recherche est soutenue par des notions théoriques, qui émanent du domaine de la communication, de la politique et de la sociologie. Nous nous sommes basés essentiellement sur le modèle du *Civic Voluntarism* de Verba, Schlozman et Brady (1995), ainsi que sur le modèle de la socialisation des événements d'Ihl (2002). Dans ce chapitre, nous démontrons comment ces modèles peuvent s'avérer pertinents pour notre étude, et nous explicitons les pensées de ces auteurs. Le modèle du *Civic Voluntarism* de Verba et ses collègues est essentiellement basé sur trois types de déterminants : les ressources, les motivations et le recrutement. Selon eux, plus un citoyen posséderait des ressources, de la motivation et serait recruté à travers ses réseaux, plus celui-ci participerait. Notre objectif a été d'appliquer ce modèle pour en tester la pertinence, dans le cas de la participation politique des jeunes en Guadeloupe. Pour ce faire, nous avons décidé de combiner ce modèle avec celui d'Ihl, car nous pensons également que les événements socio-politiques et donc le contexte politique, influencent également la participation.

Le chapitre III met en avant la méthodologie utilisée afin de répondre à notre question de recherche. Afin de mesurer la nature et les déterminants de la participation des jeunes guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans, nous avons réalisé un sondage en ligne comportant des questions relatives à leur participation hors ligne et en ligne, leurs connaissances et intérêts politiques, les événements politiques marquants et l'impact de leurs ressources sociales. Nous présentons également nos critères de recrutement, le profil des participants et les informations en termes de consentement et d'éthique.

Enfin, le chapitre IV fait état des résultats de notre sondage : nous présentons les données recueillies sur la participation politique des jeunes guadeloupéens. Tout d'abord, nous nous sommes intéressés à leur participation hors ligne à travers leur vote et les activités politiques qu'ils ont réalisées au cours des douze derniers mois. Par la suite, la participation en ligne est mesurée grâce aux activités politiques réalisées au cours de la dernière semaine, le nombre de comptes politiques suivi sur les médias sociaux et le partage de contenus politiques sur leurs médias, entre autres. De même, nous nous sommes concentrés sur les moments formateurs de leur participation à travers quatre principaux événements : *Mè 67*, la grève générale de 2009, la crise du chlordécone et celle de la Covid-19. L'objectif étant de faire un lien entre les souvenirs et les connaissances de ces événements, et leur participation. Enfin, nous avons mesuré leurs ressources en termes d'argent et d'habiletés civiques, leurs motivations politiques et l'influence de leurs ressources sociales. Les données recueillies nous ont permis d'établir s'il existe une corrélation entre ces déterminants et la

participation politique des jeunes de l'île. Cette étude s'avère pertinente dans un contexte postcolonial où peu de travaux ont traité du sujet de la participation politique des jeunes. En tant que citoyen français d'un département d'Outre-Mer, les jeunes guadeloupéens représentent un groupe spécifique de la population française, dont les ancêtres ont été marqués par un lourd passé d'esclavagisme. De plus, les inégalités entre les DOM et la France hexagonale ne font qu'exacerber les différences entre les deux régions. Il serait intéressant de comprendre les dynamiques de la participation politique des jeunes en Guadeloupe : les Antilles françaises sont une région avec des caractéristiques distinctes de la France hexagonale. Ici, les différences culturelles, sociales, économiques et politiques de l'île font de ce terrain d'étude un cadre original, par rapport aux études déjà existantes.

Sur le plan scientifique, nous pensons que l'écart entre les résultats des travaux sur la question de la participation politique hors ligne et en ligne appelle à de plus amples explorations. Il existe une vaste littérature sur la participation et de nombreux débats qui n'ont pas encore été clarifiés. Nous avons conscience que ce sujet est un phénomène sur lequel il existe peu de données dans le contexte guadeloupéen : par conséquent, nous pensons que ce travail pourra favoriser de nouvelles explorations sur la nature de la participation des jeunes de manière générale, et qu'il servira de tremplin pour de futures recherches sur la participation politique des jeunes dans un département français d'outre-mer.

CHAPITRE I

LA PARTICIPATION POLITIQUE CHEZ LES JEUNES

Dans ce premier chapitre, nous allons présenter le concept de participation politique à travers ses théories, ses déterminants et ses différentes modalités. Dans un premier temps, nous étudierons la participation dite « conventionnelle », c'est-à-dire hors ligne, ainsi que ses influences. Puis, nous nous intéresserons aux transformations apportées à la participation avec l'arrivée des nouvelles technologies de l'information et des communications (TIC). Avec ce changement, les modalités de participation se sont élargies à des activités telles que la signature de pétition en ligne ou encore le partage de contenus politiques sur les médias sociaux afin d'améliorer la présence des citoyens dans le monde politique. Désormais, il est possible de s'impliquer politiquement de façon virtuelle sur les médias sociaux, les sites ou encore les forums. D'ailleurs, ce type de participation en ligne est fortement mis en avant par les jeunes.

Notre objectif dans ce chapitre sera de comprendre à la lumière de la revue de littérature, les caractéristiques et les déterminants de la participation en ligne et hors ligne, dans le contexte spécifique de la Guadeloupe. Ce premier chapitre débute avec une présentation du concept de participation, et se poursuit avec des travaux sur la participation des jeunes et les facteurs qui l'influencent. Il se termine avec les illustrations des pertinences scientifique, sociale et politique du sujet dans le contexte politique guadeloupéen actuel.

1.1 Le concept de participation politique

Afin d'étudier la nature de la participation politique chez les jeunes Guadeloupéens, il est important d'explorer les multiples définitions que l'on peut retrouver au sein de la littérature. Définir la participation politique n'est pas une tâche facile. Au sens commun, la « participation » signifie : « prendre part à », « coopérer », ou encore « contribuer » à quelque chose. Il s'agit essentiellement d'une activité dans laquelle on s'implique. La « politique », quant à elle, est le mot utilisé pour tout ce qui est relatif au gouvernement d'un État. Par conséquent, la « participation politique » est une activité relative à l'État, dans laquelle le citoyen s'implique. Le concept fait référence à un ensemble d'activités relatives au domaine politique, allant du droit de vote à la signature d'une pétition. Cependant, d'autres activités peuvent être considérées comme étant politiques. Lorsque l'on pense à la consommation responsable par exemple, certaines personnes vont jusqu'à boycotter des marques de vêtements dont la production se fait dans des usines de travail forcé en Chine. À proprement parler, il ne s'agit pas d'actes politiques, mais s'il y a des intentions politiques derrière, ils peuvent le devenir. Par exemple, lorsqu'un l'acheteur exprime explicitement sa prise de position en faveur d'une législation protégeant les travailleurs. Cela a engendré une ambivalence par rapport à

l'expansion des modes de participation et l'augmentation des opportunités pour s'impliquer politiquement. La participation politique reste un concept majeur dans les démocraties (Duran et Truong, 2013 ; Van Deth, 2014) ; nous pouvons parfois entendre des concepts tels que : « participation citoyenne », « engagement politique » ou encore « participation électorale » pour décrire la participation politique.

Pour le politologue hollandais Jan Van Deth (2014), il est essentiel de redéfinir et de développer une définition opérationnelle de la participation politique permettant de couvrir ses conceptualisations distinctes. Selon lui, la définition de la participation politique se décline en trois dimensions. Tout d'abord, nous avons la définition minimaliste qui présente le concept comme étant une activité volontaire des citoyens dans la sphère gouvernementale et étatique. Il peut s'agir d'activités telles que le vote, la soumission de pétitions ou encore le soutien à un parti. Ce type d'activités rassemble ce que l'on appelle généralement les modes de participation dits « conventionnels » ou « institutionnels ». Dans le cas où il y a une remise en cause du *statu quo* et de la légitimité des autorités et des institutions, il développe une définition plus élargie de la participation, qui considère l'ensemble des activités en dehors de la sphère gouvernementale, et qui touchent à des enjeux politiques auxquels il est possible de répondre par des lois. Ici, il s'agirait d'activités qui ont une dimension collective, visant une ou plusieurs autorités, et qui ont pour objectif de parvenir à des changements politiques collectifs. Il peut s'agir de manifestations pacifiques à l'encontre d'une politique ou des autorités, ou encore d'une participation politique visant à résoudre des problèmes collectifs ou communautaires tels que les initiatives citoyennes ou les comités de quartier. Enfin, la définition « motivationnelle » de la participation réunit toutes les activités volontaires et apolitiques menées par les citoyens ayant des intentions ou objectifs politiques. La consommation responsable serait alors dans cette catégorie puisqu'il s'agit d'un acte apolitique en substance, mais pouvant avoir des motivations politiques à partir du moment où l'objectif du citoyen est de protéger des animaux ou bien défendre des enjeux environnementaux. Dans ce travail, nous prendrons en considération ces trois dimensions de la participation politique.

Très souvent les chercheurs divisent la participation politique en deux catégories distinctes : conventionnelle *versus* non-conventionnelle (Brown, 2014 ; Bityili bi Nleme, 2020), provocatrice *versus* non-provocatrice (Dodson, 2015) ou alors hors ligne *versus* en ligne (Boyadjian, 2020b ; Pleyers, 2016 ; Bastien et Wojcik, 2018). La participation politique conventionnelle ou hors ligne fait souvent référence à des activités, telles que la participation électorale, le financement de campagne, travailler pour un parti politique ou encore faire du militantisme partisan, tandis que la participation non-conventionnelle fait référence à des activités telles que les occupations et la signature de pétition. Le vote étant souvent considéré comme la forme la plus basique de participation politique (Brown, 2014). La participation en ligne quant à elle serait la déclinaison

numérique d'actes de participation politique « hors ligne » pour certains, et d'une participation « expressive » pour d'autres, dans laquelle les citoyens expriment leur opinion politique par le biais des médias sociaux (Boyadjian, 2020b). Beaucoup de chercheurs pensent que ce type de participation est favorisée par les jeunes.

De manière générale, la participation est souvent marquée par des inégalités dues à plusieurs facteurs tels que le contexte socioéconomique et institutionnel, mais également des inégalités en termes de ressources : l'éducation, les opportunités d'emploi, la classe, l'ethnicité, l'âge ou encore la localisation (Gélineau et Teyssier 2012 ; Loader *et al.*, 2014). Elle est aussi marquée par des changements à travers le temps et un déclin de certains types d'activités, en particulier chez les jeunes. Ainsi, nous comprenons qu'il existe une pluralité d'idées autour du terme de participation, cela nous permet de mieux comprendre la complexité de sa nature. Nous allons maintenant nous focaliser sur la participation politique des jeunes et dresser un portrait des facteurs l'influençant.

1.2 La participation politique des jeunes

Depuis de nombreuses années, la participation politique des jeunes est un phénomène très étudié. En 1999, Matthews *et al.* ont démontré que les jeunes sont souvent représentés comme étant un groupe marginalisé par rapport à la politique, et subordonné dans la société. Pourtant, les jeunes peuvent également s'intéresser à la politique. Quelques années plus tard, les chercheurs reconnaissent davantage l'impact et la participation des jeunes dans la société, qui reste différente de celles des générations précédentes.

1.2.1 Démocratie, jeunes et participation politique

Depuis plusieurs années, des recherches ont démontré un déclin de la participation aux élections dans les démocraties établies. Dans leur étude sur le déclin de la participation électorale au Canada, Blais et ses collègues (2004) ont tenté de déterminer si les jeunes citoyens sont actuellement moins enclins à voter parce qu'ils sont jeunes ou parce qu'ils appartiennent à une génération moins encline à voter. Ils partent de la conjecture selon laquelle l'impact de l'éducation aurait diminué avec le temps. À partir de leur étude, ils ont constaté que les jeunes les plus éduqués ont tendance à plus voter, et que le niveau d'éducation a évolué avec le temps. Leurs résultats ont démontré que l'effet générationnel serait la cause du déclin de la participation, car il y aurait un changement culturel important par rapport au niveau d'attention accordé à la politique et la propension (en baisse) à penser que le vote est une obligation morale (Blais *et al.*, 2004) ou un devoir civique (Kostelka et Scott, 2016). Il semblerait que les inégalités en termes de participation chez les jeunes auraient « une incidence négative sur la représentation des jeunes et le fonctionnement de la démocratie canadienne » (Kostelka et Scott, 2016, 8). Ces inégalités viennent alors limiter l'intégration des

jeunes dans le système politique et démocratique. Selon l'étude de Blais et ses collègues, ce serait surtout les sous-groupes des jeunes âgés de 23 à 29 ans et les étudiants, qui participeraient davantage par rapport aux autres sous-groupes de jeunes adultes.

À partir de données d'entrevues et de sondages au Canada, Mahéo *et al.*(2012), ont étudié la non-participation politique des jeunes, en s'intéressant à l'enjeu du manque d'engagement et ses conséquences sur la démocratie. Leur étude a démontré que certains facteurs tels que le manque de ressources (temps, mobilisation, connaissances), un certain cynisme envers la politique ou encore les préoccupations personnelles favoriseraient le non-engagement des jeunes. Ils en ont ressorti quatre types de jeunes non-engagés : les *démunis*, les *attentistes*, les *occupés* et les *critiques*. Les *démunis* n'auraient pas d'intérêt envers la politique et les problématiques sociétales, et manqueraient de ressources pour comprendre ces phénomènes. Leur participation future est incertaine contrairement au groupe des *attentistes* et des *occupés*, qui tendraient à s'engager dans le futur. Les *attentistes* sont bien informés et auraient un intérêt sociétal, mais n'auraient pas encore eu d'opportunités de mobilisation. Tandis que les *occupés* sont ceux qui s'intéressent un peu aux enjeux politiques, mais qui n'ont pas le temps de s'y consacrer à cause de l'école ou du travail, par exemple. À l'avenir, ils seraient plus favorables à s'engager dans des réseaux de mobilisation, car ils ont déjà eu des expériences positives d'engagement indirect. Enfin, les *critiques* représentent les jeunes qui croient en l'utilité de la démocratie et qui peuvent être engagés, mais qui ne font pas confiance aux politiciens et n'aiment pas le contexte politique dans lequel ils vivent (Mahéo *et al.*, 2012). Ces quatre groupes mettent en avant les raisons qui peuvent pousser les jeunes à ne pas s'engager politiquement.

En Europe, la participation politique des jeunes est également caractérisée par un retrait vis-à-vis de la politique dû à un manque d'intérêt. D'après l'étude de Roudet (2014) sur les jeunes et la démocratie en Europe, seuls 7% des jeunes de l'Europe occidentale considèrent la politique comme très importante dans leur vie. En France, plus particulièrement, les jeunes Français ont peu confiance aux partis politiques (19%), au gouvernement (24%) et à la presse (36%). Toutefois, les Français représentent les jeunes les plus protestataires d'Europe occidentale : 51% des jeunes auraient déjà participé à une manifestation et 64% auraient déjà signé une pétition. (Roudet, 2014) Pour Bedock, l'effet de cycle de vie créerait un attachement à la démocratie chez les jeunes Français qui « grandirait au fur et à mesure que les individus s'installent dans la vie et s'approprient les normes démocratiques, de la même façon que le niveau de participation politique » (2021, 99). Pour lui, les jeunes générations sont plus exigeantes et considèrent que la démocratie doit garantir l'égalité des droits entre les individus et assurer une véritable redistribution des revenus entre les individus pour lutter contre les inégalités.

Ces travaux suggèrent qu'un effet générationnel se conjugue à celui du cycle de vie, expliquant le déclin de la participation politique décrit par de nombreux auteurs. La participation politique des jeunes tendrait alors à évoluer pour devenir une participation moins institutionnelle et plus « sociale ».

1.2.2 La participation chez les jeunes : une participation politique ou sociale ?

Pour plusieurs auteurs (Monnayer-Smith et Wojcik, 2014 ; Mazzoleni et Masulin, 2005), à cause de son interpénétration dans la sphère sociale, il est difficile de préciser le terme de participation politique. L'étude de Mazzoleni et Masulin (2005) sur la participation politique des jeunes en Suisse a démontré que les jeunes auraient plus tendance à choisir des formes d'engagement civiques et sociales, plutôt que politiques et traditionnelles. Cette croissance de l'adhésion aux associations sociales et civiques serait une cause du déclin de la participation politique électorale et de l'adhésion aux partis politiques. La « participation sociale » serait une alternative à l'engagement politique traditionnel et au militantisme partisan. Les jeunes seraient de « nouveaux citoyens », dissociés des anciennes générations : ils sont moins enclins à voter et à adhérer à des organisations partisans, mais plus intéressés à s'engager dans des formes d'activisme « non conventionnel ». Par conséquent, la participation politique et la participation sociale seraient liées, surtout par rapport à l'héritage culturel et politique familiale. Ici, la transition vers l'âge adulte devient un facteur important dans la stabilisation de la participation (Mazzoleni et Masulin, 2005). Selon l'étude *Get out the children's vote* de Mahéo *et al.*(2019), la socialisation politique est importante dans le développement de l'intérêt politique des enfants. Celle-ci serait optimale à l'adolescence et chez les jeunes adultes, pour ensuite se cristalliser à l'âge adulte.

À partir de 80 entrevues de jeunes Québécois politiquement engagés dans le militantisme ou la consommation responsable, Quéniart et Jacques (2008) ont analysé les différentes pratiques, les origines et les objectifs de leur engagement. Considérant les jeunes comme des « acteurs de nouveaux modes d'engagements, plus éclectiques et bricolés, ancrés plutôt dans le mouvement associatif ou dans des pratiques individuelles » (Quéniart et Jacques, 2008, 214) les auteures s'intéressent à la mutation de leur engagement. Selon elles, ces nouvelles formes d'engagement permettraient aux jeunes d'exprimer leur désir de participer à la création d'un monde meilleur. Aux Antilles-Guyane par exemple, en 2019, 53% des jeunes ne votent pas, car ils considèrent que les élections ne changeront pas leur vie. Toutefois, ces mêmes jeunes seraient prêts à s'engager pour la cause environnementale à travers leur participation à des manifestations, des associations, et en boycottant certaines marques ou entreprises (INJEP, 2020). Pour Boyadjian (2020a), la méfiance à l'égard du système partisan et du vote conduirait à l'émergence de mouvements sociaux mobilisant fortement la jeunesse. La mobilisation devient une modalité de participation politique, qui intègre le social. Nous pouvons alors nous demander si de telles mobilisations ont eu lieu aux Antilles-Guyane et à

quel point cette mutation des engagements s'inscrit dans les pratiques individuelles des jeunes en Guadeloupe.

1.2.3 La participation politique hors ligne chez les jeunes et ses déterminants

Comme nous l'avons vu, les jeunes sont également moins portés à considérer le vote comme un devoir civique puisque « leur manque actuel de connaissances politiques a une incidence sur leur décision de voter ou non » (Milner, 2008, 3). De nombreux travaux se sont intéressés aux facteurs structurant la participation politique chez les jeunes : les connaissances politiques, l'éducation ou encore la socialisation sont des facteurs que nous allons aborder dans les sections suivantes.

1.2.3.1 Les connaissances politiques et l'intérêt politique

Lorsque l'on se concentre sur les déterminants de la participation politique, l'intérêt politique et les connaissances politiques sont des indicateurs qui reviennent assez souvent. Ils sont d'ailleurs souvent liés. Comme le relève Moix, les connaissances politiques apportent « des clés de lecture du monde politique que l'on peut qualifier de compétences politiques » (2014, 12). Celles-ci auront une influence sur la capacité à s'intéresser aux phénomènes politiques et aux enjeux citoyens. En effet, l'étude sur le niveau de connaissance politique des jeunes liégeois de 16 à 19 ans de Fournier et Reuchamps (2008) a démontré que les étudiants qui sont plus intéressés par la politique, ont de meilleures connaissances de la répartition des compétences entre les différents niveaux de pouvoirs en Belgique. Selon eux, la connaissance politique représente non seulement un savoir, mais également un pouvoir, puisqu'elle s'apprend essentiellement dans le système éducationnel et qu'elle permet de suivre, comprendre et influencer les débats politiques. En reprenant les propos de Chiche et Haegel (2002), Moix argue que :

Un individu qui comprend le jeu politique développe un esprit critique qui lui permet de se positionner. Par ce positionnement, il se sent autorisé à donner son avis, puisqu'il en a un. Au contraire, un individu qui ne comprend pas les codes du champ politique n'est pas capable de se positionner à l'intérieur de celui-ci, et donc de donner son opinion puisqu'il ne la connaît pas. L'enseignement a également un impact déterminant, puisque les compétences politiques sont partiellement composées de connaissances factuelles. (2014, 5)

L'étude de Moix (2014) a aussi montré que les jeunes manquent souvent d'intérêt envers la politique, mais que celui-ci augmenterait avec l'âge et les responsabilités qu'il entraîne. Ce désintérêt envers la politique viendrait essentiellement du sentiment d'insatisfaction, par rapport à la démocratie et aux institutions, des générations plus jeunes. Quant aux connaissances politiques, elles permettent selon Milner (2008) de mesurer de façon objective la participation puisqu'elles ne sont pas influencées par des incitations sociales. En comparant les connaissances politiques des jeunes Américains et Canadiens, il démontre qu'ils ont généralement un niveau de connaissances politiques assez faible.

Les connaissances politiques et l'intérêt constituent des déterminants importants dans la mesure de la participation politique et dans la formation de l'esprit critique des jeunes : celles-ci s'acquièrent surtout à l'école. En effet, l'éducation a un impact déterminant dans la participation politique des jeunes puisqu'il semblerait selon l'étude de Weber *et al.*(2016) que plus le niveau d'éducation est élevé, plus l'intérêt pour la politique serait grand.

1.2.3.2 L'école et l'éducation à la citoyenneté

Pour Guibet Lafaye (2009), une citoyenneté active et participative requiert des ressources cognitives, culturelles et sociales fournies par l'école. Les jeunes peuvent également faire l'expérience de la participation politique et sociale à travers des comités d'élèves dans lesquels ils représentent des jeunes de leur école : il s'agit non seulement d'une opportunité d'exercer leur droit de vote, mais également d'exprimer et défendre leurs opinions (Cournoyer, 2019). Il est également intéressant de noter que ce type de comités est présent à tous les niveaux d'éducation : du primaire au postsecondaire. Au Canada, une étude a démontré que près de sept jeunes sur dix qui ont fréquenté un établissement postsecondaire participent à d'autres formes d'engagement politique que le vote (Milan, 2015). D'ailleurs, plusieurs études s'intéressent au diplôme le plus élevé obtenu afin de rendre compte des préférences et comportements politiques des jeunes : bien souvent, plus ils ont passé de temps à l'école, plus ils sont informés des phénomènes politiques (Bargel et Darmon, 2017).

De même, les cours d'éducation à la citoyenneté sont devenus un enjeu important dans le processus de formation des citoyens. Ils permettent aux jeunes d'obtenir les ressources cognitives, culturelles et sociales nécessaires pour décoder les phénomènes politiques et une fois devenus adultes, faire en sorte qu'ils participent à la vie citoyenne (Bozec, 2018). Pour Neundorf et ses collègues (2016), l'éducation civique permet de compenser les déficiences par rapport aux compétences et attitudes provenant du contexte familial et de la socialisation. L'éducation civique bénéficierait surtout aux élèves ayant un statut socio-économique faible, et peu de contacts avec les phénomènes politiques à la maison. Par exemple, le développement de l'engagement politique augmenterait pour un enfant provenant d'une maison non-politique, mais qui s'engage dans des travaux de groupe à l'école, des lectures ou encore des discussions en classe.

De manière générale, l'école s'affirme comme un acteur important dans la prise de conscience et l'initiation citoyenne et politiques des jeunes (Gavray, 2015). Que ce soit chez les jeunes les plus éduqués à travers la transmission directe de connaissances politiques, ou les jeunes moins éduqués à travers des projets de groupe : les cours d'éducation civique et l'école restent des agents socialisateurs forts chez les jeunes enfants

et les adolescents, et cela se répercute sur leur participation politique une fois adulte (Cortéséro, 2010 ; Milan, 2015).

1.2.3.3 Le bénévolat et la participation aux associations

D'autres modalités de participation telles que le bénévolat et la participation à des associations peuvent également influencer la participation politique des jeunes. D'après les résultats d'une recherche sur l'engagement politique chez les jeunes adultes de 22 à 29 ans au Canada, le bénévolat et l'appartenance à un groupe social ou communautaire seraient étroitement liés à la participation politique (Milan, 2005). Il y aurait désormais un accroissement du civisme avec la participation des jeunes à des équipes sportives, des clubs de lecture, des groupes de bénévoles ou encore dans des associations religieuses. Le bénévolat, par exemple, créerait un sentiment de responsabilité civique et le désir d'aider son prochain. Les citoyens qui ont participé à des activités communautaires, au cours de leur enfance ou en tant que jeune adulte, seraient considérablement plus susceptibles de participer à d'autres formes d'engagement politique lorsqu'ils deviennent plus âgés (Milan, 2005). L'étude de Milner (2008) a quant à elle démontré que ces formes de participation, avec à la fois le vote et les connaissances politiques, ne deviendraient déterminantes qu'à partir de 26 ans chez les jeunes Canadiens, et de 15 ans chez les jeunes Américains. En France, selon une étude de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), les jeunes de 18 à 29 ans seraient de plus en plus nombreux à adhérer à des associations sportives et de loisirs avec 23% en 2005 contre 16% en 1999 (Bellaoui, 2005). Depuis, l'engagement des jeunes en France n'a fait qu'augmenter puisqu'en 2021, les jeunes de 18-30 ans sont plus engagés que l'ensemble de la population : 55% d'entre eux ont déclaré être adhérents d'une association ou d'un groupe, et près de neuf jeunes sur dix sont déjà bénévoles ou envisagent de le devenir (Berhuet *et al.*, 2021). Tel que le relève Bellaoui, « l'engagement est devenu une affaire d'expression individuelle qui permet tout à la fois d'exprimer des valeurs, de découvrir la société et de se tester » (2005, 129). Dès lors, le bénévolat et la participation aux associations sont des formes d'engagement civique qui viennent influencer la participation politique, en particulier en Europe.

Si l'on s'intéresse à la Guadeloupe de manière spécifique, l'étude de Managan (2015) démontre que les clubs centrés sur les loisirs jouent un rôle politique important et sont une forme bénéfique d'engagement civil. L'auteur pense que les associations en Guadeloupe peuvent servir à favoriser le changement politique et constituent certainement une source de capital social pour les individus, en perpétuant l'ordre social et les valeurs normatives. En effet, cette recherche ethnographique de 18 mois entre 1999 et 2001 dans la commune de Petit-Bourg en Guadeloupe, a démontré que les associations peuvent être, pour certains de leurs membres, un moyen de maintenir ou renforcer leur influence politique sur leur communauté. Les associations culturelles ont d'ailleurs été incluses dans la grève générale de 2009. Elles sont des sources

importantes de capital social pour les personnes marginalisées de la société. Brohan (2019) a d'ailleurs démontré que les ressources sociales des représentantes guadeloupéennes au gouvernement de 1944 à 2017, étaient essentiellement basées sur leurs origines sociales, leur situation familiale, leur niveau d'éducation et leurs ressources professionnelles. Parmi les représentantes interviewées, 23 provenaient du milieu du militantisme politique, syndical ou associatif. Il a également été précisé que les responsabilités syndicales représentent un tremplin vers le domaine gouvernemental. Dans le même sens, en Guadeloupe le « militantisme associatif de l'entourage familial est souvent associé au développement personnel d'une conscience sociale présentée comme une ressource politique » (Brohan, 2019, 212). Les associations politiques et non-politiques de l'île auraient un fort impact sur la participation politique que ce soit dans les milieux religieux, étudiants, politiques, scientifiques, sportifs et de la jeunesse. Nous pouvons alors imaginer que ce type d'associations a également une influence sur la participation politique des jeunes.

1.2.3.4 Les sources d'information et les médias

En plus des connaissances politiques, la participation aux associations bénévoles et l'éducation, les sources d'information politique influencent également la participation des jeunes. Par exemple, l'utilisation de certains médias plutôt que d'autres aurait une incidence significative sur la participation : lire un journal, regarder un bulletin de nouvelles, écouter la radio ou lire les nouvelles sur Internet, n'exerceraient pas la même influence sur celle-ci. Selon Koc-Michalska *et al.* (2015), la presse écrite reste la source d'information qui a le plus d'impact sur la participation, suivie de l'utilisation d'Internet puis de la radio. Toutefois, ils considèrent qu'Internet serait vite devenu une source d'informations politiques au détriment de la presse écrite. Pour certains chercheurs, Internet permettrait aux citoyens de devenir mieux informés et plus actifs en offrant une possibilité de recherches illimitées et un accès à de multiples sources d'information. Pour Milner (2008), la lecture des nouvelles sur Internet est la source d'information ayant la plus grande incidence sur la participation politique des jeunes Américains et Canadiens, indépendamment de l'âge et du sexe. Néanmoins, selon d'autres recherches (Bimber *et al.*, 2014 ; Ben Mansour, 2016), Internet stimulerait l'engagement politiquement uniquement chez ceux qui sont déjà intéressés et/ou impliqués politiquement. Chose certaine, l'intérêt des jeunes pour ce type de médias est présent depuis plusieurs années. En 2006 déjà, une étude a démontré que la population aux États-Unis utilisant le plus Internet était les personnes âgées de 18 à 29 ans : 78% d'entre eux étaient présents en ligne (De Landtsheer *et al.*, 2014).

La nature des sources d'informations influencerait non seulement la participation, mais également les connaissances politiques. Toutefois, elle reste un déterminant assez « fragile » quand on sait que les caractéristiques du citoyen, la fréquence et l'intensité de la recherche d'information de même que le type de source utilisé sont des facteurs importants à prendre en considération.

1.2.3.5 La socialisation politique

La socialisation politique est un facteur très souvent étudié en termes de participation chez les jeunes. Duguay définit la socialisation politique comme étant « un processus à travers lequel les individus acquièrent des connaissances, forgent des attitudes et adoptent des comportements politiques issus d'un groupe, d'une institution ou d'une société » (2019, 19). En effet, beaucoup de partisans du modèle sociologique de la participation s'intéressent aux *impressionnable years* (Neundorf et Smets, 2016, 5), la période cruciale entre l'enfance et l'âge adulte dans laquelle les citoyens forment leurs attitudes et leurs comportements politiques (Duguay, 2019). Selon ce modèle, les enfants apprendraient de façon directe ou indirecte les enjeux sociaux et politiques par le biais d'agents socialisateurs tels la famille, l'école, les médias ou les pairs. Pour Cortéséro : « la socialisation devient polycentrique et l'école n'est plus qu'une instance parmi d'autres, procurant des expériences formatives au même titre que la famille, les médias, les groupes des pairs, la culture adolescente ou les sociabilités juvéniles » (2010, 9).

D'autres auteurs considèrent les parents comme le principal agent socialisateur puisque souvent, ils transmettent à leurs enfants leurs orientations politiques (Neundorf et Smets, 2016). Gaxie (1978) illustre cette théorie avec le concept de *social milieu pathway* pour évoquer les générations successives qui partagent les mêmes conditions économiques et sociales : il y a alors une influence des parents sur les valeurs de leurs enfants (Bargel et Darmon, 2017).

1.2.4 Portrait de la participation politique des jeunes aux Antilles-Guyane

En Guadeloupe, la socialisation et l'engagement politique seraient facilités par la vie professionnelle, syndicale, associative et culturelle, plutôt que par les partis politiques locaux. Il y aurait une plus grande méfiance des Guadeloupéens, à l'égard des partis politiques. Selon l'étude de Sildillia sur la socialisation des élus aux Antilles françaises, 43% des élus guadeloupéens n'auraient pas d'adhésion à un parti politique, tous paliers confondus. Là-bas, ce sont souvent les milieux professionnels et syndicaux qui poussent à l'engagement politique, notamment par le militantisme (Sildillia, 2012). Aux Antilles-Guyane, 35% des jeunes de 18 à 30 ans seraient impliqués régulièrement dans des associations et des organisations durant l'année 2019, contre 39% en 2018 et 23% en 2017 (INJEP, 2018 ; INJEP, 2019 ; INJEP, 2020). Ces mêmes jeunes participeraient moins à la vie publique que l'ensemble des jeunes Français : en 2018, leur participation aux activités associatives (sportives, culturelles, humanitaires, politiques) est de 24% contre 37% chez les jeunes à l'échelle nationale. Quant à la participation à une manifestation, une grève ou une occupation de lieux, elle est de 13% contre 17% dans la France entière (INJEP, 2019). Ces chiffres témoignent d'une participation politique « timide » des jeunes Antillo-guyanais par rapport aux jeunes Français en général, et nous pensons qu'ils restent représentatifs par rapport à la participation de la jeunesse

guadeloupéenne. Il serait intéressant de découvrir ce qu'il en est des jeunes guadeloupéens en particulier. De plus, une autre étude de l'Institut souligne le fait que 86% des jeunes Antillo-guyanais s'intéressent aux causes environnementales et à l'avenir de la planète (INJEP, 2020). Leur intérêt pour ces causes pourrait alors être motivé par des enjeux politiques et environnementaux locaux comme le chlordécone. La question est de se demander si leurs intérêts pour ces enjeux les poussent à s'impliquer davantage politiquement.

1.2.5 Mutation de la participation politique chez les jeunes : l'arrivée d'Internet

La participation politique est un phénomène complexe qui est influencé par un certain nombre de facteurs. Plusieurs chercheurs s'accordent à dire qu'il y aurait une mutation avec son insertion dans le social et la venue du numérique. Nous avons observé les spécificités de la participation des jeunes qui restent différentes de celles des générations précédentes. L'arrivée d'Internet a fortement modifié l'engagement politique des jeunes puisqu'elle a ouvert la voie à de nouvelles modalités de participation. En termes d'activisme, les jeunes auraient investi l'espace virtuel en tant qu'espace de lutte spécifique, en plus des mobilisations physiques déjà existantes. (Pleyers, 2016). À peu près au même moment, avec cette expansion des modalités, l'engagement chez les jeunes serait motivé par plusieurs facteurs tels que leur identité, leurs conditions de vie ou encore l'avenir global de la société, voire de la planète (Quéniart et Jacques, 2008). Internet est venu apporter une autre dimension à la participation politique, qui s'est transposée au domaine numérique, et l'engagement politique des jeunes serait davantage motivé par des préoccupations personnelles plutôt que par des idéologies traditionnelles (Dahlgren, 2012). Cette seconde partie nous a permis de mieux intégrer les facteurs influençant la participation politique. Désormais, il n'est plus question d'étudier uniquement les activités politiques conventionnelles comme le vote ou encore la participation à des manifestations puisque de nouveaux modes de participations sont apparus et font partie intégrante de la participation politique en ligne.

1.3 La participation politique des jeunes en ligne

De par sa nature, la participation politique a évolué à travers le temps pour pouvoir mieux s'adapter aux transformations récentes de la société. Désormais, les jeunes se sont appropriés l'univers en ligne et leur participation a évolué pour pouvoir mieux s'intégrer au monde numérique. En s'intéressant à la nature de la participation, il est important d'étudier les différences entre la participation hors ligne et celle en ligne afin de pouvoir mieux observer les transformations des modalités déjà existantes, et la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens.

1.3.1 Définir la participation politique à l'ère du numérique

Dans la littérature, la définition de la participation en ligne est souvent vaste et peu précise. Dans son article, Bastien (2013) reprend la définition de la participation politique en ligne de Hoffman (2012) comme étant une activité chargée sur le plan informationnel, c'est-à-dire qui véhicule des informations en utilisant la technologie des nouveaux médias afin d'influencer, directement ou indirectement, les décideurs politiques, les candidats ou les fonctionnaires. Par conséquent, il peut s'agir de dons, d'adhésion en ligne à un parti ou encore de manifestation de son appui à un candidat par un « j'aime » (Bastien, 2013). Toutefois, Hoffman fait une distinction entre la communication politique et la participation politique en ligne. Reprenant les propos d'Hoffman, Monnayer-Smith et Wojcik ont relevé que sa définition s'inscrit dans la même lignée que celle de Verba et Nie (1972), considérant le fait de contacter des autorités publiques à travers un site web ou un réseau social comme acte de communication politique et non de participation (Monnayer-Smith et Wojcik, 2014). La distinction entre les deux peut être assez poreuse. Il est essentiel selon Bastien (2013) de repenser le terme de participation politique en termes d'intensité de l'engagement, des ressources, des motivations et des possibilités de recrutement liées à chaque modalité de participation. L'actualisation de sa définition est alors importante à cause de la venue du numérique, qui induit de nouveaux comportements politiques. La participation politique en ligne engloberait une plus grande variété d'activités que la participation politique conventionnelle (Boyadjian, 2020b). Tel que le relèvent Bastien et Wojcik (2018), les partages, les *likes* ou encore les *retweets* sont de nouvelles modalités de politisation fluides, peu exigeantes et sporadiques.

Le lien entre participation politique et Internet fait l'objet de clivages représentés par trois camps : les cyberpessimistes, les cyberoptimistes et les cybersceptiques. Selon la vision cyberpessimiste, Internet est une source de divertissement qui distrait des véritables enjeux, voire un moyen de domination et de contrôle qui diminuerait la participation politique. Les cyberoptimistes quant à eux voient Internet comme un moyen d'accès plus rapide à l'information, qui encourage la délibération et donc, la participation. Les nouvelles technologies permettraient alors de revitaliser la démocratie représentative en stimulant le débat politique et en permettant une interactivité accrue entre les partis politiques et le public (Ben Mansour, 2016). Enfin, les cybersceptiques ne voient pas de véritables différences entre l'utilisation des TIC et les médias traditionnels (Duguay, 2019, 24).

En tant que cyberoptimiste, Dahlgren (2012) considère qu'Internet a contribué à une transformation massive de nos sociétés en changeant les emplacements et l'infrastructure de l'espace public, et en devenant de plus en plus central dans nos vies, en particulier celle des jeunes. Internet offrirait de nouvelles potentialités en matière d'engagement démocratique : sites web de groupes activistes, forums de discussions et débats,

documentaires sur les manifestations ou encore affrontements politiques en ligne. De même, les médias sociaux auraient apporté une nouvelle perspective à la définition de la participation politique. Monnayer-Smith et Wojcik (2014) considèrent que les réseaux socio-numériques sont des instruments de publication et d'organisation de la contestation. Selon elles, la frontière entre espace privé et sphère publique est poreuse, elles reprennent l'idée de Bimber (2012) en disant : « Les nouveaux médias facilitent l'action politique expressive dans laquelle les citoyens font part de leurs préoccupations citoyennes dans leurs propres termes et non dans les termes des partis politiques ou des groupes d'intérêts » (Monnayer-Smith et Wojcik, 2014, 23).

Cardon (2013) voit également un déplacement du centre de gravité de nos démocraties vers une société civile plurielle, plus critique et plus autonome par rapport aux gouvernants. Il déclare :

L'expression en ligne des internautes s'est largement déployée dans des espaces qui n'ont pas été construits ou pensés comme des lieux d'articulation d'une participation politique « prescrite ». Les technologies numériques ont été investies de façon importante et originale par les organisations du mouvement social pour favoriser la coordination, le débat et la mobilisation, et sont aujourd'hui, de façon de plus en plus individualisée, le principal vecteur d'une mise en débat de la société. (Cardon, 2013, 33)

Il développe également le concept de « cultures participatives en ligne » afin de décrire des « communautés formées d'internautes « ordinaires » réunis dans des espaces virtuels choisis ou créés par eux sur la base d'affinités dans le but de partager, consommer et distribuer des contenus médiatiques produits par ses membres » (Caron, 2014, 13). Selon lui, ces cultures permettent la formation de l'engagement civique chez les adolescents et les jeunes adultes. En étudiant le contenu d'une page Youtube, l'auteur a démontré que les cultures participatives constituent des espaces « alternatifs » de résistance et de contestation, permettant aux jeunes d'occuper et d'investir un espace public propice au développement de valeurs, d'identités et d'« agentivité civique » (Caron, 2014). Comme le relève Pleyers (2016) dans son introduction sur l'alter-activisme, les jeunes sont des acteurs majeurs de nos sociétés qui investissent dans l'espace virtuel afin de défendre la liberté d'expression, les abus de pouvoir, les enjeux écologiques et mener des « batailles » de l'information. En reprenant les propos de Sandra Rodriguez, Pleyers déclare que les jeunes : « estiment tout de même crucial de donner à voir leurs engagements, de faire circuler des informations largement ou de diffuser en réseaux des situations qu'ils estiment injustes » (Pleyers, 2016, 54). Internet devient alors un outil où il est beaucoup plus facile et plus rapide de diffuser de l'information. Pour la plupart des jeunes, les plateformes numériques, et surtout les médias sociaux, s'avèrent être l'outil idéal pour l'expression politique, en partie grâce à leur familiarité, l'horizontalité et l'instantanéité qu'ils permettent.

1.3.2 Pourquoi les jeunes s'impliquent-ils politiquement davantage en ligne ?

Le lien entre participation politique et numérique peut être perçu de façons différentes. La théorie de la mobilisation considère les effets possibles d'Internet sur la mobilisation de publics généralement éloignés de la participation hors ligne, c'est-à-dire peu enclins à participer politiquement. Internet faciliterait l'activisme et la mobilisation (Bastien et Wojcik, 2018 ; Duguay, 2019 ; Boyadjian, 2020a). Tandis que la thèse de la normalisation reprend l'idée selon laquelle les inégalités sociales en termes de participation hors ligne, se reproduisent dans la sphère en ligne (Bastien et Wojcik, 2018 ; Duguay, 2019 ; Boyadjian, 2020a). Boyadjian a d'ailleurs étudié la participation politique en ligne des jeunes en France et les différences entre ceux s'impliquant en ligne et hors ligne. Son étude indique que l'éducation est un facteur important dans la participation politique et que la participation en ligne serait davantage répartie chez les jeunes diplômés du supérieur par rapport à ceux qui ont un diplôme inférieur au niveau d'études secondaires (2020b). De plus, il y aurait une surreprésentation des jeunes dans les publics mobilisés en ligne. En tant que « *digital native* »¹, les jeunes disposeraient des compétences numériques nécessaires à la participation politique en ligne. Il y aurait également un ajustement entre les outils numériques et les nouvelles formes de militantisme et d'engagement, qui seraient plus souples, informelles et ponctuelles. Enfin, il y aurait une diminution des coûts de la participation politique, par rapport au niveau de compétences politiques exigées, grâce au numérique et aux médias sociaux (Boyadjian, 2020b). Dans un même sens, Boyadjian s'intéresse également dans une autre étude aux inégalités de participation chez les jeunes dans la sphère en ligne. Son travail démontre que l'utilisation d'Internet et des médias sociaux, crée un abaissement des coûts de participation puisqu'ils requièrent moins de temps, d'argent et de compétence politique que des activités militantes plus traditionnelles (Boyadjian, 2020a). Grâce à son échantillon de jeunes étudiants issus de milieux sociaux diversifiés, il observe une fracture en termes de participation politique en ligne entre quatre groupes : les *militants de partis politiques* et les *intermittents de la démocratie expressive* seraient des étudiants de formations socialement sélectives participant davantage en ligne ; par rapport à *ceux ayant des rapports distants* à la participation en ligne et les *invisibles* de la participation politique en ligne, qui souvent issus de formations plus populaires. Ces résultats viennent valider la thèse de la normalisation : la politisation favoriserait la participation en ligne, qui elle-même, renforcerait la politisation. La participation politique en ligne, tout comme hors ligne serait liée au niveau de politisation des internautes (Boyadjian, 2020a). De plus, l'étude démontre que dépendamment de l'origine sociale des jeunes et de leur intérêt pour la politique, le numérique peut être un instrument de participation et d'expression politique, un outil de recherche ciblée

¹ Le terme *digital native* désigne les jeunes générations nées avec l'avènement d'Internet et des nouvelles technologies. Dès leurs premières phases de socialisation, ils ont été acculturés aux outils numériques, et désormais ils possèdent ce que l'on appelle des « compétences numériques » (*Internet skills*).

d'informations lors de périodes électorales, ou encore ne pas constituer un levier à la participation politique dans le cas des *décrocheurs scolaires* (Boyadjian, 2020a).

1.3.3 Médias sociaux et participation politique : une influence limitée ?

Diverses études s'intéressent à l'utilisation des médias sociaux et son lien avec la participation politique. Une étude du *Pew Research Centre* a démontré que la moitié des utilisateurs Facebook obtiennent de l'actualité politique sur la plateforme de façon accidentelle à cause des algorithmes. Ce type de médias aurait une grande influence sur ses utilisateurs grâce au processus de filtrage des algorithmes et la présence de personnes de confiance comme la famille et les amis (Boulianne, 2015). Dans le même sens, une étude du *Digital News Report* en 2018, a démontré que 46% des répondants utilisent Facebook pour s'informer. Pour de plus en plus d'individus, Internet et les médias sociaux deviennent la source principale d'information politique (Duguay, 2019).

Malgré cela, plusieurs études (Knoll *et al.*, 2018 ; Boulianne, 2015 ; Dylko, 2017) démontrent que les médias sociaux n'influenceraient pas directement la participation politique ; cela dépendrait essentiellement des caractéristiques des utilisateurs, dont l'intérêt politique et l'utilisation des médias sociaux varient. Knoll *et al.* (2018) proposent un modèle théorique de la participation politique sur les médias sociaux en quatre temps : la préexposition, l'exposition, la réception et la situation comportementale. L'utilisation des médias serait en partie due à une préexposition, c'est-à-dire à l'influence de motifs antérieurs préexistants, auxquels les utilisateurs seraient exposés. Par la suite, ceux-ci utilisent un certain type de traitement de l'information, qui pourrait conduire à des résultats comportementaux spécifiques. D'ailleurs, il semblerait que l'exposition à des contenus politiques sur les médias sociaux, de façon intentionnelle ou fortuite, stimulerait plus la participation politique, que celle des médias traditionnels (Knoll *et al.*, 2018). Une fois l'information reçue, l'utilisateur traiterait l'information, et en fonction de sa pertinence, approfondirait ses connaissances sur le sujet. Par la suite, il développerait un objectif participatif, qui lorsqu'il deviendra dominant, le poussera à participer. L'exposition accidentelle est au centre de leur argumentation : elle dépendrait des caractéristiques des utilisateurs, des pairs et de l'algorithme, qui vont déterminer l'impact du contenu politique dans la phase de réception de l'information. À la recherche de divertissement, les utilisateurs s'exposeraient de manière sélective à certains types de contenus, et rechercheraient une expérience émotionnelle à travers leur utilisation des médias sociaux. Ils seraient alors exposés à du contenu divertissant de leur choix, et parallèlement, à du contenu politique de façon accidentelle (Knoll *et al.*, 2018). Dès lors que l'individu tombe de façon accidentelle sur du contenu politique qui va stimuler sa curiosité, il sera plus susceptible de rechercher par lui-même des informations additionnelles permettant la compréhension des différents enjeux de celui-ci. Dans le cas des blogues, l'étude de Dylko (2017) a démontré que lire des nouvelles politiques

sur des blogues n'affecte pas directement la connaissance et la participation politique, puisque cela touche des individus déjà intéressés par la politique. L'étude de Koc-Michalska *et al.*(2015) sur l'utilisation d'Internet et son influence sur la participation et les connaissances politiques en France, a démontré une corrélation entre le niveau de participation politique et l'utilisation d'Internet : les personnes connectées à Internet depuis longtemps et l'utilisant au moins une fois par jour seraient sensiblement plus impliquées politiquement que ceux se connectant moins d'une fois par jour ou n'utilisant pas Internet. Cela rejoint les conclusions précédentes : les effets de la lecture de nouvelles politiques sur Internet sur la participation politique restent limités aux individus déjà familiers au monde politique.

Malgré tout, certaines études telles que celle de Dimitrova et ses collègues (2015) révèlent que l'utilisation de médias numériques aurait de réels effets sur la participation politique. L'utilisation de sites web de partis politiques ou de médias sociaux, aurait un impact positif sur celle-ci en présentant des activités à caractère politique à un public plus large. Pour Duguay, les TIC sont un vecteur de socialisation puisqu'elles exposent de l'information politique et font en sorte que les « membres d'une même communauté en ligne ou fréquentant un même site de média social peuvent avoir, au fil des discussions, des effets similaires les uns sur les autres que des amis ou des connaissances » (Duguay, 2019, 23). Néanmoins, la méta-analyse de Boulianne et Theocharis (2018) a démontré que la nature du média et le type d'utilisation sont importants, particulièrement la distinction entre les utilisations non-politiques et politiques des médias numériques. Les activités politiques en ligne seraient plus mobilisatrices et auraient plus d'effets que celles hors ligne. La participation en ligne mènerait à une participation hors ligne : elle agirait en tant que passerelle, en créant des réseaux sociaux dans lesquels nous avons la possibilité d'être invités à participer et par conséquent, d'augmenter notre exposition à l'information et nos connaissances politiques (Boulianne et Theocharis, 2018). Toutefois, dans le cas des campagnes électorales, les médias sociaux auraient peu d'impacts : leur utilisation accrue n'aurait pas affecté la probabilité des citoyens à aller voter ou à participer à la campagne d'Obama en 2012 (Boulianne, 2015).

Par conséquent, la participation politique hors ligne peut être influencée par les comportements numériques, mais n'est pas mue par les mêmes facteurs que la participation politique en ligne, en dehors de la participation à des discussions politiques et la recherche d'information (Duguay, 2019). Il existe plusieurs perspectives contradictoires quant à l'influence des médias sociaux sur la participation : celle-ci peut dépendre de plusieurs facteurs tels que la nature du média, les caractéristiques des utilisateurs ou encore les circonstances dans lesquelles ils sont utilisés. De ce fait, nous retiendrons que l'influence d'Internet et des médias sociaux va surtout dépendre du contexte dans lequel ils sont étudiés puisqu'elle change d'une étude à une autre. De manière générale, il semble que les activités en ligne conduisent à une participation hors

ligne, mais dans certains cas nous avons observé que cela dépend surtout des intentions des utilisateurs lorsqu'ils utilisent leurs médias sociaux. Il sera intéressant dans ce travail d'observer les liens d'influence entre la participation hors ligne et celle en ligne.

1.3.3.1 Les médias sociaux comme levier de la participation politique

De par la forte présence des jeunes sur les médias sociaux, de plus en plus de jeunes peuvent être touchés par des enjeux politiques et cela peut les pousser à davantage s'impliquer politiquement, c'est la raison pour laquelle plusieurs auteurs (Holt *et al.*, 2013 ; Feng Zhu *et al.*, 2019) considèrent les médias sociaux, dans le cas des jeunes, comme un levier de participation politique. Ils mobiliseraient les jeunes citoyens tandis que les médias traditionnels mobiliseraient plutôt les citoyens plus âgés (Holt *et al.*, 2013). Boulianne et Theocharis (2018) ont démontré que les médias numériques n'ont pas d'effets néfastes sur leur participation en ligne. Bien au contraire, les jeunes seraient plus engagés dans des activités civiques et politiques, exclusivement en ligne. Le concept de *networked young citizen* de Loader *et al.* (2014) développe l'idée selon laquelle les plateformes comme Facebook, Twitter et Youtube ont le potentiel d'influencer le comportement politique et l'engagement civique des jeunes. Les cas du Printemps arabe et du Mouvement « Occupy », en sont de bons exemples. Les « jeunes citoyens connectés » seraient :

more likely to participate in horizontal or non-hierarchical networks; they are more project orientated; they reflexively engage in lifestyle politics [...] and their social relations are increasingly enacted through a social media networked environment. (Loader *et al.*, 2014, 145)

Les jeunes privilégieraient la participation politique en ligne, car celle-ci aurait une structure horizontale, sans hiérarchie, contrairement aux organisations politiques ou civiques, où les hiérarchies sociales selon l'âge ou encore la classe sociale ne permettraient pas aux jeunes de pouvoir réellement s'exprimer. D'autres auteurs tels que Feng Zhu *et al.* (2019) ajoutent que l'utilisation de médias créatifs favoriserait une participation active à travers la médiation de l'expression politique en ligne. En effet, les médias sociaux seraient conceptualisés sous trois formes d'usage : la recherche d'informations, l'interaction et la production créative. Les « utilisateurs de l'information » cherchent à obtenir des conseils et à s'éduquer, tandis que ceux de « l'interaction » cherchent à communiquer et que les « utilisateurs créatifs » distribuent de l'information et leur opinion à travers différentes formes d'arts créatifs (Feng Zhu *et al.*, 2019). Ces trois formes d'usage permettent aux jeunes citoyens de les amener à s'intéresser à la politique, ce qui engendrerait une plus grande participation politique hors ligne. Toutefois, le transfert entre la participation en ligne et celle hors ligne serait limitée puisque les opinions politiques des jeunes sont généralement exprimées en ligne. Les médias sociaux deviennent une source importante d'informations politiques, voire l'unique source, chez cette population (Harell *et al.*, 2021 ; Yang et Dehart, 2016 ; Yamamoto *et al.*, 2015).

D'autres études s'intéressent à l'utilisation des « ressources sociales » des individus dans leur réseau de contacts afin d'atteindre des objectifs personnels : plus le réseau serait large, plus cela faciliterait la diffusion des informations par rapport aux opportunités de participation dans la vie civique et politique (Boulianne, 2015). Ces « ressources sociales » seraient déterminées par le capital social de chaque individu. Reprenant la définition de Lin (1982), Yang et Dehart définissent le capital social comme étant des « *resources embedded in social networks or social resources—not as goods possessed by the individual* » (2016, 3). Leur étude sur l'utilisation des médias sociaux et la participation politique en ligne chez des milléniaux bien éduqués lors des élections américaines de 2012, a démontré qu'un individu possède plusieurs ressources à travers ses relations et ses différents médias sociaux. Celles-ci procurent des avantages aux individus, et le capital social constitue sa capacité à produire des rendements, c'est-à-dire l'ensemble des ressources intégrées dans les réseaux sociaux d'une personne, que ce soit dans l'univers en ligne ou hors ligne. En effet, l'influence du réseau personnel en ligne des individus encouragerait les discussions sur des sujets politiques et créerait un effet de cascade de sorte que de plus en plus de jeunes internautes se sentiraient libres de discuter de questions politiques ou sociales dans les médias sociaux (Yang et DeHart, 2016 ; Zuniga *et al.*, 2012).

En conséquence, les ressources sociales et les médias sociaux constituent un levier de la participation en ligne, comme hors ligne, en favorisant la création et l'expression politique de leurs opinions. Certaines activités réalisées sur les médias sociaux comme Facebook et Instagram, peuvent être considérées comme une forme non-conventionnelle de la participation politique. En proposant du contenu politique, les médias sociaux participeraient au processus de politisation dans lequel la création d'un réseau autour d'enjeux politiques permettrait aux jeunes de se politiser. Nous comprenons ici que les jeunes se sont appropriés les médias sociaux afin de défendre leurs idées et se mobiliser autour d'enjeux qui leur tiennent à cœur.

1.3.3.2 Les médias sociaux comme outils de mobilisation : l'activisme numérique

De nombreuses études (Errazuriz, 2019 ; Dagona *et al.*, 2013 ; Harell *et al.*, 2021) ont démontré que l'utilisation de médias socio-numériques, offre la possibilité aux individus de s'unir et de s'engager dans un débat ou une discussion politique. En France par exemple, l'utilisation d'Internet permettrait un militantisme moins territorialisé, dans lequel il est possible de discuter avec des militants d'autres départements. En 2017, 88% des Français disaient avoir accès à Internet à leur domicile (Theviot, 2018). Pour Theviot, Internet est perçu comme un « outil pour penser autrement l'action politique et reconfigurer les pratiques politiques en dehors des partis politiques » (2018, 32). L'étude d'Errazuriz (2019) sur la convergence entre les mouvements féministes et étudiants chiliens grâce à l'utilisation de sites web Facebook publics et féministes, a démontré que l'utilisation de ce type de plateformes en ligne dans un contexte de mobilisations sert non

seulement de voix politiques, mais également à s'organiser politiquement. Les médias sociaux aideraient les jeunes politiquement actifs, à s'engager dans des mouvements sociaux et à produire des sous-activités politiques pour eux-mêmes, en facilitant la diffusion des informations concernant les mobilisations, et en transformant de nombreux spectateurs en partisans du mouvement (Errazuriz, 2019). Une étude sur la participation politique en Afrique de l'*Institute for Security Studies* (Chatora, 2012) a mis en évidence le rôle des médias sociaux dans la mise en valeur de formes de participations politiques conventionnelles : ils permettraient de mobiliser un grand nombre de personnes lors de manifestations, de signatures de pétition ou encore de lobbying (Chatora, 2012). Les médias sociaux et les applications mobiles faciliteraient l'action politique en mobilisant rapidement l'information liée à un événement ou aux questions en cours, publiés par les médias et les utilisateurs ordinaires, et en mettant en relation les citoyens et les représentants politiques (Yamamoto *et al.*, 2015). En Afrique, la participation politique en ligne serait influencée par des facteurs liés au contexte spécifique dans lequel les plateformes sont utilisées, tels que les expériences historiques des pays, les dispositions institutionnelles et les conditions socio-économiques et politiques des individus (Chatora, 2012 ; Dagona *et al.*, 2013 ; Mustapha *et al.*, 2016). Au Cameroun, plus spécifiquement, l'étude de cas des mouvements contestataires dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest a démontré que 69,9% des personnes interrogées ont admis avoir utilisé les médias sociaux tels que Facebook, WhatsApp, YouTube, Instagram, Twitter, Skype, Google Plus ou encore LinkedIn pour partager leurs opinions par rapport au problème et éviter la censure des autorités (Bityili bi Nleme, 2020). Pour rejoindre l'idée de Babeau (2014), il faut s'intéresser aux lieux qui ne sont pas formellement identifiés comme politique afin de capter les expressions politiques de tous les jours. Les cas africains ont montré que dans ce type de contexte, les jeunes parviennent à se mobiliser sur divers médias sociaux afin de créer des mouvements sociaux.

Dans le même ordre d'idée, nous pouvons supposer que la participation politique en ligne en Guadeloupe puisse être motivée par le contexte historique, postcolonial, environnemental et socio-économique de l'archipel. Sur l'île, de plus en plus de foyers sont connectés à Internet : selon l'*Internet World Stats* (2021), il y aurait là-bas près de 281 500 utilisateurs, et un taux de pénétration de 70,4% en mars 2021. De nos jours, cette mutation de la participation se poursuit avec le développement des médias sociaux, c'est la raison pour laquelle il est important de redéfinir la participation politique à l'ère du numérique. Ce survol de la littérature sur la participation politique nous a permis de poser les balises pour répondre à notre question de recherche. Nous avons vu que définir la nature de la participation est une tâche complexe puisqu'il s'agit d'un concept avec de nombreuses spécificités. À ce jour, aucune étude ne s'intéresse à la participation politique en ligne des jeunes adultes en Guadeloupe, c'est pourquoi nous avons décidé de nous y intéresser.

Nous concluons ce chapitre avec la citation suivante :

Les expressions citoyennes en ligne sont porteuses de formes de vigilance critique qui se ressource dans l'expertise distanciée, des savoirs objectivants, mais aussi dans l'expression individuelle et collective de l'expérience et du vécu. Ce qui s'invente sur le Web n'a, à l'évidence, rien d'une révolution formelle qui bouleverserait l'espace public (il faudrait pour cela qu'il s'y substitue), mais cela repose néanmoins sur des modes de sociabilité qui peuvent réactiver le débat d'idées, l'évaluation critique, la contestation et l'élaboration collectives, lesquels autorisent une réflexivité et une mise en capacité des sujets sociaux à devenir des agents plus conscients, plus autonomes et davantage acteurs de leur propre devenir. (Granjon, 2018, 46)

CHAPITRE II

LA JEUNESSE GUADELOUPÉENNE ET LA POLITIQUE À L'ÈRE DU NUMÉRIQUE

Dans ce second chapitre, nous allons nous concentrer sur le cadre théorique sur lequel notre étude s'appuie. Dans le chapitre précédent, nous avons étudié le concept de participation politique à travers ses définitions, ses déterminants et ses différentes modalités. En tant que concept majeur de la science politique, plusieurs théories ont émergé au fil des années afin d'expliquer les causes de la participation.

D'après la théorie du choix rationnel, les citoyens n'hésiteraient pas à réaliser un calcul décisif des coûts et des bénéfices du vote en fonction du système partisan ou du contexte économique et politique dans lequel ils vivent. Ils cherchent à réaliser le vote le plus avantageux possible, et considèrent ce vote comme un devoir civique (Downs, 1957 ; Blais, 2000 ; Boudon, 1997). Les partisans de la théorie des ressources quant à eux déclarent que les coûts de la participation seraient plus bas pour ceux qui ont un statut socio-économique et des connaissances politiques élevés. Selon eux, plus le citoyen aurait de ressources, plus celui-ci aurait un taux de participation élevé (Verba *et al.*, 1995). Dans la même idée, la théorie de la mobilisation examine le vote comme un comportement social guidé par des normes et des sanctions sociales. Gouvernée par le concept de capital social, elle suggère que le temps investi par chaque citoyen dans des partis politiques, des groupes d'intérêts ou encore des mouvements sociaux, augmenterait sa participation politique, grâce aux contacts sociaux avec les membres de ces groupes (Van Ham et Smets, 2012).

D'autres modèles s'intéressent aux effets sociologiques et psychologiques de la participation. Les théories de la socialisation politique considèrent que la participation serait motivée par des agents socialisateurs tels que les parents, l'école, les médias de masse ou encore le contexte politique. Les discussions politiques avec la famille et les amis, par exemple, créeraient un plus haut niveau d'intérêt et de connaissances politiques (Neundorf *et al.*, 2016 ; Neundorf et Smets, 2016 ; Bargel et Darmon, 2017 ; Mahéo, 2019 ; Holbein, 2017). Quant au modèle psychologique, il va surtout s'intéresser à l'intérêt politique, aux habiletés cognitives, à l'identité partisane et aux prédispositions psychologiques comme facteurs influençant la participation (Dalton, 2007). Enfin, le modèle institutionnel politique s'intéresse au contexte institutionnel et politique dans lequel les citoyens vivent. Les facteurs pris en compte sont principalement le système électoral, le nombre de partis politiques ou encore les règles relatives au vote obligatoire et à l'aide aux électeurs (Van Ham et Smets, 2012 ; Blais, 2006). Ces théories témoignent de la diversité des travaux concernant la participation politique. À la lumière de l'ensemble des théories présentées précédemment, nous avons décidé de nous concentrer sur deux modèles en particulier : la socialisation des événements politiques

d'Olivier Ihl (2002) et le modèle du *Civic Voluntarism* de Verba, Schlozman et Brady (1995), comme cadre théorique.

Bien que le modèle du *Civic Voluntarism* soit pensé pour des formes de participation dites conventionnelles, nous souhaitons l'adapter aux formes de participations en ligne. Dans ce modèle, Verba *et al.*(1995) défendent l'idée selon laquelle le coût de la participation est moins élevé chez les citoyens ayant un statut socio-économique élevé, un réseau social important et plus de connaissances politiques. Ce modèle met en lumière trois principaux facteurs explicatifs de la participation politique : les ressources, les motivations et le recrutement. En effet, selon les auteurs, les ressources et la motivation de chaque citoyen détermineraient leur capacité à participer et à être sollicités par leurs réseaux sociaux (recrutement). Cette théorie reste pertinente dans le cadre de notre étude sur la participation politique des jeunes guadeloupéens. Néanmoins, nous pensons que ce type de modèle, basé principalement sur les ressources, ne précise pas assez les facteurs liés au contexte politique particulier de la Guadeloupe. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de nous appuyer également sur le modèle de la socialisation politique d'Ihl (2002), dans lequel il présente l'évènement socio-politique comme l'un des fondements de la socialisation. Selon lui, les évènements politiques marquent d'une certaine façon les citoyens en leur donnant l'opportunité de développer une conscience politique plus élevée. C'est la raison pour laquelle nous pensons que ce modèle hybride, s'appuyant sur les ressources et les moments de socialisation des jeunes guadeloupéens, peut nous permettre d'éclairer certaines de nos questions.

Dans ce chapitre, nous allons présenter ces théories, de même que le contexte politique et social de la Guadeloupe, terrain où seront testées les hypothèses découlant des modèles théoriques.

2.1. La socialisation des évènements politiques

En matière de socialisation politique, de nombreuses études s'intéressent à la transmission familiale des préférences électorales, à l'école ou encore à la sociologie de l'enfance, et délaissent la socialisation des évènements politiques. Pourtant, les évènements politiques s'avèreraient déterminants dans la formation de l'idéologie politique chez les jeunes, et de leur sensibilité aux enjeux politiques. Nous considérons comme évènement politique, tout épisode historique qui a eu la capacité de marquer les consciences de manière spécifique (Ihl, 2002), et qui a permis d'influencer la sphère politique dans un contexte donné.

2.1.1. Les évènements politiques comme agents socialisateurs

Lorsque l'on cherche à comprendre les origines de la participation politique des jeunes, les théories de socialisation politique sont souvent mises en avant. La socialisation politique représente des « processus

spécifiques qui s’accomplissent au sein d’instances politiques et/ou qui se traduisent par des pratiques et des représentations dans le domaine politique » (Bargel et Darmon, 2017, 3). Comme nous l’avons vu dans le chapitre précédent, elle permet aux citoyens d’acquérir des connaissances à travers des comportements et attitudes politiques issus de certains groupes, d’institutions ou de la société de manière générale. En général, les théories de la socialisation politique se concentrent surtout sur les agents socialisateurs tels que la famille, l’école ou encore les médias de masse. Pour le sociologue Owen (2006), la socialisation politique est le produit de phénomènes aux niveaux macro et micro. De nombreuses recherches se focalisent sur la dimension individuelle du terme et ne prennent pas en compte le contexte historique et politique où la socialisation a lieu. Pourtant, les facteurs contextuels tels que l’accès aux institutions, l’organisation des partis politiques, la présence de certains groupes sociaux, les communautés en ligne, le degré d’exposition des jeunes à des conversations adultes et des activités, sont autant d’éléments influençant la socialisation politique des jeunes. Il est important d’ajouter qu’ils peuvent différer d’une région, ou d’un pays à un autre.

2.1.1.1. Évènements, pratique militante et socialisation

Dans le second chapitre de son livre *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Julie Pagis (2014) s’est intéressée aux effets socialisateurs de la participation aux manifestations de Mai 68 en France. Elle explore la diversité des représentations et des formes de participation aux évènements de Mai 68 en articulant le lien entre socialisation politique primaire et socialisation par l’évènement. Son travail a révélé qu’il existe différents effets socialisateurs de l’évènement variant en fonction du degré d’exposition à l’évènement et des ressources militantes accumulées. La *socialisation de renforcement* décrit des militants très exposés aux évènements et ayant de fortes compétences militantes dues à une expérience pratique dans plusieurs lieux d’engagements. Au contraire, la *socialisation d’entretien* décrit des militants de longue date, souvent plus âgés : leur degré d’exposition aux évènements de Mai 68 n’était pas le plus élevé, toutefois, leur exposition a engendré un effet de confirmation de leur vision du monde, et leur a montré la légitimité de leur pratique militante. Pour les sondés les plus jeunes, les évènements de Mai 68 auraient eu des effets de *socialisation de conversion* ou de *prise de conscience*, en les rendant plus sensibles aux enjeux de la crise. Parmi les plus actifs, quelques-uns se sont convertis à des mouvements féministes ou de gauche : cette conversion a engendré une rupture d’ordre familial, politique ou encore professionnel. D’autres, moins actifs, ont quant à eux pris davantage conscience des enjeux liés à ces évènements. Malgré leur très faible exposition aux évènements, il y aurait eu chez certains un effet socialisateur (Pagis, 2014). L’auteure ajoute que le genre, l’origine sociale ou encore l’orientation politique des parents sont des variables influençant les formes de participation aux évènements puisque les femmes par exemple, une fois devenues mères, n’ont pas forcément le temps de se consacrer au militantisme. En effet, à cette époque, les hommes et les femmes n’avaient pas le même type de socialisation politique puisque l’éducation des femmes était consacrée à la

sphère privée, et non aux pratiques militantes et à la politique. Les événements de Mai 68 ont permis à de nombreuses femmes de faire leur entrée en politique (Pagis, 2007). Pagis a observé une différenciation entre les genres lors du processus de socialisation politique, notamment par rapport aux ressources politiques. Les origines sociales peuvent également créer des disparités entre les jeunes : dans le cas de la Révolution culturelle chinoise par exemple, Marichalar (2018) a démontré que les jeunes de classes sociales inférieures ont été victimes d'événements affectant et menaçant leur sphère privée tels que l'irruption de gardes rouges dans leur foyer ou encore l'envoi à la campagne. Ces événements ont marqué d'une façon ou d'une autre la vie de ces enfants, en les privant d'une « jeunesse normale ».

Les événements politiques peuvent marquer fortement la vision que l'on peut se faire du monde et de la société en général, en particulier chez les jeunes. Cette vision du monde politique va alors se répercuter sur leur participation. Par conséquent, il nous semble important de prendre en considération le contexte et les événements politiques comme agents socialisateurs. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes intéressés aux travaux d'Olivier Ihl.

2.1.1.2. Le rôle de l'évènement dans les socialisations politiques secondaires

Le sociologue historien Olivier Ihl (2002) s'intéresse également au rôle de l'évènement dans les socialisations politiques secondaires. Par socialisation politique, Ihl entend par là un processus incrémental dans lequel il y a le développement d'une connaissance abstraite de la vie politique. Cette connaissance serait liée à une forme de maturité civique et constituerait une sorte d'écran de perception dont l'acquisition serait pour l'enfant lié au désir de prendre part au monde social et de communiquer avec autrui. S'inspirant des travaux de Karl Mannheim sur la transformation de l'évènement politique en mentalité, Ihl (2002) propose d'élargir la définition habituellement retenue de la socialisation politique en se focalisant sur l'effet socialisateur des événements politiques. Selon lui, l'environnement social et politique conditionnerait la transmission du rapport à la politique, en affectant sa nature et son orientation. Il déclare :

D'un point de vue analytique, on peut considérer que les expériences politiques fournissent des opportunités de socialisation de différentes manières : par contacts directs avec une dynamique collective (mobilisation protestataire, participation électorale, action militante), par une exposition aux flux d'information des médias qui en rendent compte (campagne de presse liée à un scandale politique, duel télévisé du second tour des présidentielles), par le biais des relations interpersonnelles que charrie l'appréhension de ces actions (discussions familiales, apostrophes sur le lieu de travail). (Ihl, 2002, 138)

Pour lui, les expériences politiques créeraient différentes opportunités de socialisation en marquant les consciences des citoyens de façon spécifique. Sandell Pacheco (2008) rappelle que lorsque l'on prend en considération le contexte politique, nous pouvons nous servir de deux niveaux de ségrégation de la

compétition politique, le niveau local et le niveau étatique. Ils sont indépendants, et ont leur propre influence sur les jeunes électeurs. Il explique également que lors du développement politique de l'enfant, le contexte vécu est aussi important pour comprendre le comportement politique, que les contextes politiques contemporains. Souvent, la socialisation des jeunes à l'adolescence a une influence positive qui se traduit par une augmentation de leur participation plus tard. En effet, dans le cas de la Guadeloupe, on peut imaginer que le contexte local de l'île comme le contexte national de la France hexagonale ou encore celui des Départements d'outre-mer (DOM) en général, ont chacun des impacts différents sur les processus de socialisation politique des jeunes, et sur leur participation.

Lorsqu'il s'agit du contexte politique guadeloupéen, nous pouvons nous douter que des événements politiques passés tels que *Mè 67* ou encore la grève générale de 2009, ont influencé la perception et la participation politique des citoyens. En s'intéressant plus particulièrement aux jeunes, Ihl déclare :

Les expressions politiques des jeunes adultes, parce que fondées sur une base d'expérience limitée, sont toujours plus affectées par le surgissement de l'événement que ne le sont les cohortes plus anciennes, qu'il s'agisse d'enjeux relativement extérieurs (dépression économique, intervention militaire) ou plus personnels (mobilité géographique, entrée à l'Université, mariage). (Ihl, 2002, 134)

Nous pouvons alors imaginer que de tels événements aient eu un impact considérable sur la participation politique de ces jeunes. De manière analogue, une étude sur l'engagement politique et civique des jeunes latinos dans un contexte régional de conservatisme aux États-Unis a démontré que la socialisation politique des jeunes immigrants latinos est difficile puisque le contexte est hostile à l'incorporation des immigrants, à cause de la tension raciale et d'un sentiment anti-immigrant très présents (Terriquez *et al.*, 2020). Dans ce contexte, les groupes d'organisation de jeunes deviennent des véhicules de socialisation horizontale. Le contexte politique a incité ces jeunes Latinos à se rassembler en tant que groupe afin de créer des actions politiques communes, et de manifester leurs idées. Une nouvelle fois, les événements et le contexte politique ont conditionné la participation de ces jeunes. Dans l'étude *Not your parents' political socialization* de Sapiro (2004), les populations des pays victimes de changements politiques dramatiques, sont parfois marquées par des traumatismes liés à la brutalité des régimes ou encore aux conflits ethniques. Dès lors, ce type d'événements peuvent conditionner les relations entre les citoyens et le monde politique. Les mémoires historiques, par exemple, ne sont pas le fruit d'expériences individuelles, mais plutôt des récits porteurs de sens, des histoires d'une époque, d'un phénomène ou d'un pays. Ces réflexions nous montrent l'importance du contexte politique dans l'analyse de la participation politique des jeunes. Le processus de socialisation passe non seulement par l'entourage, mais également à travers l'environnement des jeunes. Les événements

politiques sont porteurs de récits qui peuvent marquer les enfants, comme les adolescents et les jeunes adultes. Pour Sapiro, les récits représentent des éléments importants de la socialisation politique :

Learning why the founding of the nation was good, who caused the war or suffering, what stories best represent who we are, and what songs or rituals should make our blood race are all important elements of political socialization, especially because they help to weave the appropriate emotional substance into political understanding and response. This is why many nations and movements use as a ritually repeated catchphrase some variation of “Never forget!” or “remember ——!” (Sapiro, 2004, 10)

Ces événements traumatiques ou historiques créent des changements dans les vies individuelles : elles deviennent des expériences politiques personnelles qui ont un impact sur le long terme. Toutefois, cet impact dépendra des caractéristiques des individus, du contexte présent et du contexte futur. Sapiro pense que de manière générale, les événements auraient plus d'impacts chez les adolescents et les jeunes adultes, mais pas nécessairement d'effets générationnels. Nous pouvons faire un parallèle avec les événements survenus durant l'esclavage aux Antilles, et particulièrement en Guadeloupe. Il est clair que la colonisation est un phénomène qui a marqué l'humanité et particulièrement les mémoires des populations descendantes d'esclaves.

2.1.2. La socialisation des événements politiques dans les anciennes colonies

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les événements politiques traumatiques peuvent avoir un impact en termes de socialisation politique, en particulier chez les jeunes. C'est la raison pour laquelle il serait intéressant de comprendre le rôle des événements politiques dans des contextes postcoloniaux.

De Freitas Azevedo (2018) a étudié la socialisation politique de jeunes lycéens sur Facebook en temps de crise au Brésil. Son étude a démontré le rôle prépondérant des médias sociaux sur la politisation des événements et sur la socialisation politique des jeunes. Il définit la socialisation politique comme étant une expérience sociale de construction de valeurs servant de support pour orienter les actions, et dans laquelle les médias sociaux deviennent de nouvelles formes de sociabilité. Pour reprendre les propos de l'auteur, les jeunes « travaillent » leurs identités politiques en ligne et les « réseaux sociaux d'Internet influencent la participation politique, l'orientation politique et la construction des valeurs citoyennes de ces jeunes, censés être des citoyens en formation » (De Freitas Azevedo, 2018, 12). Au Brésil, les élections de 2014 ont engendré une polarisation politique entre Dilma Roussef, du Parti des Travailleurs et Aécio Neves, du Parti de la Social-Démocratie Brésilienne. Ces événements ont suscité d'importants conflits politiques en ligne entre les jeunes Brésiliens. L'auteur dégage de ses analyses quatre types de comportements politiques en ligne : les *jeunes participatifs*, les *intéressés*, les *désintéressés* et les *silencieux*. Ces types de comportements

font écho à la typologie de Boyadjian (2020a) que nous avons vu dans le chapitre I. Dans le cadre de la période de polarisation politique qui a abouti à la destitution de la présidente de gauche Dilma Rousseff, l'étude a démontré que les *jeunes participatifs* mettent en avant un besoin de reconnaissance de leurs identités numériques et un maintien de leur image, tandis que les *intéressées* ont un comportement timide et auront tendance à cacher leurs opinions, tout en recherchant les informations politiques qui les intéressent. Les *désintéressés* quant à eux se concentrent surtout sur l'expression de leurs goûts et leurs activités quotidiennes sans mentionner le conflit. Enfin, les *silencieux* sont réticents à la construction d'une image publique. Cette étude révèle que la socialisation politique est inséparable des expériences démocratiques nationales puisqu'elle part d'événements politiques. Ces événements politiques permettent aux jeunes de se regrouper autour d'un enjeu qui les touche de près comme de loin. En interagissant entre eux, les jeunes partagent leurs opinions et créent de nouvelles formes de participation politique. Nous pouvons alors imaginer que des événements tels que la crise du chlordécone ou encore la pandémie de la Covid-19, ont permis à de nombreux jeunes guadeloupéens de davantage s'intéresser à la politique en augmentant leur exposition à des flux d'informations politiques, en particulier sur les médias sociaux.

En étudiant les effets de l'éducation civique sur la culture politique en Zambie, Abdi *et al.*(2006) ont démontré que dans un contexte postcolonial, à cause des problèmes économiques, sociaux et politiques, les jeunes et les autres citoyens se concentrent davantage sur leurs besoins primaires tels que se nourrir plutôt qu'à participer politiquement. À la suite de la déclaration d'indépendance de la Zambie en 1964, le pays a adopté un régime démocratique et la société civile est devenue plus active. L'éducation civique a d'ailleurs eu un fort impact puisqu'elle a permis, entre autres, d'augmenter la fréquence et l'intensité de la diffusion d'informations aux citoyens et d'améliorer l'obligation du gouvernement de rendre compte. À travers ces cours, les citoyens ont pu bénéficier des effets positifs de l'éducation civique pour leur conscience politique et sociale, de l'acquisition de connaissances politiques et de compétences civiques. Ce cas d'étude révèle l'impact positif de l'indépendance d'un pays, en tant qu'événement politique, sur la socialisation politique des jeunes puisque la société civile s'est davantage intéressée aux enjeux politiques et cela s'est retranscrit à travers leur éducation. Pour Odoemelam et Aisien (2013), le processus de socialisation politique dans les sociétés africaines ne reflète pas encore ce qui est possible dans les démocraties libérales avancées puisque les partis politiques n'encouragent pas le support du public. Pourtant, ils considèrent les partis politiques comme l'un des agents socialisateurs les plus importants. Selon eux, ils ont des fonctions d'articulation et d'agrégation des intérêts, de construction d'une culture politique, d'éducation politique et de recrutement de dirigeants politiques. Toutefois, dans le cas du Nigéria, il y aurait une incapacité des leaders nationalistes et de leurs partis politiques à utiliser la socialisation politique pour cristalliser une culture politique appropriée soutenant le système de pouvoir politique. Dans une large mesure, ils considèrent que cette incapacité serait

responsable des crises politiques au Nigeria et de la marginalité du développement social, politique ou économique. À cause de ce manque de culture politique, les citoyens seraient moins intéressés par la politique mise en avant par les partis politiques et encore moins leurs responsables. Nous pouvons faire un parallèle avec la Guadeloupe où les partis politiques n'arrivent pas forcément à rejoindre la jeune population, voire même la population de manière générale. En effet, en 2017, un tiers des électeurs guadeloupéens n'auraient pas voté aux élections présidentielles (Cratère, 2017) et en 2020, 53% des jeunes Antillo-Guyanais n'iraient pas voter, pensant que les élections ne changeraient rien à leur vie (INJEP, 2020).

Dans les cas du Ghana et du Liberia, leurs contextes politiques différents ont influencé de façon distincte, la participation des jeunes. En tant que démocratie complètement représentative, le Liberia reste un État fragilisé par l'épidémie d'Ebola, qui a conduit à la fermeture des écoles pendant plusieurs années. Contrairement au Liberia, le Ghana est une des démocraties les plus stables en Afrique avec un système éducationnel très fort. Quaynor (2015) a décidé d'étudier les mouvements politiques des jeunes de ces deux pays en s'appuyant sur leur contexte national. Son étude a démontré que le contexte politique et historique d'un pays forme la façon dont les individus vont comprendre des termes tels que « citoyens » ou « démocratie », et les relations entre les citoyens et le gouvernement. L'auteur déclare :

For example, Africa has a shared yet varied colonial experience, and so colonization may impact conceptions of citizenship in various ways. Ghana's history of both traditional leaders and colonial rule can be seen in student conceptions of democracy, as students stated that democracy means "being ruled by our own people" (Levstik and Groth, 2005: 563). In Rwanda, scholars report that given the history of ethnic divisions encouraged during the time of Belgian colonialism and in response to the horrific genocide, the new government prevented critical inquiry and promoted the teaching of a single, unified history. (Quaynor, 2015, 124)

L'ensemble de ces études nous montre que la colonisation est un phénomène ayant des répercussions distinctes en fonction de l'histoire de pays, du système politique mis en place et des caractéristiques du citoyen. Que ce soit en Afrique, aux Antilles ou dans les îles du Pacifique, beaucoup de régions aujourd'hui gardent un lien avec l'ancien pays colonisateur. La Guadeloupe quant à elle, est désormais intégrée dans le système politique français, et ce n'est pas sans conséquence pour la politique guadeloupéenne. Nous allons maintenant nous concentrer plus particulièrement sur les événements politiques qui ont marqué l'histoire de l'île.

2.1.3. Les moments formateurs de la socialisation en Guadeloupe

En Guadeloupe, il est clair que le contexte postcolonial a eu des répercussions sur sa société, son histoire et sa politique. Les événements politiques ont chacun à leur façon eu un impact sur les mémoires, et ont

contribué au développement d'une pensée particulière. L'esclavage, la départementalisation, *Mè 67* ou encore la grève générale de 2009, sont quelques exemples d'évènements politiques marquants que nous allons approfondir dans cette sous-section.

Plusieurs études ont démontré l'importance des parents comme agents socialisateurs puisqu'ils constituent la première source d'influence chez l'enfant : ils lui inculquent des valeurs et des connaissances. Reidy et ses collègues (2015) ont d'ailleurs démontré dans leur étude sur l'impact des conflits politiques sur les jeunes Croates que la discussion entre les parents et les enfants est un facteur de socialisation politique. En discutant du contexte de guerre, d'histoires vécues par des membres de la famille et de traumatismes liés aux conflits, les entretiens ont révélé qu'il s'agissait d'un important vecteur de socialisation. Il est clair que par l'intermédiaire des parents et de la famille, les évènements politiques passés peuvent marquer d'une façon ou d'une autre la socialisation politique des jeunes. L'esclavage, par exemple, a laissé une trace indélébile dans la mémoire collective de la jeunesse guadeloupéenne. Nous allons dans cette section approfondir les évènements politiques marquants de l'histoire de la Guadeloupe afin de comprendre comment ils peuvent être des vecteurs de socialisation politique.

2.1.3.1. L'esclavage et le passé colonial

Malgré son abolition, l'esclavage marque jusqu'à aujourd'hui l'humanité. La Guadeloupe et la Martinique, tout comme le reste de la Caraïbe, ont été victimes de la traite négrière durant plusieurs siècles. Ces mouvements migratoires ont alors contribué à modeler la démographie de ces îles avec des populations africaines, européennes ou encore indiennes : ce mélange des cultures forme la population antillaise que l'on connaît aujourd'hui.

Découverte en 1493 par Christophe Colomb, la Guadeloupe passe sous protectorat français en 1635 : c'est le début de la colonisation. Le modèle économique de la France est alors basé sur l'impérialisme, et l'économie sucrière et de plantation. Cette même année, les Guadeloupéens deviennent des citoyens français, bien qu'ils ne jouissent pas des avantages et des attributs de la nationalité, de par leur statut d'esclave (Martineau, 2018). La période esclavagiste met en avant l'omniprésence d'une idéologie raciste, qui marque jusqu'à aujourd'hui les consciences. Selon cette même idéologie, les « nègres » sont considérés comme sauvages et paresseux tandis que les Blancs seraient sophistiqués et dociles (Giraud *et al.*, 2009). Elie Domota, secrétaire général de l'Union Générale pour les Travailleurs de Guadeloupe (UGTG) et figure emblématique de la grève générale de 2009, définit la colonisation comme une « déshumanisation, c'est la négation, c'est la barbarie, c'est la domination sur le plan politique, économique, social et culturel » (Martineau, 2018, 12). En effet, il y a une déshumanisation des esclaves : que ce soit par rapport aux

conditions de leur transbordement, de la privation de protection, ou encore de la situation de dépendance entre les esclaves et leur maître. À cette période, les populations guadeloupéennes, et antillaises plus largement, sont des peuples considérés comme soumis, attardés et surtout dominés. Ils permettent à la France d'obtenir les ressources premières, dont le pays a besoin pour assouvir sa richesse.

En juin 1794, une première abolition de l'esclavage a eu lieu sur la Place de la Victoire à Pointe-à-Pitre, après des luttes acharnées entre le gouvernement de Napoléon Bonaparte, les abolitionnistes et les « libres de couleurs ». En 1801, la volonté du gouvernement napoléonien de rétablir l'esclavage aux Antilles, avec la signature d'un décret le 19 avril 1801, a réveillé une dynamique indépendantiste en Guadeloupe, chez les esclaves nouvellement affranchis. S'en est suivie une rébellion générale des civils, le 21 octobre 1801, sous l'influence de l'officier de couleur haut gradé, Magloire Pélage. Après l'arrestation du représentant de la France en Guadeloupe, le capitaine-général Lacrosse, un gouvernement provisoire composé d'hommes de couleur apparaît, marquant le début des volontés indépendantistes. Toutefois, il n'a pas fallu attendre longtemps pour que l'esclavage soit rétabli puisqu'en 1802, il est remis en vigueur avec le rétablissement du Code noir. Selon cet Édît, l'esclave noir est alors considéré à nouveau comme un être « meuble », un bien qui peut être acquis par un maître. Par la suite, le gouvernement de Napoléon met tout en place afin d'éviter toute rébellion d'esclaves et débordement, comme cela a été le cas à Hispaniola (en Haïti en 1802 et à Saint-Domingue en 1844) (Martineau, 2018). Finalement, il a fallu attendre 1848 pour que le régime français décide de mettre fin à l'esclavage aux Antilles : des lois particulières ont été créées pour les anciennes colonies et l'Algérie, pour être ensuite placées sous un régime du droit commun (Brun, 2020). À cette époque, les jeunes étaient d'ailleurs contraints de « s'expatrier et s'engager comme mercenaires dans toutes les guerres coloniales, menées par la France » (Glissant, 2011, 13), car ils étaient souvent face à l'impossibilité de trouver des moyens de survivre. La Guadeloupe a alors gardé un lien de dépendance vis-à-vis de la France.

Par la suite, de nouveaux courants de pensée sont apparus afin que les anciennes colonies soient plus intégrées et « assimilées » dans le système politique français. Ce passé historique nous permet de mieux comprendre la place de la Guadeloupe au sein de l'échiquier politique français. Dans le cadre de notre analyse, il est important de comprendre que la réalité politique des ancêtres des jeunes guadeloupéens est le fruit de nombreuses luttes politiques, sociales et économiques, qui jusqu'à maintenant peuvent marquer leur quotidien. Aujourd'hui, l'une des spécificités de l'île par rapport à d'anciennes colonies dans le monde est qu'elle partage avec la Martinique, la Guyane, la Réunion et Mayotte, le statut de Département français d'outre-mer (DOM), et fait désormais partie intégrante du système politique français.

2.1.3.2. Départementalisation et courant de l'assimilation

Après l'abolition de l'esclavage en 1848, les Antillais ont continué à émettre des critiques par rapport aux injustices et aux inégalités de traitement entre la France et les outre-mer. S'en sont suivis plusieurs épisodes de grèves et d'affrontements entre les représentants locaux des autorités métropolitaines et les civiles qui gardaient un désir d'indépendance vis-à-vis de la France (Zana, 1997). C'est en 1946, avec la Loi de la départementalisation, portée par Aimé Césaire, que la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion deviennent Départements français d'outre-mer (DOM). Cette loi représente l'aboutissement de la revendication des représentants antillais de l'assimilation politique. En 1946, Aimé Césaire a écrit :

La Martinique et la Guadeloupe qui sont françaises depuis 1635 et qui depuis trois siècles participent au destin de la métropole et qui, par une série d'étapes, n'ont cessé de s'inclure davantage dans la civilisation de la mère patrie, ont été le champ de toutes sortes d'expériences politiques [...]. Une politique républicaine constante a été de considérer les Antilles comme une parcelle de la France et comme telle relevant des mêmes lois et mêmes règlements que la métropole. (Dimier, 2005, 51)

Cette loi vise alors à résoudre les contradictions entre le gouvernement représentatif et l'administration coloniale afin d'intégrer de nouveaux départements dans les pratiques juridiques et administratives standard de la République, et à quelques exceptions significatives près, appliquer toutes les lois votées par l'Assemblée nationale (Daily, 2014). Cette loi devenue effective le 1^{er} janvier 1948, est le projet du courant politique de l'assimilation. Brun définit l'assimilation comme suit :

Être assimilé, c'est être comparable, semblable, mais l'assimilation suppose également, dans sa version politique, une égalité des droits, une assimilation dans la citoyenneté, notamment par le biais de l'application des institutions métropolitaines dans les colonies. (Brun, 2020, 161)

Par conséquent, l'assimilation est un courant de pensée qui a pour projet de créer une véritable égalité de traitement entre les « hommes libres de couleur » et les blancs créoles dans un premier temps, puis ceux de la métropole (Célestine, 2007). L'objectif de la Loi sur la départementalisation est de sortir de la logique coloniale et de rattraper le système socio-économique et administratif de la France. Aimé Césaire est d'ailleurs l'un des rapporteurs du projet de la Loi de départementalisation. Néanmoins, les promesses concernant des revendications assimilationnistes n'ont pas été tenues, c'est la raison pour laquelle il finit par quitter le Parti communiste français en 1956, pour fonder le Parti du progrès martiniquais en 1958. Dans ses écrits, Césaire (1950) s'intéresse au problème colonial et dénonce la barbarie occidentale. Bien que la Guadeloupe et la Martinique aient obtenu le statut de DOM, la départementalisation n'a pas permis de lutter contre les inégalités sociales entre les ressortissants des DOM et ceux de la métropole. Comme le relève

Célestine, l'« égalité juridique et politique, non exempte d'adaptations et de discriminations, a permis de réaffirmer la domination politique de la métropole en marginalisant les revendications autonomistes et indépendantistes » (2007, 39). En réalité, les Antillais ne se seraient pas libérés eux-mêmes : la France, comme un parent, leur aurait donné un peu plus de liberté en leur promettant des droits et une protection ultérieure à ce don patriarcal. Pourtant, ils sont restés infantilisés et dépendants par rapport à la France. La départementalisation est alors vue comme une nouvelle forme de politique coloniale française ou encore une assimilation contrôlée des populations issues de l'outre-mer.

Des auteurs comme Édouard Glissant ou Frantz Fanon viennent alors questionner ce processus dans leur œuvre en mettant l'accent sur le rôle des jeunes dans l'éveil des consciences, l'action et le refus du *statu quo* (Zana, 1997 ; Daily, 2014). Daily va d'ailleurs retracer l'impact des mouvements activistes des étudiants antillais de 1946 à 1968. En plus des étudiants et des élus, de manière générale, de plus en plus d'Antillais sont déçus de la loi de la départementalisation. À cette époque, les étudiants étaient toujours victimes de racisme de la part des métropolitains, et ont décidé d'organiser des mouvements afin de lutter contre les discriminations et questionner l'identité antillaise. Comme le relève l'anthropologue David Beriss : “*As citizens, Antilleans are cultural insiders, but as dark-skinned postcolonials, they are visibly marked as outsiders*” (Daily, 2014, 334). De nos jours, comme à l'époque, beaucoup d'étudiants antillais doivent partir en France métropolitaine afin de poursuivre leur étude. À l'époque, la plupart de ces étudiants se retrouvaient dans des filières tels que le droit, les lettres, la médecine ou encore les sciences et la pharmacie. Toutefois, ils représentaient une minorité au sein des élites françaises. Sainton (2012) se propose de faire l'examen de la contestation anticoloniale d'après-guerre aux Antilles françaises. Il montre l'influence de la guerre d'Algérie (1954-1962) sur l'émergence de pensées nationalistes, et la réponse de l'État français à cet égard. Les disparités sociales et économiques de l'époque, entre la France métropolitaine et les Antilles, ont fortement influencé la critique de la départementalisation. Les textes d'auteurs antillais comme Aimé Césaire et Frantz Fanon ont commencé à résonner de plus en plus au sein de l'espace public, jusqu'à l'incubation d'un nationalisme antillais dans les milieux étudiants et intellectuels antillais (Sainton, 2012). L'évènement marquant restera la démission brusque de Césaire du Parti communiste. Toutefois, ces idéologies n'ont pas eu l'impact attendu en Guadeloupe et en Martinique, où les représentants politiques ont toujours eu du mal à assumer un tournant franc vers le *self-government*, par rapport aux îles anglophones. Dans le même sens, les inégalités sociales persistent avec notamment des problèmes d'accès à l'éducation et des différences de traitement au niveau de l'emploi. Glissant (2011) n'oublie pas de rappeler l'importance de l'accès à l'éducation dans *Le problème de la jeunesse aux Antilles* publié en 1963 :

Nous parlerons à peine de l'Enseignement supérieur, pratiquement inexistant aux Antilles. Le colonialisme sait ce que représente une Université comme lieu de fermentation révolutionnaire,

et comme facteur d'accélération de la prise de conscience nationale et de l'organisation de la jeunesse dans une colonie. Le gouvernement français apaise ainsi les colons qui ne voient pas sans inquiétude reculer l'ombre et l'ignorance des masses colonisées. (2011, 16)

Dans cette section, nous avons été en mesure de montrer l'importance du passé colonial et de la Loi sur la départementalisation dans l'histoire politique antillaise. Ces événements ont conduit la population guadeloupéenne de l'époque à s'intéresser à la politique et surtout à s'affirmer en tant que Guadeloupéens. Tout comme dans les anciennes colonies en Afrique, le contexte politique a influencé les jeunes instruits à créer des initiatives et des mouvements politiques, qui par la suite ont conduit aux manifestations survenues en Mai 1967 (ou *Mè 67* en créole guadeloupéen).

2.1.3.3. *Mè 67* et les années 1960-1970

Les années 1960-1970 représentent une époque mouvementée de l'histoire politique guadeloupéenne et française en général : elles ont été déterminantes pour la socialisation politique de l'extrême-gauche. En Guadeloupe, les événements de Mai 1967 font apparaître un nouveau type d'indépendantisme : l'indépendantisme-nationaliste. Certains auteurs vont jusqu'à parler d'un « anticolonialisme » (Odin, 2015) porté par les mouvements ouvriers des Antilles.

L'affaire Srnsky en mars 1967 est apparue comme prologue des événements de *Mè 67* :

Le 20 mars 1967, peu avant 9h, naît une altercation opposant un commerçant d'origine européenne de race blanche, Srnsky, et un homme d'origine guadeloupéenne de race noire, Rafaël Balzinc. Srnsky, refusant à Balzinc de traverser le trottoir sur lequel est situé son magasin de chaussures, décide de lâcher son chien sur Balzinc en s'exclamant « dit bonjour au nègre » (Médiapart, 2016). Suite à cette altercation, « un attroupement se forme avec de nombreux jeunes scandalisés, qui, ayant repéré la Mercedes du commerçant, la renversent au milieu de la rue, y mettent le feu et la jettent à la mer. Le service d'ordre est vite débordé et à 12h45 le magasin est saccagé » (Martineau, 2018, 76)

Cette altercation n'est qu'un exemple parmi tant d'autres, de conflits liés au racisme et à la discrimination dont sont souvent victimes les populations noires et immigrées. À l'époque, l'altercation a tout de même pris de l'ampleur : elle a conduit à des débordements entre la population et les forces de l'ordre sur place, puis celles venues de France métropolitaine. Les partisans du Groupement des organisations nationalistes de la Guadeloupe (GONG) ont été accusés d'être responsables de ces débordements du 20 et 21 mars 1967, puis par la suite des événements de Mai 1967. Les tensions raciales sont alors venues s'ajouter aux tensions économiques et politiques de cette période. De cette façon, la revendication identitaire et l'appropriation de la souveraineté guadeloupéenne sont devenues les *leitmotive* du mouvement indépendantiste-nationaliste guadeloupéen. Il est important de comprendre que ces revendications prennent naissance au sein de

différentes associations étudiantes antillaises basées à Paris telles que l'Association Générale des Étudiants de Guadeloupe (AGEG) (Martineau, 2018). Pierre Odin (2015 ; 2017), s'est d'ailleurs appuyé sur le récit de vie de militants politiques et syndicaux des années 1965 à 1975, et a remarqué une certaine homogénéité des profils sociaux des militants. Il s'agit principalement de jeunes issus de la « petite bourgeoisie intellectuelle » et scolarisés en France métropolitaine ou encore de jeunes lycéens du lycée Carnot à Pointe-à-Pitre. Les cercles étudiants leur ont permis d'organiser leur action contestataire et ont marqué la genèse de courants de pensée anticolonialistes et indépendantistes. Durant cette période charnière, la socialisation politique des jeunes antillais a fortement été marquée par l'ensemble de ces événements politiques.

Les événements de *Mè 67* ont commencé par une grève des ouvriers issus du secteur du bâtiment qui réclamaient une augmentation de leurs salaires. Une rencontre entre les ouvriers et le patronat a eu lieu à la Chambre de commerce de Pointe-à-Pitre afin de discuter de leurs revendications. Dans les écrits, les événements de Mai 1967 sont souvent qualifiés de « massacres » puisqu'il s'agissait d'un soulèvement qui a abouti à des incidents violents entre grévistes et forces de l'ordre. Des projectiles en tout genre ont été lancés (conques de lambi, pierres, etc.) sur les forces de l'ordre et des manifestants ont été tués à l'arme à feu (Martineau, 2018). La violence des forces de l'ordre apparaît comme résultat des tensions raciales et de la politique coloniale sous-jacentes depuis la départementalisation. Le GONG est alors pris pour cible par le gouvernement qui s'est empressé de partir à la « chasse aux militants » du GONG. À ce jour, le nombre de victimes connues par l'État français est de 87, toutefois il ne s'agirait pas du chiffre réel (Martineau, 2018).

Ces événements des 26 et 27 mai 1967, restent les événements les plus marquants du XXe siècle en Guadeloupe. Pour beaucoup de Guadeloupéens de l'époque, ils ont servi de démonstration d'une volonté de l'État français à maintenir l'ordre colonial. Par la suite, les tensions ne se sont pas plus apaisées puisque d'autres grèves ont suivi, bien qu'elles aient été moins violentes. Les années 1980 seront alors marquées par une période de construction syndicale et indépendantiste-nationaliste. Parallèlement à cette construction, l'État français n'hésite pas à utiliser sur les sols martiniquais et guadeloupéens, un pesticide particulier : le chlordécone.

2.1.3.4. La crise sanitaire du chlordécone

En tant qu'île tropicale, les enjeux environnementaux sont particulièrement importants en Guadeloupe : que ce soit la santé des coraux, des forêts ou encore celle des sols de l'île. Pourtant la controverse autour du chlordécone a révélé un éventuel manque de considération du gouvernement à l'égard de la santé de sa population.

Le chlordécone est une molécule synthétisée pour la première fois par des chimistes américains de la société *Allied Chemical Corporation* en 1950 et brevetée en 1952. Cette molécule est présente dans le Kepone, un produit utilisé entre autres sur les bananes, le tabac et les agrumes pour lutter contre les insectes et cafards. Très vite, des experts américains se sont rendu compte des effets toxiques de son utilisation sur les employés de l'usine de production, et sur l'environnement, ce qui a eu pour conséquence la fermeture de l'usine en Virginie et son interdiction aux États-Unis en 1976 (Joly, 2010). Cependant, le chlordécone a continué d'être commercialisé en France, sous le nom Curlone, à partir de 1981 jusqu'en 1990, malgré sa classification comme substance cancérigène possible chez l'homme en 1979. À partir de 1968, un dossier d'homologation du chlordécone est une première fois présenté à la Commission des Toxiques de France. Celui-ci sera présenté de nombreuses fois, toutefois, la commission va le rejeter en demandant des compléments de dossier dans une possibilité de réexamen. En 1972, une autorisation provisoire d'un an sera accordée par le Ministère de l'agriculture français pour sa commercialisation et en 1974, quatre ingénieurs de l'Institut Français de Recherches Fruitières d'Outre-mer (IFAC) publient sur l'efficacité des traitements à base de Chlordécone pour lutter contre le charançon des bananiers (Fintz, 2010). En 1977, le rapport Snégaroff signale une pollution des sols des bananeraies et des milieux aquatiques par le pesticide. Néanmoins, le Ministère de l'agriculture français finit par autoriser sa commercialisation en 1981. Par la suite, d'autres recherches sont faites par le Ministère de l'Environnement et l'une d'elles, faites par le zoologue Kermarrec, a démontré la présence du pesticide dans les muscles des rats et des oiseaux. Il recommande alors de poursuivre les recherches étant donné qu'il n'est pas possible de donner une signification toxicologique à ses résultats. Il a fallu attendre plusieurs années pour que le chlordécone soit totalement interdit aux Antilles françaises. Il sera interdit en France dès 1990, avec une dérogation de trois ans pour la Guadeloupe et la Martinique. Cela a permis aux professionnels de réintroduire l'insecticide et d'épuiser leur stock jusqu'en septembre 1993. Le marché de la banane provenant des Antilles étant la première source d'approvisionnement du marché français, son utilisation intensive a été poussée de 1981 à 1993 en Guadeloupe et en Martinique. Il n'y a pas eu d'inquiétude de la part « des autorités et services concernés par l'homologation, le contrôle, l'utilisation, la prévention et les risques » (Joly, 2010, 10) du chlordécone malgré les rapports déjà existants.

Jusqu'à aujourd'hui, l'utilisation de cette molécule a des répercussions sur la santé des habitants et des sols guadeloupéens et martiniquais. Son utilisation a des conséquences environnementales, sanitaires, voir même sociale puisque la molécule a non seulement pollué les eaux par des pesticides, mais également contaminée l'alimentation et la santé des travailleurs agricoles (INSERM, 2009). La crise sanitaire du chlordécone est un événement politique qui a été médiatisé au fur et à mesure. Bien que ce ne soit pas toute la population qui ait eu écho de ce scandale sanitaire, il a toutefois été mis en avant en 2018, avec la venue du Président

français, Emmanuel Macron, en Martinique. Sa venue a soulevé d'importantes questions liées à la non-reconnaissance de certains effets de l'utilisation du pesticide, et provoqué des vagues de dénonciations sur les médias sociaux (Pietralunga, 2018). Conséquemment, le mouvement environnemental de la décolonisation de l'écologie est apparu afin de mettre en avant des questions écologiques touchant les îles, dans une perspective décoloniale (Ferdinand, 2016).

En Guadeloupe et en Martinique, plusieurs appels à boycott ont été réalisés par différents groupes à l'encontre des grandes entreprises de l'industrie agroalimentaire. En effet, beaucoup de ces entreprises sont issues de familles *békés*, des descendants de colons, qui pour beaucoup de locaux, profiteraient depuis plusieurs générations de leur statut hégémonique aux Antilles françaises, au détriment de la population locale. Plusieurs listes mentionnant les entreprises détenues par ces familles ont été émises afin d'alerter la population par rapport à leur consommation (UGTG, 2009 ; Bonnaire, 2009). Ces entreprises sont également boycottées par les militants anti-chlordécone qui dénoncent les actions du groupe Bernard Hayot, une famille de *békés* très puissantes aux Antilles. L'un des frères Hayot a d'ailleurs été l'ancien président du groupement des producteurs de bananes en Martinique. À l'époque, leur entreprise *Laguarigue* avait obtenu une dérogation pour commercialiser le chlordécone aux Antilles (Anseur, 2020). Leur groupe est tenu en majorité pour responsable des dangers existants liés au chlordécone, en plus du passé esclavagiste de leur famille et de leur emprise sur l'économie des deux îles.

Plusieurs pétitions en ligne contre le non-lieu et une réforme du régime de prescription pour l'utilisation du pesticide ont d'ailleurs été partagées sur les médias sociaux. L'une d'entre elles, proposée par le député guadeloupéen Olivier Serva a d'ailleurs obtenu près de 59 000 signatures (Serva, 2021 ; MyLeo, 2022 ; L, 2019). De plus en plus, ces mouvements sont soutenus par une mobilisation accrue sur les médias sociaux tels qu'Instagram et Facebook. Comme nous l'avons vu, les années 1970 sont marquées par l'irruption d'un mouvement de contestation anticoloniale, mais également écologiste. L'un des discours écologistes est celui du militant anticolonial, qui articule écologie, identité et anticolonialisme. Ce discours ne partirait pas du souci pour la nature et l'environnement, mais bien du positionnement politique anticolonialiste et du militantisme culturel arrivant à une action politique en faveur de la protection de l'environnement. C'est en ce sens que Ferdinand écrit dans *Penser l'écologie depuis le monde caribéen* que : « La lutte écologiste fut perçue comme un prolongement d'une militance indépendantiste, patriotique et anticoloniale. » (2016, 485) Ces luttes ont d'ailleurs mené en Martinique, à des conflits entre les militants écologistes et les *békés*. En effet, ce sont les descendants des colons qui aujourd'hui auraient la mainmise sur la production bananière, mais aussi les grands centres commerciaux, les banques et les grandes entreprises en Martinique et en Guadeloupe (Zander, 2013). Les manifestations et blocages anti-chlordécones survenus ces dernières

années, témoignent d'un conflit environnemental et de hiérarchie socio-raciale (BDLS et Bilas, 2020), qui s'ajoute au conflit politique et identitaire déjà existant. Dans les dernières décennies, la grève générale de 2009, a été un moteur de revendications politiques en Guadeloupe. Dans le cadre de notre analyse sur la participation politique des jeunes en Guadeloupe, nous nous sommes intéressés à l'impact de ce type d'évènements sur leur participation.

2.1.3.5. La grève générale de 2009 et les revendications identitaires

Tel que mentionné précédemment, les années 1980 constituent une période majeure de la construction syndicale guadeloupéenne. Jusqu'à aujourd'hui, certains de ces syndicats persistent et s'imposent en tant que forces significatives dans le monde du travail et dans le domaine politique.

L'Union Générale pour les Travailleurs Guadeloupéens (UGTG) est venue s'imposer sur la scène politique guadeloupéenne, en particulier en début d'année 2009 avec le mouvement *Liyannaj Kont Pwofitasyon* (LKP). Ce mouvement social est le fruit de l'association d'une cinquantaine d'organisations syndicales en collectif, formant le LKP. Ces associations ont une conscience critique et des exigences en termes d'égalité. Sa création a montré la « capacité des cultures antillaises à interroger les fondements de l'égalité sociale dans un contexte marqué par une expérience rapprochée jusqu'à l'intime des mécanismes de la domination » (Chivallon, 2009, 2). « *Pwofitasyon* » en créole guadeloupéen signifie que :

la société guadeloupéenne est née et s'est développée dans la «pwofitasyon» , c'est-à-dire dans le fait que « systématiquement, le fort écrase le faible, sans état d'âme et sans que personne ne vienne au secours du plus défavorisé » (Odin, 2017a, 334)

Il s'agit d'une lutte identitaire, sociale et politique cherchant à faire valoir les revendications syndicales à l'échelle nationale. Cela marque le début d'une nouvelle critique anticolonialiste avec le LKP comme héritage du mouvement nationaliste guadeloupéen des années 1960-1980 (Gordien, 2013). En 1973, l'UGTG était devenue la principale force indépendantiste de l'île. L'Union était le fruit de la rencontre entre la jeunesse indépendantiste radicalisée et les mouvements des travailleurs agraires. Son objectif est entre autres, de lutter contre la vie chère, la « myopie institutionnelle » de l'État français face au racisme et la stigmatisation de la culture guadeloupéenne.²

² Pierre Odin (2017a, 164) décrit cette organisation comme un « Véritable épouvantail pour les élites politiques et économiques nationales ou locales qui pointent sans cesse du doigt l'irréalisme d'une Guadeloupe indépendante et associent volontiers le syndicat au « désordre » ou à des vellétés révolutionnaires, l'UGTG doit composer avec une population réticente à l'idée d'indépendance, mais qui se reconnaît volontiers dans son discours public, dans la mesure où le syndicat prend en charge un certain nombre de problématiques structurelles à la situation guadeloupéenne ».

La grève illimitée et générale de l'UGTG a sévi en Guadeloupe durant quarante-quatre jours en 2009, à cause du contexte d'inflation et de chômage élevé. En effet, la hausse des prix à cause de la dépendance insulaire a été l'élément déclencheur : il y a eu une augmentation de 4,6% des valeurs d'importation, en plus d'un repli des exportations de 2,7%. Cela a eu des conséquences sur les prix de l'alimentation, du carburant et des énergies. L'augmentation de la précarité est un autre phénomène à prendre en considération puisque le passage des économies rurales aux économies tertiaires après la départementalisation a entraîné le développement du chômage à partir des années 1970. En 2010, le taux de chômage atteint d'ailleurs les 22% en Guadeloupe contre 7,4% en France métropolitaine. Enfin, à cette même période, la Guadeloupe est également touchée par un essoufflement des activités touristiques et une baisse de la fréquentation touristique (Desse, 2010). Ces phénomènes ont conduit à un certain nombre de revendications. Au nombre de 140, elles touchent tous les aspects de la vie économique et sociale de la Guadeloupe : « conditions de vie, prix des produits, éducation, emploi, formation, production locale, vie syndicale, services publics, aménagement du territoire et infrastructures, environnement, culture » (Alvarez et Grima, 2017, 6). Dès lors, au 12^e jour : écoles, administrations, magasins et entreprises ont dû fermer leurs portes puisque de nombreux barrages ont empêché l'accès aux zones d'activités.

En réponse à la grève générale, l'État français a émis plusieurs propositions de sortie de crise essentiellement tournées autour d'une baisse des prix de produits de première nécessité, couplées à une augmentation de 2000 euros des salaires les plus bas et d'un revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA), d'un projet de loi pour le développement économique de l'Outre-mer (LODEOM) et enfin, de la création des États Généraux proposés par le président Sarkozy le 19 février 2009 (Daniel, 2009). Les États Généraux de l'Outre-Mer (EGOM) ont eu lieu d'avril à septembre 2009 dans chaque territoire et à Paris en septembre. L'objectif de ces États Généraux était de débattre de plusieurs thèmes tels que l'évolution statutaire, l'identité, le développement économique et l'intégration à la Caraïbe (Diman-Anténor, 2018). Un Conseil interministériel de l'Outre-mer (CIOM) a également vu le jour. Selon le Président Sarkozy, il s'agissait d'un nouveau cap de l'action gouvernementale en outre-mer avec un rejet du *statu quo ante* et des ajustements marginaux, des évolutions institutionnelles ou statutaires locales, d'une adaptation des administrations centrales, d'une promotion d'un modèle de développement économique endogène et durable, et enfin, d'une reconnaissance de la singularité irréductible des Outre-mer et de la diversité des aspirations politiques de ses composantes. Néanmoins, ces événements ont eu un accueil très controversé en Guadeloupe, en particulier par le LKP, car ils n'ont pas eu de réelle efficacité. Ils ont surtout été perçus comme des actes de communications politiques du Président afin de « maquiller » les erreurs passées (Desse, 2010 ; Constant, 2010 ; Diman-Anténor, 2018). Ce type d'événements peut mener à une politisation des jeunes

guadeloupéens puisqu'ils impactent directement leur quotidien en transformant leurs habitudes, mais également leur vision du monde politique.

Entre fin 2012 et fin 2013, Alvarez et Grima ont étudié ce mouvement social en s'intéressant à la vie de 30 leaders membres du collectif LKP, à travers leur engagement et les conséquences du mouvement. Selon eux, le capital militant, c'est-à-dire les apprentissages conférés par le militantisme, aux compétences importées de l'extérieur, ainsi qu'à celles qui sont « apprises sur le tas » (2017, 4), démontre que la pratique militante est une source de compétences. Des questions sur leur carrière professionnelle, leur parcours militant, leurs relations avec d'autres organisations avant le mouvement social ou encore les conséquences individuelles, leur ont été posées. Cette étude de cas a démontré que le capital militant joue un rôle important dans les situations post-militantes, en particulier chez ceux qui ont lutté à plusieurs reprises ensemble. C'est ce même capital qui créerait un engagement pour des causes futures. Pour Daniel, ce mouvement social a pris une forme inédite en menaçant de s'étendre à l'ensemble des DOM : elle a pris « une ampleur, une durée et une intensité rarement égalées dans ces territoires à l'histoire sociale pourtant passablement mouvementée » (2009, 1). Monza (2009) pense quant à lui que cette crise n'a été que le reflet du ressentiment d'une histoire post-esclavagiste qui perdure à cause de l'absence d'une réelle reconnaissance de l'esclavage comme crime contre l'humanité, mais également de la frustration de jeunes diplômés qui ne trouvent pas de travail, ou encore la domination de l'ethnoclasse des *békés* (Monza, 2009). Chivallon va d'ailleurs évoquer les réactions de Guadeloupéens rapportées par le journal *Libération* :

« On a vu [sur la chaîne privée Canal 10] le préfet entouré de ses collaborateurs, tous blancs, lire comme au théâtre un texte du ministre, se lever et s'en aller (...). Quasiment au même moment, les syndicats patronaux presque tous blancs eux-aussi, quittent aussi la pièce. Dans la grande salle, il ne reste que des Noirs. C'était très fort. Et ceux qui restent – la délégation LKP et les élus politiques – se mettent tous à parler en créole. L'État français comme un corps étranger ». » (Chivallon, 2009, 13)

La grève générale de 2009 reste un évènement marquant de l'histoire politique guadeloupéenne. Contrairement aux autres évènements politiques mentionnés dans cette section, il s'agit d'un évènement qui n'est pas de l'ordre de la mémoire, mais bien de l'ordre du vécu pour les personnes que nous avons sondées. En effet, bien que la plupart des Guadeloupéens de notre étude étaient assez jeunes à cette époque, la crise a tout de même pu marquer leur conscience : la fermeture des écoles durant plus d'un mois à cause des manifestations et des blocages est un évènement qui les a directement affectés d'une façon ou d'une autre. Comme nous l'avons vu avec la théorie de la socialisation politique d'Ihl (2002), les évènements socio-politiques ont un souvent un impact considérable chez les jeunes car ils forment leurs opinions politiques. De plus, durant cette même période, les médias locaux de la presse écrite et télévisée mentionnaient

régulièrement les tenants et aboutissants de la grève. L'une des forces de ces manifestations a été la large adhésion populaire, de jusqu'à 100 000 Guadeloupéens sur 400 000 habitants, subissant la dégradation de leurs conditions de vie, par rapport à un État central qui profitait du commerce, et des transferts sociaux et budgétaires de l'île. Cette crise est une crise postcoloniale qui témoigne de la manifestation d'un désir de changement.

2.1.3.6. Les conséquences de ces événements de nos jours : entre enjeux identitaires, migration et crise sanitaire

Selon Ihl (2002), les échanges que noue un individu au sein de son environnement social peuvent devenir des vecteurs d'apprentissage politique. Par conséquent, l'ensemble des événements que nous avons évoqués dans cette première partie, a participé à la formation d'une conscience politique spécifique, telle que décrite par Ihl, chez les jeunes adultes guadeloupéens. O'Brien (2014) décrit la départementalisation comme étant un processus inachevé dans lequel il y a eu d'importants conflits sociaux et une quête identitaire inachevée, en plus de l'absence de représentations politiques, économiques et médiatiques des Antillais. Pour l'auteur, la Martinique et la Guadeloupe seraient alors victimes d'une dépendance néocolonialiste, en partie alimentées par les élites (*békés*) représentant 1% de la population de l'île. La hiérarchie « socio- raciale » (Zander, 2013) devient un enjeu important aux Antilles françaises puisqu'elle met en avant un certain maintien du cadre colonial. Pour beaucoup d'Antillais, cette élite perpétuerait la hiérarchisation des classes en s'installant dans certains quartiers plutôt que d'autres, ou encore en possédant la majorité des grandes entreprises. En termes de migrations et d'intégration, Audebert (2008) a d'ailleurs montré que la possession formelle de la citoyenneté des Antillais facilite les conditions d'entrée sur le territoire métropolitain, néanmoins, elle ne faciliterait pas la participation politique et créerait des inégalités en termes de droits sociaux. Que ce soit à la seconde moitié du XXe siècle ou de nos jours, les immigrants antillais restent jusqu'à aujourd'hui, victimes d'une certaine forme de discrimination due à leur origine antillaise, leur accent ou encore leur couleur de peau.

Aujourd'hui, la crise sanitaire de la Covid-19 peut également être considérée comme un événement politique marquant les consciences des Guadeloupéens. En effet, la Guadeloupe s'est majoritairement opposée à certaines des mesures sanitaires mises en place par le gouvernement français, telles que l'obligation vaccinale. Au courant du mois de novembre 2021, plusieurs révoltes ont eu lieu, contre l'obligation vaccinale pour les pompiers et le personnel soignant, opposant les civils et les forces de l'ordre (Couillaud, 2021 ; Roger, 2021). Grève générale, barrages routiers, manifestations et vandalisme, tout aurait été mis en place afin de montrer au gouvernement français que la Guadeloupe était contre cette obligation. Une nouvelle fois, cette colère s'est nourrie des inégalités sociales divisant la population à cause du chômage touchant un jeune adulte sur trois, des prix extravagants des denrées alimentaires et surtout d'un sentiment

général de déclin et d'abandon (Laurence et Gruda, 2021). Le vaccin est alors vu comme une nouvelle forme de domination de l'ordre colonial. Malgré cela, il y a eu depuis la fin du XXe siècle, un essoufflement progressif du mouvement indépendantiste guadeloupéen puisqu'il n'y a pas eu de volonté d'autonomie cette fois, par les syndicats et les organisations civiles.

Nous avons considéré important de faire une présentation du cadre historique de la Guadeloupe car les événements politiques mentionnés dans ce chapitre nous permettent de montrer les spécificités liées à notre contexte d'étude. Tous ces phénomènes participent au développement d'une conscience spécifique et la création d'un lien particulier au politique, basé principalement sur un climat de méfiance, contrairement aux jeunes adultes de France hexagonale qui n'ont ni la même histoire, ni le même bagage émotionnel. C'est la raison pour laquelle il nous a semblé pertinent de nous intéresser aux événements politiques en tant que vecteur de socialisation. D'une façon ou d'une autre, ces événements conditionnent la participation politique des jeunes guadeloupéens.

Dans la seconde partie de ce chapitre, nous allons nous concentrer sur le deuxième modèle de notre cadre théorique : le *Civic Voluntarism* de Verba et ses collègues. Il présente les ressources, les motivations et le recrutement comme facteurs d'influence de la participation politique.

2.2. Définir le *Civic voluntarism* selon Verba, Schlozman et Brady

Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, il existe plusieurs théories s'intéressant aux facteurs explicatifs de la participation politique. Nous venons de voir l'importance de la théorie de la socialisation des événements politiques en tant que vecteur de participation. Toutefois, nous pensons que pour pouvoir observer la participation politique des jeunes adultes en Guadeloupe, il est important de combiner cette théorie avec un modèle basé sur l'influence des ressources sur la participation politique. Dans le cadre de ce travail, nous avons décidé de nous appuyer sur le modèle théorique du *Civic voluntarism* développé par Verba, Schlozman et Brady en 1995. Selon ce modèle, plus les citoyens accumuleraient des ressources, plus leur taux de participation politique augmenterait.

2.2.1. Pourquoi les gens ne participent pas ? : expliquer le *Civic Voluntarism Model*

Le *Civic voluntarism* est un modèle combinant deux approches : le *Socioeconomic status (SES) model* et le modèle du choix rationnel, afin de combler les lacunes de ces deux modèles. Pour les partisans du *SES model*, plus les citoyens auraient un statut socio-économique élevé, plus leur taux de participation augmenterait. Verba *et al.*(1995) pensent que le *SES model* aurait un pouvoir empirique de prédiction des activités et une pertinence dans l'identification des groupes politisés. Néanmoins, le modèle aurait

également des déficiences théoriques par rapport à la participation politique. Il serait basé sur des inégalités politiques prédisant des disparités de participation et ne parviendrait pas à fournir de justifications cohérentes entre les variables socio-économiques et cette participation. Au contraire, le modèle du choix rationnel serait riche théoriquement, mais aurait une faiblesse au niveau de son pouvoir prédictif et sa pertinence politique. Il décrit les circonstances dans lesquelles les citoyens se décident à participer en politique afin de poursuivre leurs intérêts personnels. Toutefois, la théorie ne permet pas de prédire l'ampleur de l'activité politique, ni de savoir avec précision qui y participera. Ici, l'on parle de paradoxe de la participation (Verba *et al.*, 1995). Par conséquent, Verba et ses collègues ont décidé de créer un modèle combinant ces deux approches, et ont inversé la question habituelle sur la participation, en se demandant : pourquoi les gens ne deviennent pas actifs politiquement ? À cette question, ils proposent trois réponses : parce qu'ils ne le peuvent pas, parce qu'ils ne le veulent pas ou parce que personne ne le leur a demandé. Autrement dit, les gens ne participeraient pas, car ils manquent de ressources, de motivations ou qu'ils n'ont pas été ciblés par une demande de recrutement (Verba *et al.*, 1995).

Leur modèle met surtout l'accent sur les ressources, telles que le temps, l'argent et les habiletés civiques, qui faciliteraient la participation. Dans le même sens, les théoriciens du *Civic Voluntarism* considèrent que les formes de participation requièrent du temps : que ce soit le travail de campagne, le travail informel pour régler un problème de la communauté ou encore le vote. Les habiletés civiques sont un autre type de ressources présentées : il peut s'agir d'écrire une lettre, de prendre part à une décision ou encore de la capacité à prendre la parole devant un auditoire (Bastien, 2013). Ces ressources sont le fruit de l'implication des individus dans des institutions majeures telles que la famille, l'école, le travail, les associations non-politiques et les institutions religieuses. Chaque citoyen a des ressources différentes, accumulées à travers ces différentes institutions, et celles-ci vont influencer sa participation. Par rapport à la motivation, il s'agit des prédispositions psychologiques poussant les citoyens à passer à l'action. Elle peut être influencée par le niveau de connaissances politiques, l'intérêt politique, le degré d'identité partisane, la conscience de groupe ou encore le sens du devoir civique. Les sources de motivation sont une variable importante lorsqu'il s'agit de participation politique, et la mesure de l'engagement va varier en fonction du mode de participation (Verba *et al.*, 1995 ; Bastien, 2013 ; Maan, 2011). Enfin, le recrutement est le dernier facteur explicatif de la participation politique : les individus possédant déjà des ressources et de la motivation, sont plus susceptibles d'être sollicités à travers des réseaux sociaux de recrutement tels que la famille, les amis, les collègues de travail, etc. De même, plus le citoyen aurait un niveau d'éducation élevé et/ou un niveau de profession élevé, plus il serait susceptible d'être recruté et par conséquent, avoir une participation politique élevée (Verba *et al.*, 1995 ; Maan, 2011).

Pour les auteurs, ces trois facteurs explicatifs restent des indicateurs objectifs. L'éducation est une variable importante dans ce modèle puisqu'elle affecte la participation politique en donnant des clés de compréhension du monde et des compétences comme le leadership, le sens des responsabilités civiques ou encore des compétences politiques au travail, à l'Église ou les associations bénévoles. Il est important de noter que cette étude a été faite dans un contexte politique américain au milieu des années 1990. Notre but dans les prochaines sections sera dans un premier temps d'exposer les éléments théoriques du modèle du *Civic voluntarism*, puis d'expliquer comment nous pouvons les adapter à notre cadre d'étude.

2.2.2. Les ressources : l'argent, le temps et les habiletés civiques

2.2.2.1. L'argent et le temps comme ressources politiques

Dans leurs travaux, l'argent est une ressource basée essentiellement sur les revenus familiaux, eux-mêmes dépendants de l'éducation, du niveau d'occupation et du fait d'avoir un conjoint qui travaille. En effet, il faut avoir un revenu pour pouvoir contribuer financièrement à des campagnes électorales ou à des causes politiques. L'argent a un rôle complexe dans l'étude : souvent, les personnes possédant de hauts revenus sont amenées à diriger bon nombre de ressources par le biais de différentes demandes faites aux gouvernements. L'argent facilite l'activité politique et reste une ressource politique importante. Quant au temps, il serait une ressource mieux distribuée par rapport à l'argent : il s'agit du temps libre en dehors des heures consacrées aux tâches domestiques et des activités du quotidien, telles que travailler, s'occuper des enfants, aller à l'école ou encore dormir. Il est vrai que pour participer à des activités politiques, nous avons besoin de temps libre pour les réaliser (Verba et al., 1995).

Dans le même ordre d'idées, la distribution des ressources dépendrait de chaque personne : le temps est mieux distribué que l'argent, mais contrairement à l'argent, nous ne pouvons pas utiliser ce temps dans le futur. Le bénévolat, par exemple, est une activité économique, mais chronophage. Il est important de noter que le temps est limité à 24 heures par jour, et que les citoyens qui ont plus d'argent à dépenser dans le champ politique ont parfois moins de temps à y accorder. De manière générale, l'argent reste une ressource politique importante par rapport au temps puisqu'elle avantage de plusieurs façons dans le champ politique. Les résultats de Verba *et al.*(1995) ont démontré que le fait de posséder plus de revenus est lié à un plus haut niveau d'éducation. Tandis que ceux qui ont un niveau d'éducation plus faible possèdent plus de temps libres : environ neuf heures par jour pour les répondants sans diplôme d'études secondaires. Il a également été démontré que les hommes blancs sont avantagés en termes de revenus par rapport aux femmes et aux autres groupes ethniques, les Latinos et les Afro-Américains. En ce qui concerne le temps libre, il n'y aurait pas de différences entre les hommes et les femmes. Toutefois les Latinos auraient moins de temps que les Afro-Américains et les Blancs d'origine anglaise. Évidemment, avoir un travail réduirait le temps libre,

mais augmenterait les revenus familiaux. Par conséquent, le temps et l'argent sont des ressources distribuées de façons différentes chez chaque individu. Le temps reste plus contraignant et mieux réparti que l'argent : il reste limité à 24h pour tout le monde, et les écarts monétaires entre les plus riches et les plus pauvres sont plus vastes que ceux entre les personnes les plus occupées et celles les plus disponibles.

Le temps et l'argent restent des ressources pertinentes lorsque l'on veut mesurer la participation politique à l'échelle d'un pays puisqu'ils permettent de faire une classification des individus avec des mesures objectives. Les habiletés civiques sont une autre ressource importante proposée par les auteurs.

2.2.2.2. Les habiletés civiques et la consommation médiatique

Verba *et al.* considèrent les habiletés civiques de la façon suivante : « *Civic skills, the communications and organizational abilities that allow citizens to use time and money effectively in political life, constitute a third resource for politics* » (1995, 304). Il s'agit d'une mesure objective basée sur des questions factuelles liées aux habiletés communicationnelles (posséder un bon vocabulaire, habiletés à communiquer en anglais) et organisationnelles, c'est-à-dire des expériences dans des institutions telles que le travail, l'Église et les associations bénévoles. En effet, ces institutions non-politiques exposeraient les citoyens à des stimuli politiques grâce à des discussions politiques informelles, et souvent parce qu'elles sont des lieux de recrutement d'activistes politiques. Afin de mesurer les compétences civiques, les auteurs se sont intéressés à la mesure d'un certain nombre d'activités réalisées au cours des six derniers mois dans un contexte religieux, de travail ou dans une organisation non-politique : écrire une lettre, participer (à) ou planifier une rencontre dans laquelle il y a une prise de décision, faire une présentation ou un discours en public. Leurs résultats ont démontré que l'activité revenant le plus souvent est la participation à une rencontre où des décisions sont prises (Verba *et al.*, 1995).

Les ressources liées à la participation sont cumulables : l'école produit des compétences civiques, puis l'éducation crée des opportunités d'emploi qui, dépendamment du travail, peuvent elles-mêmes créer plus d'argent et plus de chances de pratiquer ses habiletés civiques. Ainsi, l'impératif d'avoir un travail affecte tous les groupes de l'étude. En ce qui concerne les associations de bénévoles, être adhérent est représenté comme un « luxe » par rapport au travail, et celui-ci augmenterait avec les revenus. Il semblerait que les Blancs anglo-saxons adhèreraient plus souvent que les Afro-Américains et les Latinos à des associations bénévoles. Enfin, les institutions religieuses, étant moins structurées par le revenu, l'ethnicité ou le fait d'avoir un travail, faciliteraient l'accumulation d'habiletés civiques en particulier chez les femmes et les Afro-Américains. Malgré tout, il apparaît que le lieu de travail reste l'institution créant le plus d'opportunités pour l'exercice de compétences civiques et que l'Église peut compenser l'absence d'opportunités chez les

personnes ayant un emploi peu qualifié, par rapport à ceux ayant une formation civique liée à leur emploi (Verba *et al.*, 1995). Par conséquent, l'acquisition d'habiletés civiques se produirait surtout dans les institutions secondaires de la vie adulte : le travail, les organisations non-politiques et l'Église.

Dans une étude sur l'utilisation d'Internet en lien avec le modèle du *Civic voluntarism* au Canada et en Australie, Sheppard (2012) déclare que les habiletés civiques peuvent être acquises indépendamment des ressources socio-économiques : la prise de parole en public ou encore la rédaction de lettre par exemple ne sont pas nécessairement liées au revenu familial. Lorsque l'on élargit cette considération à l'univers en ligne, les habiletés technologiques telles qu'envoyer un courrier électronique, créer un site web, un blogue ou un compte sur le site d'un réseau social ou encore produire du contenu créatif, engendre une possibilité infinie de manière de participer. Grâce aux communications rapides, faciles et bon marché, Internet aurait la capacité de mobiliser un grand nombre de citoyens dans le temps et l'espace. En adaptant le modèle du *Civic voluntarism* à l'utilisation d'Internet, Sheppard (2012) démontre qu'Internet facilite les comportements traditionnels de participation, tel que signer une pétition, mais également de nouveaux comportements en donnant des outils aux citoyens et en les poussant à être plus engagés en politique. Il limite alors les coûts de la participation, surtout chez les plus jeunes qui seraient plus engagés politiquement en ligne. Dans notre étude, nous mesurons la consommation médiatique de nos participants, afin d'observer les médias qu'ils utilisent le plus pour s'informer politiquement. L'objectif est d'évaluer si les outils numériques, en particulier les médias sociaux, facilitent l'intérêt et la participation politique des jeunes.

Enfin, la méta-analyse de Van Ham et Smets (2012) a démontré que les ressources des citoyens et le statut socio-économique peuvent être déclinés en plusieurs variables : l'éducation, l'âge, la race et la citoyenneté, le revenu et la situation d'emploi, le statut marital ou encore la localisation. En dehors des ressources accumulées, la motivation reste l'une des variables les plus importantes de l'engagement politique, en particulier chez les jeunes. Elle est le reflet de leur vision du monde, de la société, voire d'eux-mêmes.

2.2.3. La motivation chez les jeunes, une question de devoir ou d'intérêt ?

La motivation peut influencer la participation politique de façon positive ou négative. Les « stimuli internes », liés à l'estime de soi et au sens du devoir civique, expliqueraient pourquoi les participants s'intéressent probablement à la politique et aux questions d'intérêt public, et s'ils croient pouvoir faire entendre leur voix (Maan, 2011). Le modèle des ressources est un important prédicteur comme nous l'avons vu. Toutefois, il est important de le dépasser puisque certains modes de participation comme le vote, dépendent de la motivation psychologique du citoyen. Verba et ses collègues ont étudié le lien entre la

participation et l'engagement dans trois types institutions : l'Église, le travail et les organisations non-politiques.

Pour les auteurs, les citoyens qui s'intéressent à la politique ou qui sentent qu'ils peuvent l'influencer, seront plus actifs, mais également enclins à s'engager dans des « *skill-creating activities in non-political settings, to earn more, or even to manage their time more effectively* » (Verba et al., 1995, 345). Dans leur étude, ils se basent sur quatre variables de la motivation : l'intérêt politique, l'efficacité politique, l'information (connaissance) politique et la force de l'identité partisane. Ils décrivent l'intérêt politique comme suit : « *Citizens who are interested in politics — who follow politics, who care about what happens, who are concerned with who wins and loses — are more politically active* » (Verba et al., 1995, 345). L'intérêt politique est une variable importante afin de déterminer les motivations et la participation politique de personnes sondées. Le vote est une forme de participation fortement liée à l'intérêt politique, c'est l'activité civique par excellence. La variable de l'« efficacité politique » est quant à elle mesurée par : « *an additive scale of four items about how much attention a local or national government official would pay if the respondent had a complaint and how much influence the respondent has over local or national government decisions* » (Verba et al., 1995, 347). Cette variable revient moins souvent dans la mesure des différents modes de participation. De ce fait, l'information politique est également corrélée à l'intérêt, il s'agit d'informations de toutes sortes liées aux enjeux du jour, aux individus actifs en politique et dans le gouvernement, aux principes constitutionnels ou encore à la façon dont le système politique fonctionne. Enfin l'identité partisane représente le degré de partisanerie d'un citoyen pour un parti ; il joue également un rôle important dans l'engagement des citoyens en politique.

Dès lors, un haut niveau de participation est corrélé à un haut niveau d'engagement. Les auteurs vont même jusqu'à signaler l'importance des motivations afin d'expliquer la participation politique par rapport aux ressources accumulées. Ils considèrent que les ressources comptent, en particulier les habiletés civiques, toutefois les activités nécessitant du temps sont motivées par les motivations politiques tandis que les contributions monétaires dépendent des revenus. En ce qui concerne cette motivation, l'intérêt politique reste la variable qui aurait le plus d'effets sur la participation.

Dans le cadre de notre étude, nous examinerons la compétence politique des jeunes comme dimension de la motivation, à travers leur intérêt et leurs connaissances du contexte politique guadeloupéen. Nous considérons la compétence politique comme étant un ensemble d'attributs du citoyen, lui permettant de comprendre les enjeux politiques, de réfléchir sur ceux-ci et ultimement de poser des actions politisées réfléchies, cohérentes et structurées. Selon Bourdieu (1973), celle-ci varie d'un individu à un autre, comme

le niveau d'instruction. L'intérêt politique et les connaissances (ou informations) politiques, nous semblent être les variables les plus pertinentes afin de mesurer les motivations en termes d'engagement politique des jeunes guadeloupéens. En effet, sans intérêt et sans connaissances, il est dur de comprendre les enjeux politiques et par la même occasion, d'être recruté et de s'impliquer dans ce domaine.

2.2.4. Le recrutement

Le recrutement est le dernier facteur explicatif mis en avant par Verba, Schlozman et Brady. Comme le relève Verba *et al.* concernant les institutions non-politiques secondaires de la vie adulte : « *Not only are these institutions the training ground for civic skills but they also function as a site for political recruitment and nurture political engagement* » (1995, 369). Selon eux, les citoyens exposés à des conversations politiques dans un pique-nique de l'Église ou encore à un match de *softball*, seront plus intéressés par la politique et plus actifs. Dans le même ordre d'idées, les individus qui l'étaient déjà auront encore plus de facilité à converser d'enjeux politiques.

Afin de mesurer le recrutement à travers les réseaux sociaux informels, Verba *et al.* ont demandé aux participants de leur étude, leur degré d'exposition à des messages politiques dans des configurations non-politiques au cours des six derniers mois. Parmi les trois types d'institutions, il semblerait que le recrutement soit plus fréquent à l'Église. Les institutions religieuses seraient une source importante de stimuli politique puisque les membres de l'Église peuvent organiser des rencontres autour de sujets politiques et discuter d'enjeux politiques à la chaire. Ce sont surtout les personnes avec un haut niveau d'éducation, des revenus familiaux, les hommes et les Afro-Américains qui seraient recrutés dans ce type d'institution (Verba *et al.*, 1995). Quant aux lieux de travail et les organisations non-politiques, ce seraient des lieux riches en opportunités en termes d'acquisition de compétences civiques.

Pour Sheppard (2012), ce recrutement serait principalement basé sur les ressources sociales du citoyen. Il s'agit d'une mobilisation indirecte, à travers les réseaux sociaux informels, qui encourage la participation. Le concept de recrutement développé par Verba et ses collègues serait lié aux ressources sociales des individus. Pour certains auteurs, il s'agit du capital social au sens de la production de rendements à partir de l'ensemble des ressources intégrés dans les réseaux sociaux d'une personne. Reprenant les propos de Putnam (1995), Maan (2011) explique que le concept de capital social correspond aux caractéristiques de l'organisation sociale à travers les réseaux, la confiance sociale et les normes : celles-ci faciliteraient la coordination et la coopération des individus qui bénéficient mutuellement de ces ressources sociales. Conséquemment, les ressources sociales faciliteraient l'accès à des sources d'information plus larges et amélioreraient la qualité, la pertinence et l'actualité de l'information. De même, il constituerait une des bases

de la société en créant des relations d'influence, de contrôle, de pouvoir et de solidarité entre les individus (Maan, 2011). Par conséquent, le recrutement politique se baserait sur les réseaux interpersonnels de chaque individu à travers différents types d'institutions. Il est clair que l'idée du recrutement de Verba et ses collègues peut aujourd'hui être élargie à un plus grand nombre d'institutions. En effet, à l'époque de l'étude, l'Église, le travail et les associations non-politiques étaient les principaux lieux de socialisation et d'institutions non-politiques. Depuis, la société a tout de même évolué, en particulier avec l'arrivée d'Internet et des médias sociaux qui nous ont obligés à repenser le terme de participation politique, comme nous l'avons vu dans le précédent chapitre.

Notre objectif dans ce mémoire sera alors d'adapter ce modèle au contexte contemporain guadeloupéen afin de mesurer la participation des jeunes adultes.

2.2.5. La participation politique et ses déterminants

Le modèle du *Civic voluntarism* est un modèle théorique pertinent pour notre cadre d'étude, bien qu'il s'agisse d'un ensemble de connaissances établies dans le contexte américain de la fin du XXe siècle. Si l'on souhaite l'adapter au contexte contemporain, il faut prendre en considération les nouvelles formes de participation, particulièrement celles qui relèvent du domaine du numérique. Écrire une lettre ou un courriel à un membre du gouvernement ou une organisation politique, sont deux formes de participation : l'une se fait hors ligne tandis que l'autre se fait exclusivement en ligne. Verba *et al.* (1995) excluent de leur définition générale de la participation, les formes de participations dites « passives », telles que le fait de suivre les informations ou encore de regarder des émissions politiques (Maan, 2011). Dans ce mémoire, nous avons décidé de garder une posture cyberoptimiste : nous considérons qu'Internet et les médias sociaux représentent un outil de mobilisation, de contestation et d'expressions politiques. Limiter la participation politique aux formes actives et conventionnelles de la participation politique telles que le vote ne permet pas de remplir les objectifs de cette étude, c'est la raison pour laquelle nous considérons les formes passives et non-conventionnelles, surtout celles pratiquées en ligne. Envoyer un courriel à une organisation politique, mentionner un politicien sur une publication sur les médias sociaux ou encore signer une pétition en ligne, sont des exemples de modes de participations que nous considérons dans notre étude.

Considérant la participation politique comme étant « une action posée par des citoyens en vue d'influencer les gouvernants, notamment en manifestant leur soutien ou leur opposition à des idées, des partis ou des acteurs politiques » (Bastien, 2013, 2), nous avons choisi d'inclure dans notre définition de la participation politique « toutes les traces d'activités numériques trahissant une forme d'intérêt exprimé (même minimal) pour le champ politique spécialisé et les actions contestataires se déroulant à sa marge : partages et relais

d'informations, publication de contenu, interactions avec les acteurs, visionnage de vidéos politiques, etc. » (Boyadjian, 2020b, 8). Contrairement à Hoffman, repris dans Bastien, nous considérons les actes de communication politique tels que contacter une personnalité politique sur les médias sociaux, comme une forme de participation politique. En effet, depuis quelques années, les modalités de participation politique se sont considérablement élargies en lien avec les habiletés civiques (se transformant en habiletés technologiques) et les ressources des citoyens, « les occasions de faire entendre leur voix se sont accrues, et que l'intervention de l'État s'est répandue, politisant des enjeux qui ne relevaient autrefois que de la sphère privée et du coup, invitant les citoyens à influencer les décisions politiques » (Bastien, 2013, 3).

Par rapport aux cibles de la participation, nous pouvons considérer plusieurs autorités telles que le gouvernement, la justice, la police ou encore les entreprises, étant donné que ce sont des acteurs impliqués dans les enjeux politiques de l'île. Notre analyse de la participation politique se fera au niveau micro, c'est-à-dire qu'elle sera centrée sur les comportements individuels, les attitudes et caractéristiques personnelles des jeunes guadeloupéens. Il est également important de comprendre comment ce cadre théorique peut s'adapter à notre sujet d'étude en revenant sur l'importance du recrutement, à travers les ressources sociales dans l'univers en ligne du XXI^e siècle.

2.2.6. L'importance des ressources sociales (recrutement) à l'ère du numérique

En ce qui concerne les ressources présentées par Verba et ses collègues (1995), le temps et l'argent restent des ressources stables et objectives, de même que la mesure de la motivation. Elles sont indépendantes du contexte d'étude. Néanmoins, les ressources sociales (le recrutement) restent une variable importante à prendre en considération. L'arrivée d'Internet a engendré de nombreuses transformations de nos sociétés et des modes de participation politique. Aujourd'hui, le recrutement d'un individu dépasse le cadre du lieu de travail, de l'Église et des organisations non-politique, et inclut désormais les personnes que l'on côtoie sur les médias sociaux ou dans des réseaux plus éloignés physiquement.

De manière analogue, nous allons nous concentrer sur la structure du capital social : les réseaux, en particulier les relations créées par les médias sociaux qui viennent minimiser les ressources nécessaires pour accéder à la participation. Auparavant, l'information politique devait être cherchée par les individus à travers la lecture de la presse écrite, les émissions télévisées ou encore la radio. De nos jours, le fait de posséder beaucoup d'« amis » sur ses médias sociaux engendre souvent une plus grande exposition à des contenus politiques. En plus de l'exposition à des contenus, il peut y avoir une « pression des pairs » qui influencerait la participation et l'intérêt des citoyens envers la politique, tout en renforçant le lien social avec le demandeur susceptible de produire des bénéfices à long terme. La densité et les liens du réseau déterminent

en grande partie le capital social d'un individu. Ces réseaux peuvent être divisés en réseaux formels, c'est-à-dire le réseau de connaissances au sein du travail, des organisations et des institutions religieuses, ou encore en réseaux informels qui sont quant à eux liés à la famille, les amis et aux connaissances. Par conséquent, la force d'un réseau plutôt qu'un autre serait déterminée par le temps investi dans celui-ci (Maan, 2011). Contrairement à Verba *et al.*(1995), nous avons décidé de mettre l'accent sur les médias sociaux plutôt que sur les institutions religieuses comme lieu de recrutement. De nos jours, l'évolution de la société a conduit à une diminution de la présence de la religion dans le quotidien d'un grand nombre de personnes, en particulier chez les jeunes : c'est la raison pour laquelle nous considérons que l'Église n'est plus vraiment un lieu de recrutement majeur par rapport à l'époque des auteurs³.

Pour conclure, les médias sociaux et la participation en ligne exigeraient moins de ressources en termes de temps et d'argent par rapport aux formes de participations traditionnelles. Conséquemment, les activités politiques en ligne deviennent une forme de participation favorisée par les jeunes citoyens, dotés de meilleures habiletés technologiques et dans lesquelles le recrutement se fait beaucoup plus facilement. Les médias sociaux permettent alors d'élargir le réseau social des individus et d'augmenter la probabilité d'être recruté (Bastien, 2013).

2.2.7. De la théorie à la pratique : nos hypothèses de recherche

À la lumière des deux premiers chapitres, nous baserons notre recherche sur les cinq principaux concepts évoqués : la participation politique, les moments (événements) formateurs de la participation, les ressources, la motivation et le recrutement. Nous souhaitons étudier l'impact des événements, des ressources, de la motivation et du recrutement en tant que vecteurs de la participation. Notre but est de comprendre quelles sont les formes de participation priorisées par les jeunes guadeloupéens et les facteurs explicatifs. Pour donner suite au cadre théorique qui vient d'être exposé, rappelons la question principale de recherche :

Quelle est la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans, et quels sont les facteurs qui l'expliquent ?

Nous partirons de l'hypothèse selon laquelle les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans participent davantage en ligne plutôt que hors ligne, par rapport aux enjeux politiques de l'île. (H1)

³ Il est important de noter que les résultats de notre sondage ont conduit à valider cette conjecture puisque peu de jeunes guadeloupéens ont mentionné les institutions religieuses, comme milieu de sollicitation à s'engager politique (2%) ou comme milieu d'exposition à des messages politiques (0%).

Nous avançons également comme hypothèses que : les évènements politiques survenus en Guadeloupe ont influencé les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans à plus participer politiquement (H2), et que par conséquent les jeunes qui ont des souvenirs et/ou des connaissances par rapport aux crises politiques guadeloupéennes antérieures (H2a) et ceux les plus au fait et les plus intéressés par les crises du Chlordécone et de la Covid-19 (H2b), participent plus en ligne et hors ligne. Nous essaierons alors de comprendre l'impact des évènements politiques sur les modalités de participation des jeunes de la population guadeloupéenne.

De même, nous pensons que les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans possédant plus de ressources participent davantage aujourd'hui que ceux en possédant moins (H3) : en particulier ceux qui ont un statut socio-économique plus élevé (H3a), et plus d'habiletés civiques (H3b).

De manière analogue, nous considérons que ceux qui ont plus de motivations politiques, c'est-à-dire un intérêt et des connaissances sur les enjeux politiques en Guadeloupe, participent plus que ceux qui en ont moins (H4).

Enfin, nous estimons que les jeunes de 18 à 34 ans qui ont des ressources sociales (recrutement) plus importantes participeront plus que ceux qui en ont moins (H5).

La méthodologie de recherche, expliquant le lien entre la théorie et la pratique, sera expliquée dans le prochain chapitre.

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

Dans ce troisième chapitre, nous allons détailler notre méthodologie. Notre étude sur la participation politique des jeunes guadeloupéens se base sur une méthodologie de recherche à dimension quantitative.

Notre objectif est de comparer leur participation hors ligne, c'est-à-dire en dehors de la sphère virtuelle, et en ligne, en faisant un parallèle avec leurs niveaux de connaissances ou encore l'influence de leur entourage et des événements politiques. De ce fait, il nous a semblé naturel de choisir le sondage en ligne, comme méthode de collecte de données afin d'étudier ces variables et leurs différentes interactions, car la distance géographique entre le Canada et la Guadeloupe ne facilitait pas la prise de contact en présentiel avec les participants. Ce sondage propose entre autres, des questions sur les modalités de participation choisies autour des enjeux politiques de l'île, l'influence des réseaux personnels de chacun des participants, leurs souvenirs en lien avec des événements politiques marquants et leur consommation médiatique.

Nous avons adapté notre méthodologie au contexte guadeloupéen du XXI^e siècle, en nous inspirant des modèles théoriques du *Civic Voluntarism* et la socialisation des événements politiques, et en y incorporant les variables présentées dans ces deux modèles. Nous pensons que cela nous permettra de comprendre la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens ainsi que ses facteurs explicatifs. Leur intérêt politique, leurs souvenirs des événements passés, et l'étendue de leurs ressources économiques, sociales et civiques, sont autant d'éléments pouvant agir sur leur engagement pour les causes environnementales, postcoloniales et surtout politiques de l'île. Par conséquent, nous tenterons d'affirmer ou d'infirmer nos hypothèses en réalisant une enquête auprès des jeunes guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans. Il est important de noter que dans un contexte de pandémie, notre recrutement des participants s'est déroulé exclusivement en ligne. Nous nous sommes tournés vers le sondage en ligne comme méthode de collecte de données.

La première partie de ce chapitre est consacrée à l'explication de la démarche derrière le sondage en ligne, incluant les critères de sélection des participants, le processus de recrutement et le profil des participants. La seconde partie du chapitre présente les différentes thématiques du questionnaire et les variables retenues pour l'analyse, dont les résultats sont présentés dans le prochain chapitre. Enfin, les deux dernières parties mentionnent les considérations en termes d'éthique et les limites de l'étude.

3.1 La démarche méthodologique

Notre méthodologie s'appuie sur une collecte de données quantitatives à travers l'analyse de réponses d'un sondage en ligne. Cette analyse nous permettra par la suite de déterminer la nature et les facteurs explicatifs de la participation des jeunes en Guadeloupe. À cette fin, nous allons présenter les avantages du sondage en ligne, l'échantillonnage et le profil de nos participants.

3.1.1 Le sondage en ligne

À travers cette étude, nous comptons analyser l'influence des enjeux politiques, des événements politiques et de l'entourage sur la participation politique des jeunes guadeloupéens, grâce à un sondage d'opinion administré en ligne. Pour reprendre la définition de Durand et Blais, le sondage est un « instrument de collecte et de mise en forme de l'information, fondé sur l'observation de réponses à un ensemble de questions posées à un échantillon de la population » (2016, 455). En effet, cet outil a l'avantage d'être polyvalent et d'offrir une grande flexibilité par rapport à l'étude des comportements d'une population.

L'objectif de ce sondage ponctuel est d'interroger des jeunes guadeloupéens par rapport à la nature de leur participation politique et ses caractéristiques. Nous pensons que le sondage en ligne est une méthode propice à l'obtention de leur collaboration, étant donné que les jeunes sont très présents sur Internet et les médias sociaux. Plus rapide et plus facile à remplir que les sondages papier, le sondage en ligne est un outil approprié pour les joindre (Hamel *et al.*, 2008). De nos jours, il s'agit d'une méthode rapide, efficace et relativement peu onéreuse, pour réaliser une enquête. Pour des populations hétérogènes et potentiellement peu intéressées par rapport au sujet d'étude, il peut être plus difficile de rejoindre des répondants potentiels et d'obtenir leur collaboration (Durand et Blais, 2016). De plus, les sondages postaux peuvent demander plus de temps et d'efforts afin d'atteindre un taux de réponse acceptable par rapport aux sondages électroniques.

Notre sondage a été programmé à l'aide du logiciel Qualtrics, une plateforme basée sur le *cloud* pour créer et distribuer des enquêtes en ligne. Son utilisation a été rendue possible grâce à la licence détenue par le LACPOP. Par la suite, les données ont été analysées à l'aide du logiciel SPSS, rendu disponible grâce à la licence détenue par la logithèque de l'UQAM.

3.1.2 L'échantillonnage

Avant d'énoncer nos critères de recrutement, il nous semble important de définir notre population cible : la jeunesse guadeloupéenne.

3.1.2.1 Définir la jeunesse guadeloupéenne

Peu d'études récentes s'intéressent directement à la jeunesse guadeloupéenne de façon spécifique. Définir la jeunesse guadeloupéenne n'est pas une tâche aisée puisqu'à l'image du monde actuel, elle évolue constamment. Elle est souvent caractérisée comme étant une jeunesse plutôt uniforme, déscolarisée et en marge de la société (Ousselin, 2021). Pourtant, il existerait plusieurs « jeunesses guadeloupéennes », avec des jeunes qui étudient dans le monde entier, et qui sont marqués par des caractéristiques distinctes. Ils appartiennent pleinement à la description faite par les sociologues des générations Y (nés entre 1980 et 1995) et Z (nés après 1995). Dans le journal en ligne *La 1^{ère} Guadeloupe*, le journaliste François-Joseph Ousselin mentionne que « durant ces vingt dernières années, la jeunesse guadeloupéenne s'est progressivement émancipée de tous ces schémas classiques et traditionnels pour endosser l'universalité des chances. » (2021) Il précise également que bien que ces jeunes ne se soient pas particulièrement retrouvés sur les barrages en 2009 et en 2021, beaucoup soutiennent le mouvement actuel du LKP et vivent ce qu'il se passe en Guadeloupe grâce aux médias sociaux. De plus, la génération Z, par rapport aux générations X et Y, est ouverte sur le monde, multi-identitaire et très connectée.

Depuis quelques années, de plus en plus de jeunes quittent la Guadeloupe afin de poursuivre leurs études ou tout simplement pour s'installer ailleurs et cela se répercute dans la démographie. Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques au 1^{er} janvier 2022, la population en Guadeloupe est de 372 939 habitants contre 384 239 en 2019 et 400 186 en 2014. (INSEE, 2022) Toutefois, Ousselin (2021) souligne que ces jeunes, peu importe leur génération, restent attachés à leur identité guadeloupéenne. Cet attachement identitaire serait un réflexe trans-générationnel qui donne une configuration à leurs prises de position, surtout dans le domaine politique. Ils ne seraient pas forcément militants, mais ils s'intéresseraient aux enjeux politiques de leur île.

Souvent, les études gouvernementales vont se concentrer sur le profil des Antillo-guyanais (Guadeloupe, Martinique et Guyane), plutôt que sur la population d'une île spécifiquement. Selon une étude récente de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (2020), les jeunes Antillo-guyanais participeraient moins à la vie publique par rapport à l'ensemble des jeunes Français. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, en 2018, leur participation aux activités associatives et la signature ou la défense

d'une cause sur Internet, est moins forte chez les jeunes Antillo-guyanais que chez les jeunes à l'échelle nationale. (INJEP, 2019) Ces informations témoignent d'une participation politique relativement timide des jeunes Antillo-guyanais. Dans le cas de la Guadeloupe précisément, la question reste encore à explorer ; c'est la raison pour laquelle nous avons décidé d'approfondir le sujet.

3.1.2.2 Les critères de recrutement

Dans le cadre de notre étude, nous avons décidé d'établir des critères précis pour le recrutement de nos participants afin qu'ils représentent le plus possible les jeunes en Guadeloupe. Notre recrutement est basé sur la combinaison de trois principaux critères : l'âge, l'origine et le temps vécu sur l'île. Les participants ont été invités à préciser ces informations dès le début du sondage afin de déterminer leur éligibilité.

Tout Guadeloupéen né entre 1988 et 2004 a été invité à répondre au sondage. De cette façon, nous avons choisi de proposer le sondage aux jeunes majeurs âgés de 18 à 34 ans : 34 ans étant la limite d'âge maximum généralement choisie pour caractériser les jeunes d'une population donnée.

Dans le questionnaire, les participants ont été invités à sélectionner la tranche d'âge dans laquelle ils se situent selon les tranches suivantes : moins de 18 ans, 18-21 ans, 22-25 ans, 26-29 ans, 30-34 ans, 35-40 ans, et plus de 40 ans. Les réponses des répondants ayant indiqué « moins de 18 ans », « de 35 à 40 ans » et « plus de 40 ans » n'ont pas été retenus pour notre analyse.

Notre second critère de recrutement se base sur l'origine du participant. Il s'agit d'un critère important puisque notre sondage d'adresse aux jeunes guadeloupéens. Pour y participer, il faut que le participant soit originaire des îles de Guadeloupe : la Basse-Terre, la Grande-Terre, Marie-Galante, Les Saintes ou La Désirade. Nous excluons de notre étude les îles du Nord, Saint-Martin et Saint-Barthélemy, qui peuvent parfois être rattachées à l'archipel de la Guadeloupe. Nous considérons comme originaire, toute personne qui est née ou qui a des liens familiaux avec la Guadeloupe. Bien souvent, les personnes originaires de la Guadeloupe partagent une histoire commune, celle de l'esclavage, et un métissage culturel très riche (Afrique, Europe, Inde, autochtones, etc.). Selon ce critère, une personne qui n'est pas née en Guadeloupe, mais qui en est originaire peut être considérée comme participante potentielle si elle répond aux critères de l'âge et du temps vécu en Guadeloupe.

Enfin, notre dernier critère est le temps vécu en Guadeloupe : beaucoup de jeunes originaires de la Guadeloupe vivent désormais en France hexagonale ou à l'étranger, pour poursuivre leurs études supérieures ou pour pouvoir travailler, tandis que d'autres jeunes n'ont jamais vécu là-bas, mais en sont

originaires grâce à leurs liens familiaux. Bien que ces derniers aient un lien avec l'archipel et peuvent avoir des connaissances sur ses différents enjeux, ils n'ont pas vraiment été en contact avec la réalité sociale, politique et économique de l'île. C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix de prendre en considération uniquement les participants qui ont vécu au moins dix ans en Guadeloupe. Nous considérons que cette période vécue en Guadeloupe favorise un ancrage par rapport à la réalité de l'île et à ses enjeux socio-politiques.

Par conséquent, nous avons recherché des jeunes âgés de 18 à 34 ans, originaires de la Guadeloupe, et qui ont vécu au moins dix ans en Guadeloupe pour participer à notre étude. L'ensemble de ces critères nous permettent de sélectionner des personnes ayant un certain ancrage, des connaissances sur l'histoire et les enjeux de l'île, et un lien émotionnel avec la Guadeloupe.

3.1.2.3 Le recrutement

À cause du contexte de pandémie mondiale, notre recrutement s'est déroulé à distance par le biais d'appels à la participation sur les médias sociaux. Notre sondage a été actif pendant 45 jours, soit six semaines et trois jours, durant lesquels nous avons recueilli un total de 243 réponses. Parmi ces réponses, 166 personnes ont répondu aux critères de recrutement, et ont accepté de soumettre leurs réponses à la fin du questionnaire. Les 77 réponses ont été exclues, car elles ne répondaient pas aux trois critères énoncés précédemment : 26 personnes étaient non-éligibles et 51 personnes ont arrêté de répondre au sondage avant sa fin. Par définition, les échantillons de volontaires ne sont pas représentatifs au sens statistique du terme; dans ce cas-ci, le nombre de participants dont les réponses sont analysées est néanmoins suffisant pour observer d'éventuelles tendances en termes de participation politique de la jeunesse guadeloupéenne.

Dans un premier temps, notre recrutement s'est axé sur une méthodologie de type boule de neige pour recueillir un échantillon de volontaires. Nous avons fait un appel à leur participation sur les médias sociaux Facebook, Instagram, WhatsApp et Snapchat, afin de recruter un maximum de personnes. Dans un second temps, notre démarche a eu pour objectif de repérer des espaces numériques (forums, médias sociaux, etc.) et physiques (établissements scolaires, associations, etc.) pour y diffuser l'appel. Nous avons communiqué avec des organisations de différents milieux afin d'avoir des participants aux profils sociaux diversifiés tels que des étudiants de l'Université des Antilles-Guyanes, des jeunes d'associations sportives et culturelles, des étudiants en Brevet de Technicien Supérieur (BTS), des jeunes qui ont arrêté assez tôt leurs études pour travailler ou encore des Guadeloupéens qui étudient en France et à l'international. Plusieurs associations universitaires et sportives ont été contactées par courriel, ainsi que des groupes Facebook et des pages promouvant la Guadeloupe. Toutefois, peu d'entre eux étaient encore actifs ou nous ont adressé une réponse

favorable. De plus, nous n'avons pas eu l'opportunité de nous rendre en Guadeloupe pour réaliser cette étude. Le recrutement s'est donc déroulé entièrement en ligne grâce aux partages du sondage en ligne sur les médias sociaux.

Les personnes intéressées par le sondage et répondant aux critères de sélection des participants ont été invitées à y répondre en cliquant sur un lien URL. Nous nous sommes assurés de transmettre un lien anonyme vers le sondage afin qu'il soit protégé contre le traçage et qu'ils ne puissent pas être identifiés. Après la soumission de leurs réponses au sondage, les participants ont été remerciés et invités, s'ils le souhaitaient, à participer au tirage au sort d'une carte-cadeau Amazon. Cet incitatif était également présenté dans l'appel à participation et dans le formulaire de consentement. Une fois le questionnaire complété, ceux qui choisissaient de participer au tirage étaient redirigés vers un nouveau formulaire dans lequel ils ont pu inscrire leur adresse courriel et leurs noms. Ces informations ont été recueillies uniquement pour pouvoir communiquer avec le ou la gagnant(e) du tirage au sort une fois l'étude terminée. Elles ont été stockées dans une base de données distincte du sondage pour qu'il n'y ait pas de possibilité d'associer le nom des participants avec leurs réponses. Les documents en lien avec la certification du projet auprès du Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants (CERPE) de l'Université du Québec à Montréal se trouvent en Annexe B. La carte-cadeau est entièrement financée par le Laboratoire de communication politique et d'opinion publique de l'UQAM (LACPOP).

3.1.3 Les considérations éthiques

Ce travail a été présenté au Comité d'Éthique de la Recherche pour les Projets Étudiants (CERPE) de l'Université du Québec à Montréal, lors de la préparation du dépôt du projet de mémoire, et a été accepté le 28 mars 2022.

Nous avons pris en compte les différentes modalités par rapport à la nature du projet, le consentement, la confidentialité, et les risques et avantages associés à la participation de nos répondants. Dès la prise de contact, par courriel ou par message direct, les objectifs de la recherche et les informations concernant les modalités de participation et la garantie de confidentialité leur ont été communiqués afin que les participants potentiels comprennent les objectifs de la recherche.

À l'ouverture du lien URL du sondage, un formulaire de consentement comportant toutes ces informations a été présenté aux participants et celui-ci était requis afin de valider leur participation à l'étude. Les coordonnées et l'identité des responsables impliquées dans ce projet leur ont également été communiquées dans le cas où les participants auraient des questions. Une fois que le participant a cliqué sur « Je consens »,

celui-ci a eu accès au début du questionnaire avec les questions d'éligibilité.

À la fin du sondage, les participants qui ont complété l'ensemble du questionnaire deviennent éligibles au tirage au sort d'une carte-cadeau Amazon d'une valeur de 100 euros. Nous pensons qu'il s'agit d'une incitation pouvant encourager la participation, et également une façon de les remercier pour leur collaboration.

3.2 Profil général des participants

Tel que nous l'avons vu au début de ce chapitre, 243 personnes ont ouvert le lien du sondage ; de ce nombre, 32% ne l'ont pas complété ou ne répondaient pas à nos critères de sélection. Par conséquent, nous avons analysé les réponses de 166 personnes qui ont complété entièrement le questionnaire. Le sondage a été diffusé du 28 avril 2022 au 12 juin 2022.

Le Tableau 3.1 présente un portrait global de nos 166 participants et mentionne leur âge, leur genre, leur diplôme le plus élevé obtenu, leur statut professionnel et leur revenu moyen par année. En respectant le critère de l'âge que nous avons établi, nos participants sont âgés de 18 à 34 ans ; avec une majorité de jeunes âgés de 22 à 25 ans (65,1%). Plus de la moitié des participants sont des femmes (61,8%) et un peu plus de la moitié des répondants possèdent un diplôme d'études équivalent ou supérieur à un Bac+3 (baccalauréat français). Ils sont majoritairement des étudiants (48,8%), ou viennent de professions intermédiaires (27,4%) et près de la moitié des participants possèdent un revenu moyen annuel inférieur à 10 000 euros.

Nos résultats ont également démontré que la majorité des participants résident actuellement en Guadeloupe (40,6%), et en France (37%). Les autres répondants vivent au Canada (18,2%) ou dans d'autres pays (4,2%) tels que Saint-Domingue, l'Espagne, le Portugal, la Belgique, Mayotte, la Roumanie ou encore la Martinique. Si l'on regarde de quelle commune viennent majoritairement nos participants : ils viennent surtout de Petit-Bourg (22,3%), Baie-Mahault (17,8%) et Les Abymes (13,4%). Il s'agit des communes les plus peuplées de la Guadeloupe puisque selon l'INSEE, en 2019, la population de Petit-Bourg est de 24 753 habitants, 30 837 à Baie-Mahault et 53 514 habitants aux Abymes. Celles-ci font partie des quatre communes les plus peuplées en Guadeloupe, avec la commune du Gosier en troisième position qui compte 26 489 habitants. Nous n'avons pas de statistiques spécifiquement sur les jeunes, mais ces proportions sont similaires à celles qu'on retrouve dans la population générale.

Tableau 3.1 : Portrait des participants

		Pourcentage	Nombre
Tranche d'âge	18 à 21 ans	12%	20
	22 à 25 ans	65,1%	108
	26 à 29 ans	13,3%	22
	30 à 34 ans	9,6%	16
Genre	Femme	61,8%	102
	Homme	38,2%	63
Diplôme le plus élevé obtenu	Diplôme National du Brevet (DNB)	1,2%	2
	Baccalauréat général, technologique ou professionnel	20,2%	33
	Brevet de technicien supérieur (BTS) (Bac + 2)	14,7%	24
	Licence / Diplôme universitaire de technologie (DUT) (Bac + 3)	35,6%	58
	Master (Bac + 5)	23,3%	38
	Doctorat (Bac + 8)	0,6%	1
	Autres	4,3%	7
Statut professionnel	Agriculteurs, artisans, ouvriers et professions techniques	1,2%	2
	Employés, commerçants, fonctionnaires et professions intermédiaires	27,4%	45
	Cadre, chef d'entreprise et professions intellectuelles supérieures	12,8%	21
	Étudiants	48,8%	80
	Inactifs	6,7%	11
	Autres	3%	5
Revenu moyen par année	Moins de 10 000 euros	46,8%	65
	Entre 10 000 et 20 000 euros	26,6%	37
	Entre 20 000 et 50 000 euros	24,5%	34
	Plus de 50 000 euros	2,2%	3

3.3 Le questionnaire

Notre questionnaire auto-administré se compose de différentes sections présentant d'abord des informations sur l'étude et le formulaire de consentement, puis des questions en lien avec les différentes variables que nous souhaitons étudier : la consommation médiatique ; la participation politique hors ligne et en ligne ; les événements politiques marquants ; les connaissances, l'intérêt et l'engagement vis-à-vis des enjeux politiques guadeloupéens ; les ressources sociales et le recrutement et enfin, les caractéristiques

démographiques.

Des prétests ont été réalisés avant la collecte de données afin de déceler d'éventuelles difficultés de compréhension pour certaines questions, d'établir le déroulement du questionnaire et en estimer sa durée. Notre sondage dure une vingtaine de minutes : afin d'alléger le plus possible le questionnaire, nous avons fait le choix de présenter les questions sur plusieurs pages en créant une logique entre les différentes questions. Certaines questions apparaissent selon les réponses précédentes afin d'éviter aux répondants de devoir répondre à des questions qui ne sont pas pertinentes dans leur situation.

3.3.1 Informations, consentement éclairé et choix des participants

Dès l'ouverture du lien URL, le formulaire de consentement apparaît et constitue la première page du questionnaire. Les participants sont invités à prendre connaissance des critères concernant le choix des participants, la nature de l'étude et les garanties en termes de confidentialité. À la fin du formulaire, ils doivent signifier s'ils veulent consentir à participer à notre recherche. Une fois le consentement donné, ils ont directement accès aux premières questions du sondage et peuvent y répondre selon la technique du *point and click*. (Hamel *et al.*, 2008). Les trois premières questions sont relatives aux critères pour le choix de participant afin de filtrer les personnes qui ne sont pas éligibles ; elles sont directement dirigées à la fin du sondage et leurs réponses ne sont pas comptabilisées. Au contraire, s'ils répondent aux trois critères, ils ont accès à la première partie du sondage.

Notre questionnaire commence par des questions liées à la consommation médiatique des participants. Par la suite, nous nous intéressons à leurs connaissances sur la politique en Guadeloupe afin de poursuivre sur des questions concernant leur participation hors ligne et en ligne. Nous leur avons également posé des questions sur les événements politiques qui les ont marqués. Le questionnaire se poursuit sur des questions concernant leurs ressources sociales et leurs caractéristiques sociodémographiques, pour conclure sur l'accord de soumission de leurs réponses et une proposition pour participer au tirage au sort d'une carte-cadeau.

Dans les prochaines sections, nous allons davantage détailler les éléments pris en considération pour chacune des sections du questionnaire.

3.3.2 La participation politique comme variable dépendante : en ligne vs hors ligne

Concernant notre variable dépendante, la participation politique, nous avons décidé de la décliner en deux catégories : la participation politique en ligne et la participation politique hors ligne. Il s'agit de mesurer le

taux de pratique des différentes modalités de participation politique, en ligne comme hors ligne, et de déterminer la durée de l'implication politique des participants pour certains types d'activités.

Rappelons notre définition de la participation politique : il s'agit d'« une action posée par des citoyens en vue d'influencer les gouvernants, notamment en manifestant leur soutien ou leur opposition à des idées, des partis ou des acteurs politiques » (Bastien, 2013, 2). En ligne plus spécifiquement, cela inclut « toutes les traces d'activités numériques trahissant une forme d'intérêt exprimé (même minimal) pour le champ politique spécialisé et les actions contestataires se déroulant à sa marge : partages et relais d'informations, publication de contenu, interactions avec les acteurs, visionnage de vidéos politiques, etc. » (Boyadjian, 2020b, 8) Contrairement à Verba et ses collègues, nous considérons les formes dites « passives » d'activités en ligne telles que mentionner un politicien sur une publication sur les médias sociaux comme acte de participation politique, en nous concentrant sur les comportements et attitudes individuels des jeunes guadeloupéens.

Nous avons interrogé les participants sur l'importance accordée au fait de voter, et s'ils avaient été voter lors des dernières élections présidentielles tenues en avril 2022. Nous leur avons également demandé de mentionner toutes les activités politiques hors ligne réalisées au cours des douze derniers mois parmi celles figurant dans une liste, et celles réalisées en ligne au courant de leur dernière semaine. En adoptant une limite temporelle différente pour les deux types d'activités politiques, cela nous permet de tenir compte des différences de facilité d'accès entre les deux types d'activités. Les activités politiques en ligne sont généralement moins contraignantes et faciles d'accès par rapport à celles hors ligne qui demandent beaucoup plus d'énergie et d'intérêt. Parmi les activités hors ligne, on retrouve notamment la participation à une manifestation ou une marche de sensibilisation, le boycott de certains produits ou encore la participation à la vie politique de sa commune. Les activités en ligne incluent entre autres la signature de pétition en ligne, les discussions politiques en privé avec quelqu'un ou encore le partage de contenu politique sur les médias sociaux. (*Voir le questionnaire en Annexe A*). Les indices de participation représentent la moyenne du nombre d'activités réalisées dans chacune des listes (8 activités hors ligne et 9 activités en ligne). Ce sont les deux principaux indicateurs de la participation politique mobilisés dans notre analyse. Nous avons également mesuré leur recherche d'informations en ligne en lien avec le chlordécone, leur participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19, et leur partage de contenu politique en ligne, entre autres. Au total, les participants ont été invités à répondre à une quinzaine de questions concernant leur participation en ligne et hors ligne, afin de déterminer la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens.

3.3.3 Les évènements politiques marquants

En nous appuyant sur le modèle de la socialisation d'Ihl (2002), nous avons décidé de mesurer les évènements politiques marquants à travers trois indicateurs : la participation, les connaissances et les souvenirs, liés à des évènements politiques survenus en Guadeloupe. Comme nous l'avons vu, le contexte et les évènements politiques influencent également la socialisation politique et la participation. En Guadeloupe, la grève de 2009 ou encore *Mè 67* sont des évènements qui ont marqué l'histoire politique de l'archipel, en plus de la crise sanitaire de la Covid-19. Nous avons d'abord demandé aux participants de mentionner un ou plusieurs évènements politiques survenus en Guadeloupe qui les ont marqués, sans que nous mentionnions ces événements dans l'énoncé de la question. Ensuite, nous leur avons demandé s'ils avaient des souvenirs de ces événements pris séparément. L'une des questions demandées a été : « Avez-vous des souvenirs de la grève générale du groupe *Lyannaj Kont Profitasyon* (LKP) en 2009 ? » (*Voir Annexe A*) Concernant la crise de la Covid-19, nous leur avons également demandé s'ils avaient participé à des actions politiques contre les mesures au cours de la dernière année afin de comparer ces résultats avec ceux des questions portant sur la participation aux manifestations durant la grève générale de 2009 ou de celles autour du chlordécone. La crise du chlordécone reste l'un des évènements les plus marquants pour la génération actuelle puisqu'elle a beaucoup été mise en avant par les acteurs politiques et certains jeunes activistes en ligne. C'est la raison pour laquelle nous avons décidé de l'étudier de façon plus spécifique afin de déterminer l'intérêt politique, les attitudes et l'engagement des jeunes vis-à-vis de cette crise environnementale, sanitaire et politique qui touche l'île jusqu'à maintenant.

3.3.4 Les connaissances politiques et l'intérêt autour des enjeux politiques en Guadeloupe

Tel que nous l'avons vu dans le second chapitre, les motivations politiques sont une autre variable présentée par Verba et ses collègues. Afin de mesurer leurs motivations politiques, nous nous sommes intéressés à l'intérêt et aux connaissances politiques des jeunes. Nos questions portent principalement sur le niveau d'intérêt envers les enjeux politiques en Guadeloupe et les connaissances concernant la politique. Par exemple, la question « Parmi ces personnalités politiques, lesquelles font partie du système politique guadeloupéen ? », nous a permis d'analyser le niveau de connaissances politiques en demandant aux participants d'identifier les personnalités politiques guadeloupéens parmi une liste de sept personnalités. Parmi elles, seules trois personnalités font partie du système politique guadeloupéen. Les questions de connaissances politiques ont été programmées afin d'obtenir un système de randomisation des propositions de réponses afin de les faire apparaître de façon aléatoire pour chaque participant.

Concernant les scandales autour du chlordécone, nous leur avons demandé s'ils avaient des connaissances par rapport à cet enjeu. Pour les participants familiers avec l'enjeu, d'autres questions apparaissaient afin

de leur permettre de donner davantage de détails sur leur intérêt, leurs connaissances et leur participation politique liés à cet enjeu.

3.3.5 La consommation médiatique

Lorsque l'on s'intéresse à la participation politique de manière générale, et plus particulièrement en ligne, il est intéressant d'étudier le rapport de la population-cible aux médias et à l'information puisqu'elle peut avoir de l'influence sur l'intérêt et les connaissances politiques. Nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'intérêt politique et les connaissances sont des vecteurs importants de participation politique. C'est pourquoi les trois premières questions de notre sondage traitent de la consommation médiatique des participants, en lien avec leur consultation de l'actualité politique et leur utilisation des médias sociaux.

Nous pensons que la fréquence accordée à la lecture de l'actualité sur les différents médias témoigne de l'intérêt envers la politique. Nous avons demandé par exemple à nos participants : « Combien de temps par jour en moyenne passez-vous à lire/écouter l'actualité politique ? » (*Voir Questionnaire Annexe A*), en leur demandant de préciser le temps alloué par jour à recherche des informations politiques sur différents médias. Il est également important de relever que l'accès à certains canaux d'information tels que la télévision, Internet, voire même la presse écrite, peuvent dépendre du statut socio-économique du foyer dans certaines régions du monde.

3.3.6 Les ressources sociales (le recrutement)

Le recrutement à travers les différentes sphères sociales est une autre variable présentée par Verba et ses collègues. Bien que leur théorie sur le recrutement à travers les institutions non politiques secondaires de la vie adulte mette en avant l'Église, le travail et les organisations non politiques, nous avons décidé de l'adapter au contexte moderne en ajoutant également les médias sociaux comme milieu non-politique et les organisations politiques en tant que milieu politique de comparaison.

En effet, grâce aux médias sociaux, les sphères sociales se sont considérablement élargies et ne sont désormais plus limitées à ces institutions non politiques. Nous avons mesuré le recrutement à travers la fréquence des discussions politiques avec l'entourage, la densité des relations sur les médias sociaux, ou encore les milieux éventuels dans lesquels le participant peut être sollicité à s'engager politiquement ou à être exposés à des messages politiques. Nous nous sommes également intéressés aux activités politiques réalisées par leur entourage. Notre objectif est de comprendre dans quel milieu les participants sont susceptibles d'être le plus facilement sollicités afin de s'engager politiquement et également de connaître l'influence de leurs différents réseaux sur leur intérêt et leur participation politique. Plus spécifiquement,

nous avons demandé aux participants : « Pensez-vous que vos discussions politiques en famille ou entre amis ont contribué à influencer vos choix politiques ? Si oui, comment ? », afin de déterminer l'influence des discussions politiques avec l'entourage sur leurs opinions politiques et leur participation. En observant leurs interactions politiques avec leur entourage, nous pourrions alors déterminer s'il y a une influence particulière sur leur participation.

3.3.7 Les habiletés civiques et les caractéristiques sociodémographiques

Les habiletés civiques sont présentées en tant que ressource par Verba et ses collègues. Pour déterminer les habiletés civiques de nos participants, nous leur avons demandé : « Dans un cadre professionnel, scolaire, associatif ou religieux, avez-vous l'habitude de prendre la parole en public afin de faire un discours, une présentation ou de partager une opinion ? ». Il s'agit ici de mesurer leur aptitude à la prise de parole en public, un indicateur des habiletés civiques des participants.

Enfin, notre sondage se termine avec des questions liées au profil sociodémographique de chaque participant. On y retrouve le niveau d'éducation, le revenu annuel moyen ou encore le statut socio-professionnel du participant. Ces questions nous permettent d'en apprendre davantage sur le statut socio-économique des participants et sont des indicateurs pour les ressources du modèle de Verba *et al.*(1995). Nous avons également demandé aux participants de préciser le statut socio-professionnel de leur père et de leur mère afin de mieux déterminer leur statut socio-économique. Le genre, l'âge, la commune d'origine et la localisation actuelle sont d'autres informations que nous avons sollicitées afin d'en apprendre davantage sur le profil de nos participants.

3.4 Les limites de l'étude

Cette étude n'a pas la prétention d'être représentative de la participation politique de l'ensemble des jeunes guadeloupéens. La méthodologie de type boule de neige rend le contact avec des personnes en dehors du cercle de l'étudiante-chercheuse plus difficile. Nous avons tenté de contrer cet écueil en communiquant avec des associations pour qu'elles invitent leurs membres à répondre au sondage, diversifiant ainsi l'échantillon. Le but de la présente étude est de saisir les tendances générales de la participation politique des jeunes afin de permettre une avancée dans ce champ de recherche en Guadeloupe.

Également, le caractère en ligne de notre sondage peut créer un biais de sélection puisqu'il n'est ouvert qu'aux jeunes qui ont un accès à Internet à la maison ou sur leur téléphone cellulaire. Néanmoins, le taux de pénétration d'Internet en Guadeloupe est de plus de 70% (Baert et Raimbaud, 2019), ce qui fait tout de même du sondage un ligne, un outil pertinent.

Autre limite importante à mentionner, il pourrait y avoir un biais au niveau du choix des questions par rapport à l'étudiante-chercheuse puisqu'elle fait partie de la population de l'échantillon choisi. Dans ce cas, la formulation des questions pourrait éventuellement orienter les participants à répondre dans un certain sens et créer une forme de subjectivité au niveau des caractéristiques de l'étude. De plus, il s'agit essentiellement de personnes du réseau de contacts de l'étudiante-chercheuse. Quoiqu'il en soit, l'étudiante-chercheuse compte garder son objectivité dans l'observation et l'interprétation des données.

3.5 La stratégie d'analyse

Le sondage étant le premier du genre en Guadeloupe, le portrait de la participation politique qu'il permet de dégager est particulièrement pertinent. La description détaillée des indicateurs de la participation politique hors ligne et en ligne, des événements politiques marquants, des ressources, des motivations et du recrutement est présentée avec les résultats dans le prochain chapitre. En l'absence de description détaillée, la question posée dans le sondage et ses options de réponse sont directement utilisées en guise d'indicateur. Dans quelques cas, nous avons décrit comment les réponses à deux ou plusieurs questions ont été combinées pour calculer des indices des réponses. Pour compléter cette analyse descriptive, nous présentons des tableaux comparatifs et des corrélations permettant de jauger l'association entre la participation et les indicateurs des variables ancrées dans notre cadre théorique. Il est important de noter que ces analyses ne permettent pas d'établir de liens de causalité, mais bien d'évaluer si deux éléments ont tendance à évoluer de manière réciproque.

Dans le prochain chapitre, nous tenterons de montrer comment les réponses apportées sont susceptibles de contribuer à l'avancement des connaissances en termes de participation politique des jeunes guadeloupéens.

CHAPITRE IV

LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES GUADELOUPÉENS AUTOUR DES ENJEUX POLITIQUES DE L'ÎLE

Dans le troisième chapitre, nous avons présenté la méthodologie qui soutient notre démarche de recherche, et nous avons défini les caractéristiques de notre échantillon. Le présent chapitre fait état des données recueillies à partir du questionnaire en ligne diffusé auprès des jeunes guadeloupéens. Ces données laissent entrevoir des résultats forts éclairants concernant la nature de la participation politique des jeunes en Guadeloupe.

Telle qu'énoncée en introduction, la question de recherche au cœur de ce travail se lit comme suit : quelle est la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans, et quels sont les facteurs qui l'expliquent ? Cette question s'avère pertinente afin de mieux comprendre leurs comportements politiques à l'ère du numérique et dans un contexte global de crise environnementale. Les écrits politiques sur les jeunes guadeloupéens sont peu nombreux, c'est la raison pour laquelle nous pensons que cette étude permettra d'approfondir davantage de connaissances sur le sujet.

4.1 La participation politique des jeunes guadeloupéens

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, plusieurs études révèlent que la participation politique se produit davantage en ligne chez les jeunes. Nous nous sommes alors demandé quelle serait la nature de la participation des jeunes guadeloupéens, et sommes parties de l'hypothèse qu'elle se produit davantage en ligne que hors ligne chez eux également. Nos résultats ont révélé que les taux de participation hors ligne et en ligne sont tout de même similaires.

4.1.1 La participation hors ligne

Dans notre sondage, un certain nombre de questions portent sur la participation hors ligne. Nous avons demandé, entre autres, à nos participants de déterminer le niveau d'importance qu'ils accordent au fait d'aller voter, les activités politiques hors ligne qu'ils ont réalisées au cours des douze derniers mois et leur nombre d'années d'implication politique. Nos résultats montrent que les Guadeloupéens de notre échantillon participent à des activités politiques hors ligne, en particulier celles que l'on pourrait lier au chlordécone ou à des enjeux environnementaux tels que la pratique de la consommation responsable ou le boycott de certaines entreprises.

Outre cela, plusieurs d'entre eux ont déclaré avoir voté aux dernières élections, et considèrent le fait d'aller voter comme important. Comme nous l'avons vu dans le premier chapitre, le vote est considéré comme la forme la plus basique de participation politique : c'est la raison pour laquelle nous leur avons demandé d'exprimer le niveau d'importance qu'ils accordent généralement au fait d'aller voter aux élections sur une échelle de 0 (pas du tout important) à 10 (très important). Pour la grande majorité, l'action d'aller voter est très importante puisque 39,8% des participants ont accordé une note de 10 sur 10, et 43,3% ont attribué une note de 6 à 9. Seuls 16,8% des participants considéreraient moins, voire pas du tout important le fait d'aller voter, en inscrivant une note de 0 à 5.

Par la suite, nous leur avons demandé s'ils avaient été voter lors des dernières élections présidentielles de 2022. Plus de la moitié des participants ont répondu avoir été voter aux dernières élections. À l'inverse, 33,7% ont répondu qu'ils n'avaient pas été voter et 5% qu'ils n'étaient pas éligibles.⁴ De manière générale, il semblerait que les jeunes guadeloupéens accordent une certaine importance au fait d'aller voter et que lorsqu'il s'agit de passer à l'acte, ils répondent bien présents.

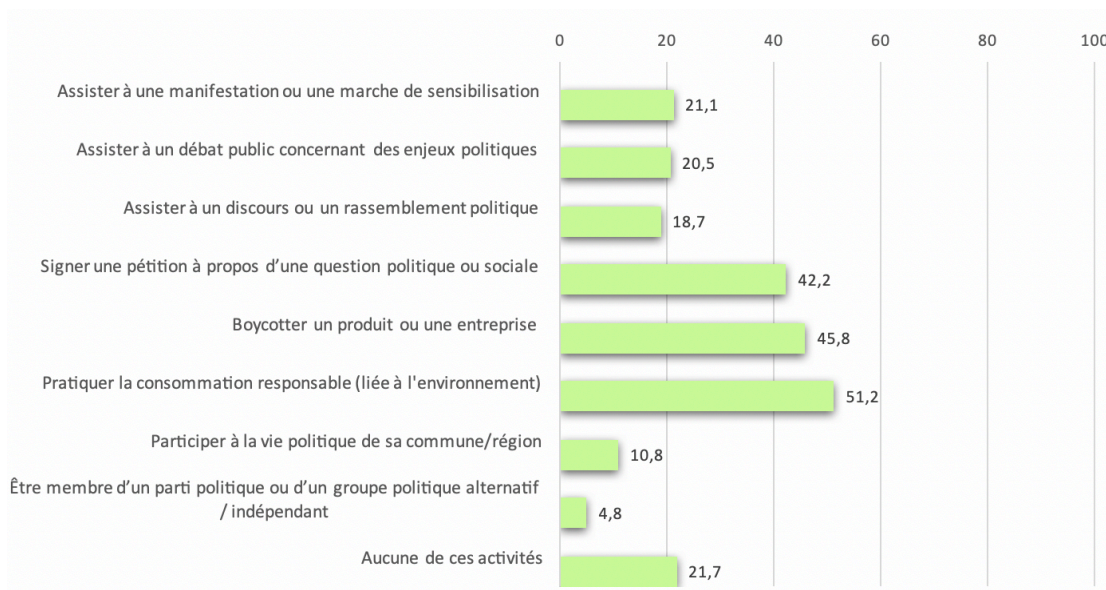
Dans le sondage, plusieurs questions concernant leur participation hors ligne leur ont été posées. Les résultats concernant les modalités de participation portant spécifiquement sur les enjeux du chlordécone et de la Covid-19 sont abordés dans la section 4.2.3. Pour mesurer leur participation politique hors ligne, nous leur avons également demandé de sélectionner parmi une liste de huit activités, les activités auxquelles ils avaient participé au cours des douze derniers mois. De nombreux jeunes auraient réalisé 1 à 4 activités (67%) au cours des douze derniers mois. Quant aux activités politiques hors ligne les plus pratiquées, la Figure 4.1 nous montre que beaucoup d'entre eux pratiquent la consommation responsable (51,2%), le boycott d'un produit ou d'une entreprise (45,8%) ou encore signent des pétitions (42,2%). La saillance des enjeux du réchauffement climatique, et des enjeux locaux tels que la crise du chlordécone, pourrait expliquer le fait que la consommation responsable soit chez eux l'activité la plus courante.

Nos résultats révèlent également que les activités les moins pratiquées seraient la participation à la vie politique de la commune ou de la région (10,8%) et être membre d'un parti ou d'un groupe politique (4,8%). Cela pourrait se justifier par le fait que de nos jours, ce sont des activités politiques inaccoutumées chez les

⁴ La question 19 de notre sondage « Avez-vous voté aux dernières élections ? » proposent cinq réponses : oui (1), non (2), je ne me souviens pas (3), je n'étais pas éligible (4) et je ne veux pas répondre (5). Nous n'avons pas demandé d'informations supplémentaires concernant la non-éligibilité des participants, mais nous voulions faire une distinction entre ceux qui n'ont pas voulu aller voter et ceux qui n'ont pas pu le faire pour diverses raisons.

jeunes, qui demandent davantage d'efforts et d'intérêt envers la politique. Il est important de noter que 21,7% des répondants ont déclaré n'avoir réalisé aucune des activités mentionnées dans notre liste.

Figure 4.1 : Activités politiques hors ligne au cours des 12 derniers mois (en %)



Nous nous sommes également intéressés au nombre d'années depuis lesquelles ils étaient actifs politiquement, et nous avons constaté que beaucoup de ces jeunes (58,2%) considèrent ne pas être actifs politiquement. Parmi ceux s'impliquant politiquement, 17,1% ont indiqué s'impliquer politiquement depuis une à trois années, et 12,2% seraient actifs en politique depuis plus de trois ans. Ces résultats pourraient s'expliquer par le fait que notre échantillon est majoritairement composé de participants qui ont moins de 26 ans et donc, qu'ils prennent plus de temps à s'impliquer en politique et à obtenir une forme de maturité politique. En effet, nous avons pu constater que ce sont surtout les participants âgés de 26 à 34 ans qui participent depuis plus longtemps.

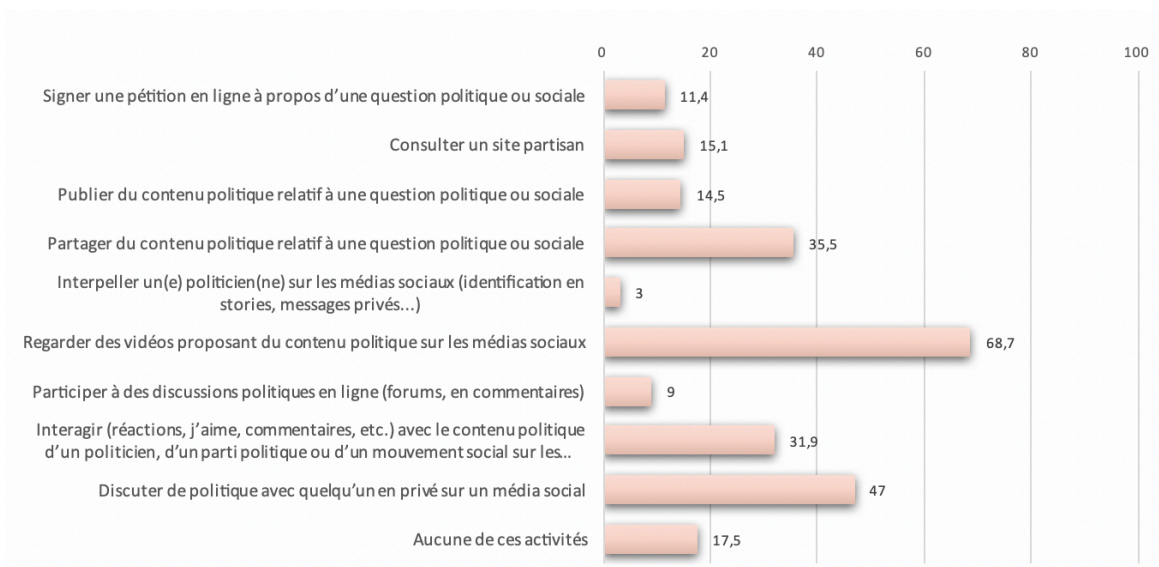
4.1.2 La participation en ligne

Dans notre sondage, la participation en ligne est mesurée par le biais de plusieurs questions. Pour l'analyse, nous avons retenu les activités politiques réalisées au cours de la dernière semaine : signer une pétition partagée en ligne ou encore publier du contenu politique sur ses médias sociaux sont des activités politiques qui restent accessibles pour la plupart des jeunes, contrairement aux activités politiques hors ligne telles que l'adhésion à un parti politique ou encore la participation à une manifestation. À cet effet, nous avons fait le choix de prendre une période d'une semaine pour les activités en ligne et non de douze mois, car ce sont des activités facilement réalisables à distance et qui demandent moins d'efforts physiques. Dans le même ordre

d'idées, les répondants ont précisé s'ils partagent ou publient régulièrement du contenu politique en ligne, et s'ils participent à des discussions politiques en ligne. Nous avons également interrogé les participants par rapport à la fréquence de leur recherche d'informations en ligne et la consultation de sites Internet en lien avec le chlordécone (les résultats sont présentés en section 4.2.3). Dans l'ensemble, nos résultats démontrent que les jeunes guadeloupéens participent en ligne, mais dans des activités bien spécifiques.

Parmi la liste des neuf activités politiques en ligne proposées, 69,3% des jeunes ont déclaré réaliser 1 à 4 activités politiques en ligne, 13,2 % entre 5 et 7 activités (7 étant le nombre maximum d'activités rapportées par les participants). 17,5% ont rapporté n'avoir fait aucune de ces activités. La Figure 4.2 nous montre qu'au cours de leur dernière semaine, 68,7% des jeunes ont déclaré avoir regardé des vidéos proposant du contenu politique. Il s'agit de l'activité en ligne regroupant le plus de réponses, suivie de « discuter de politique avec quelqu'un en privé sur un réseau social » à 47% et « partager du contenu politique relatif à une question politique ou sociale », à 35,5%.

Figure 4.2 : Activités politiques en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (en %)



Les activités qui ont reçu le moins de réponses sont la participation à des discussions politiques en ligne (9%) et l'interpellation d'un politicien sur les médias sociaux (3%).

Il est également important de noter que seuls 11,4% des participants ont reconnu avoir signé une pétition en ligne, contre 42,2% hors ligne. Les temporalités différentes entre les deux questions pourraient expliquer cet écart. Il est également possible que les pétitions, qui sont peut-être encore relativement nombreuses à

circuler sur papier, comportent un effet de désirabilité sociale. En effet, il est plus délicat de refuser de signer lorsque nous sommes sollicités en personne par rapport à une pétition réalisée en ligne.

Relativement peu de jeunes (22,7%) suivent plus de trois comptes politiques sur leurs médias sociaux : 32,4% suivent entre un et deux comptes politiques contre 39,9% qui n'en suivent aucun. Nos résultats ont également révélé que plusieurs d'entre eux partagent souvent à très souvent du contenu politique en ligne bien que 57,2% ne le font que rarement, voire jamais. Ils semblent que les jeunes de notre étude ne cherchent, pour la plupart, à échanger qu'occasionnellement par rapport à la politique : relativement peu d'entre eux partagent régulièrement du contenu politique ou discutent de sujets politiques dans les commentaires d'une publication ou dans des forums (9 %).

En ce qui concerne le nombre d'années d'implication politique en ligne, 58% des participants considèrent participer politiquement en ligne depuis moins de trois ans, et 13,6% depuis plus de trois ans. Ces chiffres sont supérieurs à ceux liés aux activités hors ligne, où moins de la moitié (29,3%) considèrent s'impliquer politiquement depuis moins de trois ans et 12,2% depuis plus de trois ans. Il semblerait que la durée de l'implication des jeunes guadeloupéens en ligne est légèrement supérieure à celle hors ligne puisqu'un peu plus de jeunes participent depuis plus de trois ans en ligne.

4.1.3 Participation hors ligne *versus* participation en ligne

Nos résultats semblent montrer une participation en ligne légèrement supérieure, mais qui reste très similaire à la participation hors ligne. Rappelons que notre hypothèse principale est la suivante :

H1 : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans participent davantage en ligne plutôt que hors ligne par rapport aux enjeux politiques de l'île.

En termes de pourcentage, nos résultats ont montré que les jeunes guadeloupéens s'impliquent un peu plus en ligne. La moyenne du nombre d'activités réalisées hors ligne est de 2,15, et de 2,36 pour les activités en ligne. Dans l'ensemble, les niveaux de participations politiques en ligne et hors ligne chez les jeunes guadeloupéens de notre échantillon restent très similaires, bien qu'il soit légèrement supérieur en ligne. Il est important de noter que bien que les échelles ne soient pas exactement les mêmes puisque la question concernant les activités en ligne regroupe neuf propositions d'activités alors que celle des activités hors ligne n'en compte que huit, le nombre maximum d'activités réalisées par les participants dans les deux types de participation est de sept activités. De plus, ce sont les mêmes personnes qui tendent à participer hors

ligne comme en ligne : à $r = 0,516$ ($N=166$, $p \leq 0,01$)⁵, la corrélation entre les deux types de participation est assez forte et significative.

4.2 Les moments formateurs de la participation

Comme nous l'avons vu dans le second chapitre, les événements politiques peuvent être des moments socialisateurs forts. Chaque expérience politique a un impact sur les individus, en particulier chez les jeunes adultes qui ont une expérience politique limitée. Par conséquent, ils seraient plus affectés par des événements comme des crises ou encore des grèves. Nous sommes alors parties de l'hypothèse générale suivante :

H2 : Les événements politiques survenus en Guadeloupe ont influencé les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans à plus participer politiquement.

Nous testons deux sous-hypothèses découlant de H2, la première portant plus spécifiquement sur les événements passés et la seconde, sur la crise du chlordécone et la Covid-19.

4.2.2 Les événements politiques passés : Mè 67 et la grève de 2009

La première question de la section sur les événements politiques est une question ouverte dans laquelle nous avons demandé à nos participants s'ils considèrent certains événements politiques survenus en Guadeloupe comme marquants pour leur expérience politique, et si c'est le cas, nous leur avons demandé de mentionner ces événements. À cette question, 66,3% des jeunes ont répondu « oui » et 33,7% n'y ont pas répondu. Parmi les réponses les plus citées, il y a la grève générale de 2009, Mè 67 et la crise de la Covid-19 ; 46,4% des répondants ont mentionné uniquement la grève générale du LKP ; 34,5% ont mentionné plusieurs de ces événements comme étant marquants. Le chlordécone était le quatrième événement le plus mentionné. Il est intéressant de noter que seuls 4,2% des participants ont directement mentionné la crise du chlordécone comme événement politique marquant.⁶

L'hypothèse portant sur les événements politiques marquants du passé se lit comme suit :

⁵ Pour les corrélations : « r » représente le coefficient de corrélation, « N » représente le nombre de participants pour la variable étudiée et « p » la signification. Ici et dans le reste du chapitre, nous rapportons les coefficients de corrélation de Pearson (r). Ce coefficient décrit une relation linéaire entre deux variables continues. Il varie entre -1 et +1, 0 dénotant l'absence de relation entre les deux variables. Un coefficient est négatif lorsqu'une des variables augmente pendant que l'autre diminue. Un coefficient positif signifie que les deux variables augmentent ou diminuent ensemble, dans la même direction. La nature continue de certains indicateurs que nous utilisons pourrait être sujette à débats; des analyses corrélationnelles avec le coefficient de Spearman (notamment pour les échelles plus courtes, à 4 ou 5 options de réponse) ont donné les mêmes résultats.

⁶ Il se peut que la nature moins ponctuelle de l'enjeu du chlordécone ait fait en sorte que les participants l'aient moins facilement associé à un événement marquant. Non sans lien avec la mention du chlordécone, 71,7% des participants ont aussi indiqué s'intéresser aux enjeux environnementaux en Guadeloupe plus loin dans le questionnaire.

H2a : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans qui ont des souvenirs et/ou des connaissances par rapport aux crises politiques guadeloupéennes antérieures participent plus que ceux qui n'en ont pas.

Ensuite, nous avons demandé aux participants s'ils avaient connaissance des manifestations de *Mè 67*, et s'ils avaient des souvenirs de la grève générale du groupe *Lyannaj Kont Profitasyon (LKP)* de 2009 : 84% d'entre eux auraient déjà entendu parler de *Mè 67* et 96,4% gardent des souvenirs de la grève. Ces résultats viennent confirmer l'importance de ces événements dans l'histoire politique guadeloupéenne puisque la grande majorité des participants en ont connaissance, et les considèrent comme marquants pour eux et leur génération.

Le Tableau 4.1 montre qu'en moyenne, les participants qui ont des connaissances sur *Mè 67*, réalisent en moyenne 2,22 activités hors ligne et 2,43 activités en ligne, alors que ceux qui n'ont pas connaissance de cet événement rapportent 1,85 et 2,00 activités politiques, respectivement. En ce qui concerne la grève de 2009, les jeunes qui ont déclaré avoir des souvenirs de cet événement réalisent 2,20 activités hors ligne et 2,42 activités en ligne, tandis que ceux qui n'ont pas de souvenirs réaliseraient 0,83 et 0,67 activités politiques, respectivement. Bien que les différences soient appréciables, il faut garder en tête que peu de répondants n'avaient aucun souvenir de la grève puisqu'il s'agit d'un événement relativement récent.

Nous avons également demandé aux participants qui ont déjà entendu parler de la crise de *Mè 67* (84%) de décrire les événements dans leurs propres mots, et bon nombre d'entre eux ont utilisé un champ lexical péjoratif : on parle ici de « violence », « affrontement », « abus », « grève des ouvriers », « soulèvement contre le racisme », « émeutes » ou encore « tragédie », « sanglants » et « civils *versus* police ». Bien que *Mè 67* soit un événement antérieur à leur naissance, nous avons pu constater qu'ils connaissent assez bien les événements survenus à l'époque. L'un de nos participants a d'ailleurs bien résumé les faits :

Des ouvriers d'usine et agricoles se sont mis en grève pour exiger des augmentations de salaire. Des pourparlers ont eu lieu à la sous-préfecture de Pointe-à-Pitre : lors de ces réunions ont été filtrés des propos racistes ou condescendants à l'égard des ouvriers. Ces propos auraient été tenus par un des patrons *békés*. Les manifestants ont réagi, les forces de l'ordre se sont déployées. La tension est montée notamment suite à des jets de pierres et de conques de *lambi* sur les forces de l'ordre. Je ne sais pas si certains ont effectivement été blessés, mais l'ordre a été donné de tirer sur la foule. S'en est suivi un bain de sang. Plusieurs morts dont on ignore encore le nombre exact (beaucoup de flou), des traumatismes profonds, et toute une génération qui a vu les siens se faire abattre de balles dans le dos par les forces de l'ordre. Sans l'avoir vécu, et malgré le tabou dans les familles, j'ai senti le poids de cet épisode dans ma vie en Guadeloupe.

Ce témoignage démontre bien l'impact des événements politiques sur une communauté. Cette personne a mentionné le tabou existant en Guadeloupe autour de ces manifestations, mais sa description illustre le fait qu'un événement n'a pas forcément besoin d'être vécu ou de faire l'objet de discussions ouvertes et fréquentes pour être ressenti. D'autres témoignages ont dénoncé le racisme derrière ces actes de répression policière et l'hégémonie de l'État français. Il est clair que cette expérience a un impact sur leur perception de la politique et probablement sur leur participation.

Tableau 4.1 : Participation politique en ligne et hors ligne en fonction des souvenirs de la grève du LKP et des connaissances de Mè 67

	Connaissance de Mè 67		Souvenirs de la grève du LKP	
	Oui	Non	Oui	Non
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	2,22	1,85	2,20	0,83
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,43	2,00	2,42	0,67

Pour la grève du LKP, 46,4% des personnes sondées ont mentionné la grève générale de 2009 comme événement politique marquant à notre question ouverte. Lorsque nous avons posé directement la question, 96,4% des participants ont déclaré avoir des souvenirs de cet événement. Plusieurs répondants ont mentionné le fait qu'ils voient cette crise politique comme une insurrection du peuple face au gouvernement français (23,6%), ou une crise économique qui a engendré d'importants blocages (23,6%) ; cette crise leur aurait permis de prendre conscience de la situation politique et économique de la Guadeloupe. D'autres participants ont mentionné la fermeture des écoles (20,1%), qu'ils ont en grande partie vécue comme de « longues vacances » en raison de leur jeune âge ; en effet, plusieurs ont mentionné le fait qu'ils étaient en école primaire ou au collège. Toutefois, cela ne leur a pas empêché de comprendre qu'il s'agissait d'un événement inédit, marqué par le soulèvement de la population, afin d'améliorer la qualité de vie des Guadeloupéens. Les principaux objectifs de la grève étaient, entre autres, d'obtenir une baisse des prix des aliments de première nécessité et d'augmenter le salaire moyen. Une personne a brièvement présenté sa perception de l'évènement :

Pour résumé, un grand mouvement social et politique, inédit en Guadeloupe. Plus de 10% de la population de l'île présente dans les rues à chaque défilé, une adhésion quasiment unanime

au mouvement pour la population. 44 jours sans débordements durant les manifestations ou les *meetings*, 44 jours durant lesquels l'île était complètement paralysée. Et bien sûr la montée des tensions entre l'État, les grands patrons et le LKP. Des négociations qui n'en sont pas vraiment et le sentiment d'un jeu de dupes qui nous échappe, en tant que spectateurs. Le rappel à Paris, puis le limogeage de Yves Jégo (secrétaire d'État à l'outre-mer à ce moment). Les violences urbaines que j'ai vécues de très très près. La mort de Jacques Bino et le flou qui l'entoure jusqu'à maintenant. Pour finir, mon souvenir s'ancre aussi dans un sentiment d'acte manqué de la part du LKP : au moment où ce mouvement aurait pu se traduire par un programme politique et de réforme guadeloupéenne (via les États généraux de la Guadeloupe et les élections régionales), j'ai senti ce jeu de dupe et d'ego peser encore plus lourd sur l'absence d'une sortie de crise sociale constructive et pérenne.

Bien que la plupart des participants aient observé les blocages de loin à la télévision, ou en ont pris conscience par rapport à la fermeture de leur école ou des commerces, beaucoup sont parvenus à comprendre ce qui se passait et à en saisir l'essence. Certains jeunes ont exprimé leur déception quant au fait que la grève n'ait pas abouti à des changements significatifs, malgré l'adhésion de la population. D'autres ont été marqués par la paralysie générale de l'île due à la pénurie alimentaire, aux blocages des rues et à l'incapacité de se déplacer. Malgré cela, peu d'entre eux auraient pris part aux manifestations en 2009 puisque seuls 20% ont déclaré y avoir participé. Quelques jeunes ont tout de même mentionné le fait que la situation leur paraissait assez « floue », « étrange et peu compréhensible ». Enfin, plusieurs d'entre eux ont fait mention du leader du LKP Elie Domota, qui s'est imposé en tant que porte-parole et figure de proue du mouvement, et de l'assassinat du militant syndical Jacques Bino comme évènement marquant la grève. Un de nos participants a d'ailleurs qualifié cette grève de « mémorable et pérenne menée par le LKP avec le slogan en créole guadeloupéen « *La Gwadeloup sé tan nou, la Guadeloupe sé pa ta yo* » [La Guadeloupe est à nous, la Guadeloupe n'est pas à eux].

Ces résultats sont l'illustration des propos avancés dans notre cadre théorique. La grève de 2009 reste l'un des évènements politiques les plus marquants en Guadeloupe pour la génération actuelle puisqu'elle a touché directement leur quotidien. Pour beaucoup de jeunes, elle a été leur premier contact avec les enjeux politiques de l'île. À la lumière de ces résultats, notre hypothèse H2a ne peut pas être rejetée, mais l'ubiquité du souvenir de la grève chez notre échantillon ne permet pas de la confirmer avec certitude.

4.2.3 Les scandales autour du Chlordécone et la crise sanitaire Covid-19

À notre question sur les évènements politiques marquants survenus en Guadeloupe, il a été étonnant de constater que peu de participants ont mentionné la crise du chlordécone. La seconde partie de notre hypothèse générale s'intéresse plus particulièrement aux scandales autour du chlordécone et à la crise de la Covid-19, nous sommes parties de la conjecture que :

H2b : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans les plus au fait des scandales et les plus intéressés par la crise du chlordécone et celle de la Covid-19, participent plus, en ligne comme hors ligne.

Tout d'abord, nous leur avons demandé s'ils étaient familiers avec les récents scandales autour de la pollution des sols due à l'utilisation du chlordécone : 84,1% d'entre eux sont familiers, dont 21,5% très familiers. Seuls 1,8% des jeunes ont déclaré ne pas du tout être familiers avec ces scandales. Il semblerait que beaucoup d'entre eux en ont entendu parler à la télévision (31,3%) ou du bouche-à-oreille (28,1%). D'autres ont mentionné en avoir entendu parler à l'école ou lors de discussions familiales (15,6%). Il est intéressant de constater que peu de jeunes en ont entendu parler à la radio ou dans les journaux papier et électroniques. Chez 37,5% de nos participants, les récentes manifestations autour du chlordécone auraient augmenté leur intérêt pour les enjeux environnementaux de l'île de beaucoup, et un peu chez 30,6% d'entre eux. Cependant, 26,3% ont rapporté que leur intérêt pour les enjeux environnementaux n'a pas changé depuis les récents scandales.

En ce qui concerne leur engagement par rapport à cet enjeu, peu d'entre eux ont participé au moins une fois à une manifestation ou une marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (11,2%). En ligne, les jeunes ne se sont pas plus mobilisés puisque seuls 3,8% consulteraient des sites souvent et 13,1% rechercheraient de l'information en ligne sur le chlordécone régulièrement.

Nos observations démontrent qu'il existe une corrélation significative entre la familiarité avec l'enjeu du chlordécone et la participation en ligne ($r=0,389$, $N= 163$, $p\leq 0,01$) et hors ligne ($r=0,267$, $N= 163$, $p\leq 0,01$), mais pas entre les deux types de participation et la variation de l'intérêt en lien avec les récentes manifestations.⁷ Le Tableau 4.2 présente les liens entre la familiarité avec l'enjeu du chlordécone et l'intérêt pour cet enjeu, et la participation politique en ligne et hors ligne. Il révèle que les participants les plus familiers avec l'enjeu de la pollution des sols due à l'utilisation du chlordécone rapportent en moyenne un nombre d'activités plus important que ceux qui sont moins ou peu familiers. L'augmentation est particulièrement appréciable dans le cas du nombre d'activités en ligne : elle passe d'une activité à plus de trois. Les jeunes très familiers avec l'enjeu recherchent plus régulièrement de l'information en ligne (score qui augmente de 2 à plus de 3 sur une échelle allant de 1 à 5). Cependant, la différence entre les moyennes

⁷ Il est possible qu'un effet de plafond ait été à l'œuvre ; si l'intérêt était déjà élevé au départ, il est possible que les manifestations n'aient pas contribué à l'augmenter de manière significative. Il est donc possible que l'absence de changement ne témoigne pas d'un intérêt limité pour l'enjeu pour autant.

est beaucoup moins nette quand on compare les moins et les plus familiers en ce qui est à trait à la consultation de sites internet et de la participation à une manifestation ou à une marche : de manière générale la familiarité avec l'enjeu n'est pas directement associée avec la participation aux manifestations ou aux marches de sensibilisation en lien avec le chlordécone. Il semble alors que ceux qui sont très familiers avec l'enjeu du chlordécone sont ceux qui participent plus en ligne comme hors ligne.

Tableau 4.2 : Les liens entre la familiarité avec l'enjeu du chlordécone et la participation

	Participation selon le degré de familiarité avec l'enjeu de la pollution des sols due à l'utilisation du chlordécone		
	Pas ou peu familier (N=26)	Familier (N=102)	Très familier (N=35)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,12	2,25	2,80
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	1,04	2,43	3,34
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,00	1,15	1,20
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,00	2,52	3,03
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,26	1,49	1,85

Les entrées représentent la moyenne dans l'échelle de réponses associées à chacune des variables.

La dernière question de la section sur les événements politiques marquants concerne les actions politiques réalisées contre les mesures sanitaires de la Covid-19 au cours de la dernière année, afin de déterminer si les jeunes de notre échantillon ont réalisé récemment des actions politiques de militantisme. Parmi eux, 46,4%, soit un peu moins de la moitié de nos participants, auraient réalisé au moins une des actions parmi une liste de six possibilités, en particulier la dénonciation des mesures sur leurs médias sociaux (34,9%), la signature de pétition (22,3%) et la participation à des manifestations ou marches de sensibilisation (13,3%). La moyenne des activités est de 0,88 : 40,4% des participants auraient réalisé entre 1 à 3 activités et 53,6% n'en auraient réalisé aucune. (Voir Tableau 2 dans Annexe C) Certains ont rapporté avoir réalisé d'autres

actions tels que boycotter des endroits où les mesures étaient mises en place, refuser de se faire tester ou exprimer leur position sur la question avec leur entourage.

Bien que certains jeunes (15,1%) considèrent les blocages survenus en novembre dernier comme un évènement politique marquant, cela n'a pas forcément suscité chez eux d'engagement politique hors ligne. La plupart des activités réalisées contre les mesures sanitaires se produisent davantage en ligne. Les résultats du Tableau 4.3 montrent également que les participants qui ont mentionné la crise sanitaire de la Covid-19 en réponse à la question ouverte concernant les événements marquants, ont rapporté un plus grand nombre d'activités en moyenne. Cela dit, l'augmentation reste modeste.

Tableau 4.3 : Participation politique en ligne et hors ligne en fonction de la mention de la Covid-19 comme évènement politique marquant

	Crise sanitaire de la Covid-19	
	Non mentionné (N=85)	Mentionné comme étant marquant (N=25)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	2,29	2,76
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,49	3,04

Concernant les événements politiques marquants, 110 participants ont répondu à notre question ouverte. Par conséquent, nos résultats tendent à appuyer l'hypothèse selon laquelle les participants les plus au fait et les plus intéressés par les scandales autour du chlordécone, participent plus en moyenne en ligne comme hors ligne, que ceux qui n'y sont pas intéressés. Quant aux résultats concernant le lien entre les événements entourant la Covid-19 et la participation, ils ne nous permettent pas d'établir clairement un lien entre les deux : possiblement en raison du caractère diffus de la crise sanitaire, qui est encore d'actualité au moment où l'on écrit ces lignes. En ce sens, l'hypothèse (H2b) est partiellement confirmée.

4.3 Les ressources des jeunes Guadeloupéens

Comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, les ressources sont des déterminants importants en termes de participation. Verba et ses collègues mettent l'accent sur le temps, l'argent et les habiletés civiques : selon eux, plus le citoyen posséderait de ressources, plus il s'impliquerait politiquement. C'est la raison pour laquelle nous avons émis l'hypothèse suivante :

H3 : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans qui ont plus de ressources participent davantage que ceux qui en ont moins.

4.3.1 Les ressources : statut socio-économique et habiletés civiques

Bien que Verba et ses collègues considèrent trois grands types de ressources, nous avons décidé de nous concentrer davantage sur les ressources liées au statut socio-économique et aux habiletés civiques, plutôt que sur le temps en tant que ressource. Nous avons posé la sous-hypothèse suivante :

H3a : Les jeunes guadeloupéens possédant un statut socio-économique plus élevé participent plus que ceux qui en ont un moins élevé.

Nos résultats montrent que près de la moitié de nos participants sont des étudiants (48,8%). Parmi ceux qui sont en emploi, 12,8% viennent de professions intellectuelles telles que des cadres ou chefs d'entreprise, et 27,4 % exercent des professions intermédiaires (employés, commerçants ou encore fonctionnaires). Les autres (10,9%) sont des jeunes inactifs, des étudiants en alternance, des militaires ou sont issus de professions techniques. Afin de déterminer le statut socio-économique de nos participants avec plus de précision, nous leur avons également demandé de préciser le statut socio-professionnel de leurs parents. Leurs parents sont principalement issus de professions intermédiaires : 47% pour leurs pères et 66,7% pour leurs mères. Quant aux professions intellectuelles supérieures, elles sont à 27,8% et 16,7%, respectivement (voir *Tableau 1 en Annexe D*). On note que 19,2% de nos participants ont un père issu de professions ouvrières, agricoles ou techniques, et 3,8% des participants ont une mère issue de ce domaine. Néanmoins, seuls 1,2% des participants travaillent dans ces domaines.

Concernant leur niveau d'éducation, 23,9% des participants possèdent un diplôme de niveau supérieur (master et doctorat), 35,6% un niveau équivalent à un bac+3 (licence et DUT), 36,1% possèdent un diplôme de niveau inférieur, et 4,3% d'autres types de diplômes. En termes de revenus moyens annuels, 46,8% des répondants ont un revenu annuel moyen inférieur à 10 000 euros et 53,3% d'entre eux ont un revenu supérieur à 10 000 euros. Parmi eux, 2,2% des participants ont un revenu supérieur à 50 000 euros par année.

Au cours de notre analyse, nous avons constaté que le revenu annuel par année n'est pas un indicateur fiable pour déterminer le statut socio-économique des participants étant donné que près de la moitié sont des étudiants vivant sûrement grâce à l'aide financière de leurs parents. De plus, le taux de réponse à cette question est un peu plus faible (N=139) par rapport à celui des autres questions socio-démographiques. Nous avons décidé de ne pas retenir cet indicateur pour l'analyse. Pour notre analyse, nous retenons les indicateurs en lien avec le diplôme et la profession des participants.

Tableau 4.4 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction du statut professionnel du participant

	Statut professionnel du participant		
	Professions techniques et intermédiaires (Agriculteurs, employés, etc.) (N=46)	Professions supérieures (Cadres, chefs d'entreprise, etc.) (N=21)	Étudiants (N=76)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,94	2,29	2,30
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,02	2,52	2,43
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,04	1,14	1,18
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,30	2,52	2,73
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,24	1,33	1,69

Dans le Tableau 4.4, on constate que les participants de milieux professionnels supérieurs (cadres, chefs d'entreprise, etc.) et les étudiants participent en moyenne davantage politiquement par rapport à ceux issus de professions techniques ou intermédiaires. Si l'on se concentre sur le diplôme le plus élevé obtenu, le Tableau 4.5 montre que les participants possédant un baccalauréat français ou un diplôme de niveau équivalent au Bac+3 ont tendance à participer davantage hors ligne comme en ligne. Les deux tableaux sont assez cohérents dans la mesure où les catégories en lien avec les formations et professions plus techniques

d'une part et plus générale ou exigeant un travail plus intellectuel ou de direction d'autre part, ont des scores comparables. Il faut noter que les différences entre les moyennes restent limitées; environ une demi-activité en moyenne séparent les participants des professions techniques et les étudiants concernant la fréquence moyenne de recherche d'information en ligne sur le chlordécone. Les différences sont plus notables dans le Tableau 4.5 entre ceux qui ont complété un BTS et les autres participants quant au nombre d'activités réalisées hors ligne et en ligne. Par contre, cette dichotomie n'est pas présente pour les autres types de participation présentés dans ce tableau.

Tableau 4.5 : Moyenne du nombre d'activités politiques réalisées en fonction du diplôme le plus élevé obtenu

Diplôme le plus élevé obtenu					
	Diplôme National du Brevet	Baccalauréat général, technologique ou professionnel	Brevet de technicien supérieur (Bac + 2)	Licence ou Diplôme universitaire de technologie (Bac + 3)	Master (Bac+5) et Doctorat (Bac+8)
	(N=2)	(N=31)	(N=23)	(N=56)	(N=38)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,00	2,48	1,29	2,29	2,08
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	0,00	2,48	1,67	2,55	2,59
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,00	1,06	1,26	1,12	1,13
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	1,00	2,34	2,26	2,68	2,68
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,00	1,44	1,48	1,68	1,45

Dans l'ensemble, les comparaisons de moyennes suggèrent que les jeunes possédant un statut socio-économique plus élevé ne tendent pas forcément à participer davantage. Il est important de noter que l'évolution de la participation par rapport au niveau d'éducation reste un indicateur beaucoup moins linéaire que les autres. Les résultats restent assez mitigés, surtout dans le cas du diplôme le plus élevé obtenu où ce sont les participants possédant un baccalauréat français ou une licence qui tendent à participer davantage, en particulier lorsque l'on considère les indices de participation politique généraux (hors ligne et en ligne).

4.3.2 Les habiletés civiques

Les habiletés civiques constituent notre dernier bloc de ressources présentées par Verba *et al.*(1995). En termes d'habiletés, nous sommes parties de la sous-hypothèse que :

H3b : Les jeunes guadeloupéens possédant plus d'habiletés civiques participent davantage.

Pour ce faire, nous nous sommes directement inspirés d'une des questions de Verba *et al.*(1995), en demandant à nos participants s'ils avaient l'habitude de prendre la parole en public afin de prononcer un discours, faire une présentation ou partager une opinion, dans un cadre professionnel, scolaire, associatif ou religieux. Nos résultats ont démontré que 27,2% des participants ont déclaré prendre la parole en public de souvent à très souvent, 24,1% parfois, 25,3% rarement et 22,9% jamais.

Tableau 4.6 : Corrélations entre l'aptitude à la prise de parole en public et la participation politique en ligne et hors ligne

	Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois	Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine
Aptitude à la prise de parole en public (N=166)	0,233**	0,343**
** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).		

Le Tableau 4.6 montre l'existence d'une corrélation positive et significative entre l'aptitude à la prise de parole en public et la participation hors ligne comme en ligne. L'association est plus forte entre la prise de parole et les activités réalisées en ligne. Pour illustrer, les participants qui ont rapporté ne jamais prendre la parole en public ont indiqué avoir réalisé 1,61 activités hors ligne et 1,53 activités en ligne, en moyenne. Pour ceux qui ont indiqué prendre souvent la parole, les nombres moyens d'activités réalisées sont de 2,79

et 3,14, respectivement. (Voir Tableau 1 dans Annexe E) À partir de ces résultats, nous pouvons considérer qu'effectivement, les jeunes guadeloupéens possédant plus d'habiletés civiques participent davantage politiquement en ligne comme hors ligne. L'hypothèse H3b est confirmée.

4.4 Les motivations politiques

En termes de participation politique, les motivations sont également des déterminants importants selon Verba et ses collègues puisqu'elles engendrent des stimuli internes liés à l'intérêt politique et poussent généralement à l'action politique. Dans cette étude, nous sommes parties de la conjecture selon laquelle :

H4 : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans qui ont plus de motivations politiques, c'est-à-dire un intérêt et des connaissances sur les enjeux politiques en Guadeloupe, participent davantage que ceux qui en ont moins.

Nous mesurons la motivation politique par le biais de trois indicateurs : les connaissances politiques, la consommation médiatique et l'intérêt politique.

4.4.2 Les connaissances politiques

Notre questionnaire regroupe plusieurs questions sur les connaissances des participants sur les enjeux politiques de l'île.

Nous leur avons demandé, entre autres, s'ils connaissaient l'année d'obtention de la Guadeloupe du statut de département français d'outre-mer (DOM) et le nom du président du Conseil régional de Guadeloupe depuis 2015. La majorité d'entre eux ont donné une bonne réponse à ces questions : 66,4% des participants ont répondu que la Guadeloupe est devenue un DOM en 1946 et 86,8% ont déclaré qu'il s'agissait d'Ary Chalus. Par la suite, nous leur avons également demandé d'identifier des personnalités du système politique guadeloupéen parmi une liste précise de sept personnalités. Les noms des personnalités les plus connus ont été cités à une vaste majorité : Victorin Lurel, ancien président du Conseil régional et député de la Guadeloupe à 96,4%, et Marie-Luce Penchard, ancienne conseillère régionale et ancienne maire de Basse-Terre à 86,7%. Josette Borel-Lincertin, ancienne présidente du Conseil régional et ancienne présidente du Conseil Départemental, est une personnalité un peu moins connue en Guadeloupe et mis en avant par les médias que les deux personnalités précédentes, mais qui a eu des fonctions tout aussi importantes. Nos résultats révèlent qu'elle a été beaucoup moins mentionnée que Victorin Lurel et Marie-Luce Penchard, puisque seuls 21,7% des participants l'ont mentionnée. L'ancienne Ministre de la Justice de France, Christiane Taubira, a été erronément identifiée comme personnalité politique en Guadeloupe à 27,7% :

certainement par rapport à ses origines guyanaises, et du fait qu'elle soit une personnalité connue dans les outre-mer. Nous pouvons supposer que les participants ont été influencés par la notoriété des personnalités politiques bien que la plupart aient mentionné au moins deux des trois personnalités politiques guadeloupéennes.

À la question suivante, 80% de nos répondants ont mentionné le LKP ou l'UGTG comme nom de l'organisation syndicale prônant l'indépendance de la Guadeloupe par rapport à la France. Les deux dernières questions portant sur leurs connaissances politiques demandaient à nos participants de mentionner le nom d'un ou d'une maire exerçant actuellement en Guadeloupe, et la commune dont il ou elle est responsable : 92,2% de nos participants ont pu répondre à ces questions. Les personnalités les plus mentionnées ont été Éric Jalton (15,69%), Hélène Polifonte (13,07%) et Cédric Cornet (13,07%). Cela n'est pas surprenant puisque ce sont les maires des trois communes les plus peuplées en Guadeloupe : Les Abymes, Baie-Mahault et Le Gosier, respectivement. Toutefois, il est intéressant de constater que la commune la plus mentionnée est Petit-Bourg avec 17,65%, suivie des Abymes (16,34%), de Baie-Mahaut (15,07%) et du Gosier (9,15%). Une partie des répondants ont mentionné Guy Losbar en tant que maire de la commune de Petit-Bourg, bien que celui-ci ait été remplacé par David Nebor en 2021, suite à son élection en tant que Président du Conseil départemental de la Guadeloupe. Il est intéressant d'observer que tous les participants n'étaient pas au fait de cette information.

Nos participants ont montré un très bon niveau de connaissances de base sur la politique en Guadeloupe. Nous avons créé un indice des connaissances politiques sur la base de certaines de ces questions. Sur une échelle allant de 0 à 10 comptabilisant le nombre de bonnes réponses, la moyenne est de 7,6.

Tableau 4.7 : Nombre de bonnes réponses en fonction du nombre d'activités en ligne et hors ligne

	Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois	Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine
Indice de connaissances politiques ⁸ (N=166)	0,098	0,162*
* La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).		

⁸ L'indice (additif) comptabilise les bonnes réponses aux questions Q11, Q12, Q14_1 à Q14_7, et Q15 (année de l'indépendance ; identification du Président du Conseil régional ; identification des politiciens locaux, syndicats prônant l'indépendance, respectivement).

On constate dans le Tableau 4.7 qu'il n'y a pas de lien entre le score des participants sur l'indice et le nombre d'activités hors ligne. Cependant, il existe une corrélation modérée et significative entre cette mesure des connaissances politiques et les activités en ligne. Il est probable que cela s'explique par la nature de l'échantillon (très scolarisé), de même que le type de questions posées.

4.4.3 La consommation médiatique

La consommation médiatique est un autre indicateur permettant de mesurer les motivations politiques des participants puisqu'elle rend compte du temps accordé à s'informer à travers les différents types de médias. Nous avons d'abord demandé aux participants dans quel but ils utilisent les médias sociaux ; nous les avons aussi interrogés sur la fréquence à laquelle ils consultent l'actualité, et dans quels types de médias. Nos résultats montrent que la plupart utilisent les médias sociaux principalement pour se divertir (84,3%) et apprendre de nouvelles choses (68,7%). S'informer par rapport à l'actualité arrive en troisième position avec 66,3%. La majorité des participants consulteraient l'actualité : souvent (31,3%) à de temps à autre (34,3%), en particulier sur les médias sociaux et dans les journaux électroniques, à 32,1% et 23,3% respectivement. Les médias les moins utilisés par les jeunes guadeloupéens pour s'informer sont la radio et les podcasts (12,4%), et les journaux papier (8,8%). Certains participants ont précisé s'informer par rapport à l'actualité politique à travers d'autres types de médias tels que les documentaires, Tiktok ou encore Youtube.

Tableau 4.8 : Fréquence de consultation par jour de l'actualité politique des jeunes guadeloupéens en fonction du type de média

	Pas du tout	Moins d'une heure	Entre une heure et trois heures	Plus de trois heures
Journaux papier	73,5%	21,7%	3,6%	1,2%
Journaux électroniques	30,3%	52,1%	15,8%	1,8%
Médias sociaux	3,7%	45,1%	36,0%	15,2%
Télévision	50,9%	33,3%	15,2%	0,6%
Radio ou Podcast	62,7%	32,5%	4,2%	0,6%
Autres	93,4%	2,9%	2,9%	0,7%

Le Tableau 4.8 montre que les médias sociaux restent le type de plateforme sur lequel les jeunes passent le plus de temps à s'informer quotidiennement puisque 36% des participants ont admis passer entre une à trois

heures sur ces médias; c'est aussi le seul média auquel un nombre conséquent de répondants (15,5%) consacre plus de trois heures par jour. Seuls 3,7% n'utiliseraient pas du tout les médias sociaux pour s'informer, contrairement aux journaux papier, à la radio et à la télévision où plus de la moitié des participants ont admis ne pas les utiliser pour s'informer par rapport à l'actualité politique.

Le Tableau 4.9 présente les liens entre la fréquence de consultation de l'actualité politique dans les médias et la participation politique, mesurée à l'aide de la question « À quelle fréquence consultez-vous l'actualité dans les médias ? ». Aux deux indices de participation politique qu'on peut qualifier de « généraux » présentés dans la section concernant les variables dépendantes, nous avons ajouté des mesures de participation spécifiquement liées aux enjeux politiques de l'île tels que ceux liés au chlordécone et à la Covid-19. On se rend compte que la fréquence de consultation de l'actualité est corrélée de manière positive et significative avec la participation en hors ligne ($r = 0,388$, $N= 166$, $p \leq 0,01$), comme en ligne ($r = 0,461$, $N= 166$, $p \leq 0,01$).

Tableau 4.9 : Participation politique en fonction de la fréquence de consultation de l'actualité dans les médias

	Fréquence de consultation de l'actualité politique dans les médias (0-jamais à 5-très souvent) (N= 166)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	0,388**
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	0,461**
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,229**
Fréquence de publications de contenus relatifs aux enjeux politiques de l'île (1-jamais à 5-très souvent)	0,331**
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	0,329**
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	0,252**
** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).	

La participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19, la recherche d'information, la consultation et la fréquence de publications de contenus relatifs au chlordécone sont aussi positivement et significativement à la fréquence de consultation de l'actualité dans les médias. De même, nous avons observé que les jeunes qui s'informent plus à travers les journaux papier et électroniques participent à plus d'activités. Le Tableau 4.10 présente la moyenne des activités politiques réalisées chez les personnes utilisant les journaux papier et électroniques afin de s'informer par rapport à l'actualité.⁹

Tableau 4.10 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique (Journaux papier et électroniques)

	Journaux papier et électroniques			
	Pas du tout (N=43)	Moins d'une heure (N=86)	Entre une heure et trois heures (N=18)	Plus de trois heures (N= 4)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,66	2,15	2,16	3,50
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	1,43	2,50	3,21	4,75
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,74	0,89	0,89	0,75
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,14	1,12	1,26	1,00
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,07	2,64	2,84	2,25
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,23	1,59	1,44	2,00

Selon ces résultats, les jeunes qui consacrent plus de temps à s'informer sont plus susceptibles d'être actifs hors ligne et en ligne. Par exemple, ceux qui consultent les journaux papier ou électroniques entre une heure et trois heures par jour (N=18) réalisent en moyenne 2,16 activités hors ligne et 3,21 activités en ligne,

⁹ La moyenne est celle du temps le plus long alloué à l'un ou l'autre des deux types de journaux, dont les contenus sont typiquement semblables. Par exemple, si un participant a rapporté ne jamais consulter les journaux papier mais consacrer entre une et trois heures aux journaux électroniques (Q8_1 et Q8_2 dans le questionnaire), c'est le score associé au temps consacré aux journaux électroniques qui est pris en compte.

comparativement à ceux qui n'utilisent pas du tout ce type de média pour s'informer (1,66 et 1,43 activités en moyenne, respectivement). Cela dit, on peut voir que la relation n'est pas nécessairement linéaire ici pour la participation hors ligne. Pour les autres types d'activités politiques, le temps passé à s'informer à travers les journaux n'a pas vraiment d'influence.

Les participants qui utilisent les médias sociaux pour s'informer ont tendance à moins participer aux activités politiques en ligne : d'après le Tableau 4.11, ceux qui les utilisent entre une et trois heures (N=57) ont une moyenne de 2,78 activités en ligne. Toutefois, la moyenne des activités hors ligne est légèrement supérieure chez ceux utilisant les médias sociaux avec 2,22 activités contre 2,16 activités pour les participants s'informer à travers les journaux entre une et trois heures. Bien que les médias sociaux soient souvent utilisés par les jeunes de notre échantillon pour s'informer, leur utilisation de ce type de médias aurait moins d'effets sur leur participation politique, contrairement à l'utilisation des journaux papier et électroniques qui sont associés à la participation politique, peu importe sa nature.

Tableau 4.11 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique
(Médias sociaux)

	Médias sociaux			
	Pas du tout (N=6)	Moins d'une heure (N=71)	Entre une heure et trois heures (N=57)	Plus de trois heures (N= 23)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,83	2,03	2,22	2,44
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,00	1,95	2,78	2,68
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,33	0,72	1,10	0,92
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,00	1,08	1,19	1,21
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,00	2,35	2,66	2,92
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,00	1,39	1,66	1,7

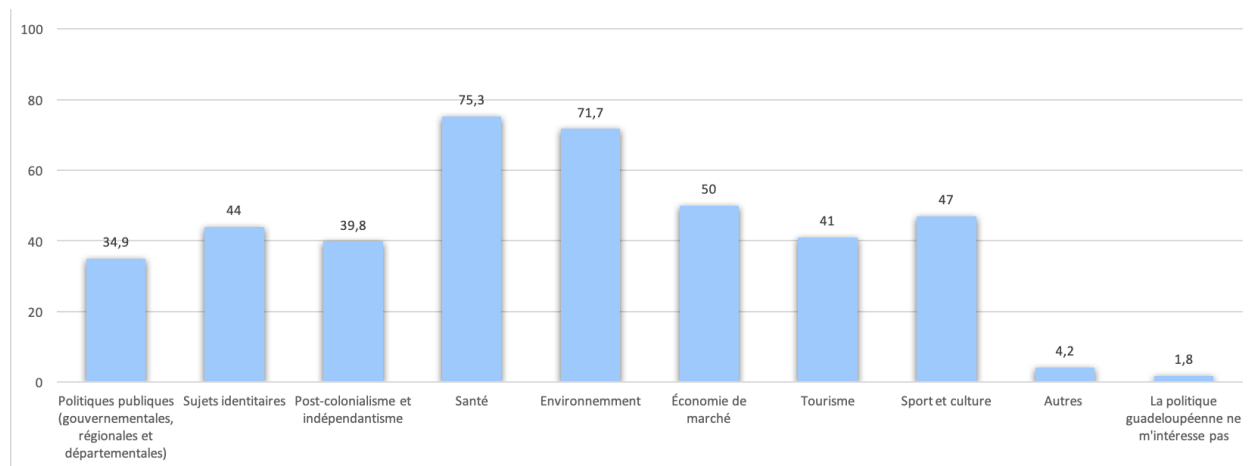
Concernant l'utilisation de la radio et de la télévision, les résultats montrent que le temps passé à consulter l'actualité sur ces médias n'est pas lié à la participation politique et que peu de nos participants utilisent ce type de médias. (Voir Tableau 1 et 2 Annexe F).

4.4.4 L'intérêt politique et la sensibilité par rapport aux enjeux politiques de l'île

En termes de motivations politiques, l'intérêt politique reste un déterminant fort puisqu'il pousse souvent à l'action. Les jeunes guadeloupéens s'intéressent davantage aux enjeux politiques guadeloupéens et environnementaux qu'aux enjeux se rapportant à la politique nationale. Sur une échelle de 0 à 10, 69% des participants ont estimé avoir un intérêt de 7 pour la politique en Guadeloupe et 47,9% pour l'environnement. Toutefois, seuls 28% ont exprimé autant d'intérêt pour la politique nationale.

La Figure 4.3 montre que les jeunes guadeloupéens seraient plus intéressés par des sujets touchant la santé (75,3%) et l'environnement (71,7%) en Guadeloupe, suivis de l'économie de marché (50%). Les jeunes de notre échantillon auraient également moins d'intérêt pour les thèmes identitaires (44%), le post-colonialisme et l'indépendantisme (39,8%), et les politiques publiques (34,9%). D'autres participants (4,2%) ont exprimé leur intérêt pour des sujets comme l'éducation et la jeunesse. Seules trois personnes ont admis ne pas être intéressées par la politique guadeloupéenne.

Figure 4.3 : Intérêt pour des sujets politiques en Guadeloupe



Note : Les colonnes représentent le pourcentage de participants qui ont mentionné le sujet (les participants pouvaient indiquer leur intérêt pour le nombre de sujets qu'ils souhaitaient).

De plus, 83,2% d'entre eux seraient intéressés par au moins trois sujets politiques en Guadeloupe. La plupart se sont intéressés à ces questions depuis un an à trois ans à 38,6%, ou trois à dix ans à 30,4%. Seuls 13,3%

des jeunes participants sont intéressés par ces enjeux depuis plus de 10 ans et 8,2% des répondants ont admis ne pas s'y intéresser.

Malgré leur intérêt pour les sujets politiques de l'île, peu d'entre eux publient ou partagent du contenu relatif à ces enjeux de manière régulière : 31,5% partagent du contenu de temps à autre et 55,8% n'en partagent pas ou rarement. De même, beaucoup de jeunes de notre échantillon recherchent de l'information en ligne en lien avec le chlordécone ou consultent des sites internet en lien avec ce même enjeu que de temps à autre. De manière générale, les personnes sondées ne feraient pas confiance « aux politiciens et aux institutions » locales et nationales : en moyenne, leur niveau de confiance est de 3,36 à l'échelle nationale, et 3,52 à l'échelle locale, sur une échelle de 0 à 10. Leur manque de participation pourrait alors s'expliquer par un manque de confiance envers la classe politique et ses institutions.

Le Tableau 4.12 indique qu'il existe des corrélations positives et significatives entre la participation politique en ligne et hors ligne et le niveau d'intérêt pour la politique nationale, les enjeux environnementaux, les sujets politiques et la politique en général. Pour le niveau d'intérêt pour un sujet politique en Guadeloupe, elle atteint pour la participation hors ligne ($r=0,414$, $N=166$, $p\leq 0,01$) et en ligne ($r=0,324$, $N=166$, $p\leq 0,01$).

Par conséquent, chez les jeunes guadeloupéens de notre échantillon, la consommation médiatique et l'intérêt politique sont souvent associés à la participation politique. Pour les connaissances politiques, l'indicateur à notre disposition ayant une capacité discriminante limitée, les résultats sont plus suggestifs que concluants. De manière générale, nos résultats nous montrent que les participants possédant plus de motivations politiques participent davantage en moyenne que ceux qui en ont moins. L'hypothèse H4 est ainsi validée.

Tableau 4.12 : Corrélation entre la participation politique et les variables d'intérêt politique

	Niveau d'intérêt : Les enjeux environnementaux (N=164)	Niveau d'intérêt : La politique nationale (N=157)	Niveau d'intérêt : La politique en Guadeloupe (N=161)	Niveau d'intérêt pour un sujet politique en Guadeloupe ¹⁰ (N=166)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	0,207**	0,211**	0,367**	0,414**
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	0,170*	0,331**	0,296**	0,324**
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,09	0,037	0,153	0,174*
Fréquence de publications de contenus relatifs aux enjeux politiques de l'île (1-jamais à 5-très souvent)	0,211**	0,155	0,396**	,344**
Recherches d'informations en ligne en lien avec le Chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	0,248**	0,162*	0,273**	0,207**
Consultation de sites internet en lien le Chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	0,045	0,036	0,170*	0,148
** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).				
* La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).				

4.5 Le recrutement : la densité, l'influence et les habitudes du réseau des participants

Pour finir, nous avons étudié les ressources sociales des participants afin de déterminer l'influence éventuelle de leur entourage sur leur participation politique. Rappelons que notre dernière hypothèse est la suivante :

¹⁰ L'indicateur du niveau d'intérêt pour un sujet politique en Guadeloupe a été calculé en additionnant le nombre de thèmes mentionnés par les participants, allant de 0 à 9 (Q35_1 À Q35_9 dans le questionnaire).

H5 : Les Guadeloupéens âgés de 18 à 34 ans qui ont des ressources sociales (recrutement) plus importantes participeront davantage que ceux qui en ont moins.

Pour tester cette hypothèse, nous avons mesuré les ressources sociales des participants en termes de densité des réseaux sociaux, d'habitudes de l'entourage en matière d'intérêt et de participation politiques, et de la fréquence des discussions politiques avec des membres de cet entourage.

Concernant la densité de leurs relations sur les médias sociaux, les participants ont rapporté avoir entre 10 et 99 relations à 20,5%, de 100 et 999 relations à 52,2%, et de 1000 à 9 999 relations chez 16,8% d'entre eux. Ainsi, une grande majorité des jeunes de notre échantillon possèdent entre 100 et 9999 relations, ce qui signifie qu'ils possèdent possiblement de grandes ressources sociales en termes de recrutement. Nous les avons également interrogés sur les habitudes de leur entourage en termes de participation, et il est ressorti que 93,1% des jeunes pensent que leurs familles, amis ou collègues vont voter aux élections. Ils pensent également à 91,8% que les membres de leur entourage sont intéressés par les enjeux politiques de l'île, qu'ils suivent l'actualité politique (87,3%) et partagent du contenu sur leurs médias sociaux (67,9%). Par contre, ils sont moins nombreux à penser que leur entourage participe à des manifestations (32,7%). De plus, près de la moitié des répondants estiment que leur entourage boycotte certaines entreprises.

En termes de fréquence des discussions politiques, 47,9% d'entre eux auraient des discussions de temps à autre, contre 33,3% de souvent à très souvent et 18,8% rarement ou jamais. Bien qu'ils considèrent leur entourage actif politiquement, plus de la moitié des jeunes guadeloupéens considèrent que les discussions avec leur entourage n'influencent pas leur choix politique. Ceux qui affirment observer une influence de ces discussions sur leurs choix politiques ont précisé que cela leur permettrait de développer une pensée critique et de changer leur vision de certains événements. D'ailleurs, plusieurs ont mentionné le fait qu'ils étaient surtout influencés par leur famille et leurs parents : ils leur auraient permis de se faire une idée plus précise de ce qu'est la politique. L'un de nos participants a d'ailleurs déclaré : « Oui, le débat m'a beaucoup aidé à creuser certains enjeux, à me documenter ou à questionner les fondements de mes opinions. Ma conscience politique découle de ces débats avec mes proches ».

Le Tableau 4.13 montre que la fréquence des discussions politiques avec l'entourage est positivement et significativement corrélée à la participation politique ($r = 0,468$, $N=165$, $p \leq .01$) pour les activités hors ligne et ($r = 0,482$, $N=165$, $p \leq .01$) pour les activités en ligne. Quant aux quatre autres activités politiques, la corrélation est modérée et significative avec les discussions. Pour la densité du réseau, elle est

significativement associée aux activités politiques en ligne ($r = 0,172$, $N=161$, $p \leq 0,05$), mais pas hors ligne. Et pour les habitudes de l'entourage en termes de participation, elles auraient surtout un lien avec les activités hors ligne ($r = 0,334$, $N=134$, $p \leq 0,01$).

Tableau 4.13 : Corrélations entre la participation politique et les ressources sociales (recrutement)

	Habitudes de l'entourage ¹¹ (N=134)	Densité des relations sur les médias sociaux (N=161)	Fréquence des discussions politiques avec l'entourage (N=165)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	0,334**	0,125	0,468**
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	0,15	0,172*	0,482**
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,156	0,124	0,253**
Fréquence de publications de contenus relatifs aux enjeux politiques de l'île (1-jamais à 5-très souvent)	0,149	0,151	0,282**
Recherches d'informations en ligne en lien avec le Chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	0,198*	0,092	0,311**
Consultation de sites internet en lien le Chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	0,113	0,026	0,134
** La corrélation est significative au niveau 0.01 (bilatéral).			
* La corrélation est significative au niveau 0.05 (bilatéral).			

Enfin, la plupart des répondants ont déclaré être sollicités à s'engager politiquement principalement à travers les médias sociaux (30,1%), puis en second lieu au travail ou à l'école (23,1%). Près de 34% ont mentionné le fait qu'ils ne sont sollicités dans aucun milieu. (*Voir Annexe G*) Il est intéressant de constater que très peu d'entre eux sont sollicités à participer en politique dans le milieu associatif, qu'il soit politique ou non : cela pourrait s'expliquer par le fait qu'ils ne sont pas particulièrement impliqués dans ce milieu. Pour une très

¹¹ L'indicateur des habitudes de l'entourage a été calculé en additionnant le nombre d'éléments témoignant de l'engagement et de l'intérêt politique des membres de l'entourage (allant de 0 à 6, sur la base des réponses aux questions Q45_1 à Q45_6).

grande majorité, les médias sociaux sont également le principal milieu d'exposition à des messages politiques puisque près de 70% de nos répondants seraient exposés à ces messages sur les réseaux. Le travail ou l'école seraient les seconds lieux d'exposition à des messages politiques chez 13% des participants. Quant à l'Église, elle a été très peu mentionnée comme milieu de sollicitation chez les jeunes de l'étude, et n'a pas été mentionnée comme milieu d'exposition à des messages politiques : cela pourrait être le résultat d'un taux de fréquentation des églises de plus en plus bas chez les jeunes. Les médias sociaux restent le principal milieu de sollicitation et d'exposition à la politique chez les jeunes guadeloupéens. Seuls 8,1% des participants ont mentionné ne pas être exposés à des messages politiques, et ce peu importe le milieu.

Nos résultats indiquent que ce serait surtout la fréquence des discussions politiques avec l'entourage qui pourrait avoir un impact sur la participation. Concernant la densité des relations sur les médias sociaux, elle n'aurait un lien qu'avec l'indice de participation en ligne. De même, les habitudes de l'entourage n'ont pas vraiment de liens avec la participation en ligne, toutefois nous avons observé une corrélation avec le nombre d'activités réalisées hors ligne. Par conséquent, notre hypothèse est validée, bien que celle-ci le soit de manière différenciée selon les indicateurs. Les activités politiques réalisées par l'entourage des participants sont avant tout hors ligne ; l'influence se fait donc sentir sur la participation du même type. Dans le même sens, avoir un large réseau en ligne est tributaire d'une présence et d'activités en ligne ; sans surprise, la corrélation avec la participation en ligne est présente, bien que moins forte qu'on aurait pu s'y attendre.

4.6 Interprétation des résultats et discussion

4.6.1 La participation politique des jeunes guadeloupéens

La participation politique est un phénomène complexe. En termes de modalités de participation, les taux de participations en ligne et hors ligne restent très similaires chez les jeunes guadeloupéens de notre échantillon. Nos résultats ont montré que la participation en ligne est légèrement plus élevée par rapport à celles hors ligne. En effet, nous avons choisi de limiter les activités en ligne à la dernière semaine par rapport aux activités hors ligne qui sont limitées à la dernière année afin d'avoir des résultats plus comparables. Si nous avions créé les mêmes échelles pour les deux types d'activités, cela aurait créé des disparités au niveau de la validité des indices de participation : celui des activités politiques en ligne aurait forcément été plus élevé puisqu'il s'agit d'activités nécessitant moins de temps et d'efforts que celles en ligne. Il nous a semblé plus pertinent d'adapter notre échelle afin de mieux déceler les actes de participation chez nos participants.

En termes de participation hors ligne, nos résultats ont démontré que les jeunes guadeloupéens participent en grande majorité depuis moins de trois ans et surtout dans des activités en lien avec les enjeux

environnementaux tels que la pratique de la consommation responsable (51,2%), le boycott de certaines entreprises (45,8%) ou la signature de pétition (42,2%). En tant que crise sociale et politique, les scandales autour du chlordécone pourraient expliquer ces résultats et l'intérêt des jeunes pour les enjeux environnementaux et sanitaires. Néanmoins, nous avons observé que malgré leur intérêt déclaré pour ce type d'enjeux, la plupart des jeunes de notre échantillon ne participent pas à des actions hors ligne telles que les marches de sensibilisation ou les manifestations anti-chlordécone. Pourtant, le chlordécone reste un enjeu environnemental majeur en Guadeloupe, cela peut donc sembler paradoxal. Il serait intéressant d'approfondir dans les prochaines études, la cause de leur non-engagement malgré leur intérêt marqué pour ce type d'enjeux. Concernant le lien de causalité, ces résultats tendent à penser que ceux qui s'intéressent aux enjeux environnementaux sont des personnes déjà politisées, ce ne sont pas ces enjeux qui les politisent.

Concernant leur participation en ligne, beaucoup d'entre eux ont regardé du contenu politique (68,7%), discuté avec quelqu'un en privé (47%) ou interagis avec un contenu politique quelconque sur les médias sociaux (31,9%), au cours de leur dernière semaine. Tout comme les activités en hors ligne, nos résultats ont montré que la plupart seraient actifs depuis moins de trois ans. Toutefois, peu d'entre eux suivent plus de trois comptes politiques sur leurs médias sociaux et échangent régulièrement de politique dans des espaces publics en ligne comme des forums ou des commentaires. Cela pourrait se justifier par le fait que près de la moitié de nos participants sont des étudiants (48%), âgés de 22 à 25 ans (65,1%), et par conséquent, leur conscience politique apparaît au fur et à mesure.

Si l'on prend les résultats dans leur globalité, nous avons pu constater que les moyennes des activités en ligne en fonction de nos différents indicateurs sont généralement plus élevées que celles hors ligne. En plus de cela, la moyenne générale des activités en ligne est de 2,36, et de 2,15 pour les activités hors ligne. Notre première hypothèse (H1) est en partie validée puisque la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens de notre échantillon est davantage en ligne, bien qu'elle reste très similaire à celle hors ligne. Cela rejoint les conclusions faites par plusieurs études sur la participation politique bien que l'écart entre les deux types de participation reste beaucoup moins flagrant que celui des autres études.

4.6.2 Les moments formateurs : *Mè 67*, la grève générale de 2009, le chlordécone et la Covid-19

Nous avons demandé à nos participants de mentionner un ou des événements politiques qui les ont marqués, et près de la moitié d'entre eux ont mentionné la grève générale de 2009 en première position, suivis et de la crise sanitaire de la Covid-19 et de *Mè 67*. Ces réponses viennent rejoindre nos hypothèses concernant les événements politiques marquants en Guadeloupe.

Nous n'avons pas été surpris par le fait que la grève générale du LKP soit l'évènement politique le plus mentionné par les jeunes de notre étude puisque la majorité d'entre eux l'ont vécu personnellement : 96,4% des participants ont déclaré avoir souvenirs liés à cet évènement. Dans notre cadre théorique, nous avons vu l'impact de cet épisode dans l'histoire politique de la Guadeloupe ; pendant 44 jours, l'île a été touchée par d'importants blocages, et d'une crise économique à cause de la fermeture des écoles et des magasins. Plusieurs participants ont mentionné le fait qu'il s'agisse d'un souvenir lointain, tandis que d'autres ont admis avoir compris, malgré leur jeune âge, qu'il s'agissait d'un évènement inédit en Guadeloupe. Pour beaucoup, cette grève a été leur premier contact avec l'univers politique. Quelques-uns ont d'ailleurs mentionné le fait d'avoir vu ou d'avoir accompagné leur parent sur les piquets de grève.

Nos résultats ont également démontré que les participants connaissant les évènements de *Mè 67* participent à plus d'activités politiques, en ligne comme hors ligne. Bien que cet évènement n'ait pas été vécu directement par les participants, il reste associé à la participation des jeunes guadeloupéens, contrairement à la grève de 2009, où il est difficile de l'affirmer avec certitude puisqu'il n'y a pas vraiment de variations chez les jeunes qui ont un souvenir de la grève (96,4%). Notre hypothèse (H2a) n'est donc pas complètement rejetée. Cependant, il faudrait approfondir les recherches par rapport à l'influence de la grève de 2009 sur leur participation en étudiant le lien entre la participation et les connaissances politiques de l'évènement, par exemple.

À l'inverse, les scandales autour du chlordécone ont été peu mentionnés comme évènement politique marquant par les participants, malgré leur intérêt marqué pour les enjeux environnementaux. Près de 70% des participants ont déclaré s'intéresser à des sujets touchant la santé et l'environnement, plutôt que des sujets purement politiques tels que les politiques publiques ou le postcolonialisme et l'indépendantisme. Toutefois, leur intérêt pour ces enjeux n'irait pas jusqu'à la mise en place concrète d'actions politiques telles que le partage de contenu politique, la consultation de sites ou la recherche d'informations en ligne en lien avec le chlordécone ou l'environnement. Bon nombre d'entre eux sont familiers avec les récents scandales autour du chlordécone : ils en auraient entendu parler surtout à travers le bouche-à-oreille et la télévision. Cependant, les manifestations récentes anti-chlordécone n'auraient pas eu d'influence sur l'augmentation de leur intérêt pour cet enjeu. De manière générale, nos résultats révèlent que les jeunes plus familiers aux enjeux du chlordécone participent davantage hors ligne comme en ligne. Ces contradictions mettent en valeur la question de la direction du lien de causalité entre l'intérêt pour l'enjeu et la participation : nous pouvons nous demander si c'est l'enjeu du chlordécone qui politise ou au contraire, s'il y a un intérêt pour cet enjeu parce que les jeunes sont déjà politisés. D'après nos résultats, ceux qui participent davantage à des activités politiques en lien avec le chlordécone sont ceux qui sont très familiers avec l'enjeu, nous pouvons

donc supposer que l'intérêt pour cet enjeu est présent chez des jeunes déjà politisés. Les récents scandales ont sûrement, d'une manière ou d'une autre, influencé l'intérêt des jeunes pour les enjeux environnementaux. Aussi, nous pouvons supposer que la pression des pairs sur les médias sociaux, les motive à davantage s'intéresser à l'enjeu, sans pour autant les pousser à s'impliquer politiquement.

Concernant les actions contre les mesures sanitaires de la Covid-19, près de la moitié des participants ont déclaré ne pas avoir réalisé d'actions. Pourtant, beaucoup d'articles de journaux ont mentionné la présence des jeunes sur les barrages anti-mesures en novembre dernier. (Lab, 2022 ; Robin, 2021 ; Lecas, 2021) Lorsque l'on se penche sur les actions les plus réalisées par les jeunes de notre échantillon, les activités qui reviennent le plus souvent sont la dénonciation des mesures sur les médias sociaux et la signature de pétition : seuls 6% d'entre eux ont admis avoir participé à des blocages et 13,3% à des manifestations ou des marches de sensibilisation. Assister à un débat public reste la deuxième activité, la moins réalisée dans le cadre de la crise sanitaire de la Covid-19 à 8,4%. Une nouvelle fois, nos résultats ont démontré que les jeunes guadeloupéens préfèrent s'adonner à des activités en ligne plutôt que hors ligne. Les répondants qui ont mentionné la crise sanitaire comme étant un événement politique marquant réalisent en moyenne 2,76 activités hors ligne et 3,04 activités en ligne. Toutefois, peu de participants ont directement mentionné la crise de la Covid-19 comme étant un événement marquant, nous ne pouvons pas confirmer une influence directe de cette crise sur les taux de participations des jeunes guadeloupéens. Étant un phénomène assez récent, l'analyse de cette crise mondiale est plus compliquée à réaliser puisque la situation est en constante évolution. Par conséquent, nos résultats indiquent que les jeunes les plus au fait et les plus intéressés par l'enjeu du chlordécone ont tendance à davantage participer en ligne comme hors ligne. Toutefois, nous ne pouvons pas affirmer la même influence pour la crise sanitaire de la Covid-19. Notre hypothèse (H2b) est donc partiellement validée.

En conséquence, l'hypothèse générale (H2) n'est validée que partiellement puisque dans les cas de la grève générale et de la pandémie de la Covid-19, nous ne pouvons pas affirmer que ces événements ont eu un impact sur la participation des jeunes en Guadeloupe. Néanmoins, il semble que les connaissances sur *Mè 67* et l'intérêt pour les scandales autour du chlordécone ont une influence sur la participation politique des jeunes en Guadeloupe.

4.6.3 Les ressources : le statut socio-économique et les habiletés civiques

En termes de ressources, nos résultats ont démontré que pour notre échantillon, le statut socio-économique n'est pas un déterminant significatif de la participation. Notre échantillon étant composé de beaucoup d'étudiants, il a été difficile pour nous de déterminer le statut socio-économique à partir du revenu moyen

annuel étant donné que les étudiants ont tendance à dépendre financièrement de leur parent pendant plusieurs années. Pour déterminer leur statut socio-économique, nous avons choisi de nous appuyer sur leur diplôme le plus élevé obtenu et leur statut professionnel. À partir de nos données, nous avons observé que le diplôme le plus élevé obtenu n'a pas d'effets directs sur la participation puisque des jeunes possédant un baccalauréat français ou un diplôme équivalent au niveau Bac+3 auraient une participation politique similaire. Pour le statut professionnel, si l'on exclut de notre mesure les étudiants, nos résultats ont démontré que les jeunes de milieux professionnels supérieurs participent davantage que ceux de professions techniques ou intermédiaires. Dans ce cas, notre hypothèse (H3a) n'est confirmée que partiellement.

Enfin, les habiletés civiques des participants auraient un impact sur leur participation puisque nos données indiquent que plus les jeunes sont habitués à prendre régulièrement la parole en public, plus ceux-ci s'impliqueraient politiquement hors ligne et en ligne. L'aptitude à la prise de parole en public est ici considérée comme une ressource d'un point de vue individuelle. Les corrélations entre l'aptitude à la prise de parole en public et le nombre d'activités politiques en ligne et hors ligne sont également très significatives : par exemple, ceux qui prennent la parole très souvent en public réalisent 3,29 activités en ligne et ceux ne prenant jamais la parole en public réalisent 1,53 activités en ligne. Ces résultats rejoignent alors les conclusions de Verba et ses collègues qui considèrent que plus les citoyens auraient d'habiletés civiques, plus ils participeraient politiquement. L'hypothèse (H3b) est confirmée.

Par conséquent, l'hypothèse (H3) n'est confirmée que partiellement puisque dans le cas des ressources économiques, nos résultats révèlent que le statut socio-économique n'a pas nécessairement d'influence sur la participation dans le cas de notre échantillon.¹²

4.6.4 Les motivations politiques : les connaissances politiques, la consommation médiatique et l'intérêt politique

En ce qui est à trait aux motivations politiques, la majorité des participants possèdent des connaissances politiques de base sur la Guadeloupe. La corrélation entre l'indice des connaissances politiques et la participation est significative pour les activités en ligne à ($r=0,162$, $N=166$, $p\leq 0,05$). Par conséquent, il semblerait que les connaissances politiques aient une influence modérée sur la participation.

Pour déterminer les motivations politiques des jeunes, nous avons également mesuré leur consommation médiatique pour s'informer par rapport à l'actualité. Nos résultats ont confirmé que la nature du média utilisé pour s'informer par rapport à l'actualité politique a une influence sur le taux de participation politique

¹² Il est important de noter que nous n'avons pas considéré le temps, le troisième type de ressources dans le modèle de Verba *et al.* (1995) car les résultats de leur étude n'ont pas été assez concluants pour le temps.

des jeunes guadeloupéens. Les jeunes qui consomment entre une heure et trois heures par jour des médias, en particulier les journaux papier et électroniques pour s'informer par rapport à l'actualité, participent plus que les autres. Près de 50% des participants utilisent les médias sociaux ou les journaux électroniques entre une et trois heures pour s'informer en politique. La radio et la télévision restent beaucoup moins utilisées. Par conséquent, le type de média utilisé pour s'informer, a une influence sur la participation politique, et témoigne de l'intérêt des participants pour l'univers politique.

L'intérêt politique est un indicateur important également afin de mesurer les motivations politiques : près de 70% des participants ont admis avoir un intérêt élevé pour la politique en Guadeloupe, tandis que seuls 28% s'intéresseraient à la politique nationale. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les enjeux politiques en Guadeloupe touchent directement à leur quotidien et par conséquent, attirent directement l'attention des jeunes par rapport à la politique nationale. Dans les deux cas, il semblerait que plusieurs d'entre eux ne feraient pas confiance aux politiciens et aux institutions locales et nationales. Dans les chapitres précédents, nous avons vu que 53% des jeunes Antillo-guyanais n'iraient pas voter aux élections, car ils considéraient qu'elles ne changeraient rien à leur vie (INJEP, 2020). Il est clair que le manque de confiance à l'égard de la classe politique vient jouer un rôle dans leur vision de la politiquement. Néanmoins, nos résultats ont démontré que près de 60% des jeunes de notre échantillon auraient voté aux dernières élections présidentielles de 2022 et près de 80% considèrent le fait d'aller voter comme très important. Il est clair que nos résultats ne sont pas généralisables à l'ensemble de la jeunesse guadeloupéenne puisque notre échantillon pâtit d'un biais de sélection, néanmoins, les participants de cette étude gardent une opinion marquée sur le fait d'aller voter aux élections et cela montre tout de même une forme d'intérêt envers l'avenir politique. De manière générale, leur intérêt politique semble influencer de façon positive leur participation bien que dans le cas de l'environnement cela ne les pousse pas directement à l'action. Notre hypothèse (H4) est confirmée : les jeunes qui ont plus de motivations politiques participent davantage, bien que leur connaissance politique de base sur la Guadeloupe n'ait pas d'influence directe sur leur participation dans le cas de notre échantillon.

4.6.5 Le recrutement et les ressources sociales

Enfin, il semblerait que les ressources sociales des participants aient surtout un impact sur les activités en ligne, cela pourrait s'expliquer par le fait que la densité de leur réseau est plus grande en ligne que hors ligne. Près de 52,2% des participants ont déclaré avoir entre 100 et 999 relations sur leurs médias sociaux. Dans le questionnaire, ils avaient également déclaré à 47% avoir discuté de politique avec quelqu'un en privé sur un média social au cours de leur dernière semaine. Pour un grand nombre d'entre eux, les médias sociaux seraient non seulement un milieu d'exposition à des messages politiques, mais également le

principal milieu de sollicitation à s'engager politiquement. Une fois de plus, l'univers en ligne s'avère être un vecteur important de mobilisation politique et un outil très utilisé par les jeunes lorsqu'il s'agit de s'informer et discuter de politique. Il semblerait que la diversité des relations sur leur réseau social en ligne, et leur entourage immédiat, soient associés à la participation politique dans le cadre précis où ces réseaux ont été formés. Bien qu'une majorité de nos participants ne considèrent pas que leurs discussions politiques avec leur entourage influencent leurs choix politiques, nos résultats ont indiqué que ces discussions sont directement associées à leur participation politique ; les corrélations entre la fréquence des discussions politiques avec l'entourage et le nombre d'activités en ligne et hors ligne restent très significatif, avec ($r = 0,482$, $N=165$, $p \leq 0,01$) et ($r = 0,468$, $N=165$, $p \leq 0,01$), respectivement.

Pour un certain nombre de participants, le milieu de travail et l'école restent les seconds milieux de sollicitation et d'exposition aux messages politiques. Chez les jeunes guadeloupéens de notre étude, l'Église et les milieux associatifs n'ont été que très peu mentionnés comme lieux de socialisation politique.

L'ensemble de ces résultats viennent confirmer le fait que les jeunes possédant plus de ressources sociales (recrutement) ont tendance à davantage participer politiquement. Notre hypothèse (H5) est confirmée. Les jeunes guadeloupéens, à l'image des dernières générations, sont également ancrés dans l'univers numérique et semblent réaliser davantage d'activités en ligne. Néanmoins, la densité de leurs relations sur les médias sociaux n'aurait pas d'incidences sur leur participation. Ce serait surtout la fréquence des discussions avec l'entourage qui auraient un effet significatif sur leur participation hors ligne et en ligne, et les habitudes de l'entourage pour les activités hors ligne.

CONCLUSION

Le concept de participation politique est polysémique, protéiforme et multidimensionnel. Comme il a été démontré, la participation politique des jeunes a évolué à travers le temps et l'apparition des nouvelles technologies et modalités de participation a montré la nécessité de repenser le terme de participation pour le transposer au domaine en ligne.

Dans ce mémoire, nous avons décidé de nous concentrer sur la participation politique des jeunes guadeloupéens. Peu d'études traitent de ce sujet, c'est la raison pour laquelle nous avons trouvé pertinent d'aller recueillir de l'information directement auprès des jeunes. Notre objectif était de mesurer leur participation politique en ligne et hors ligne. Pour ce faire, nous avons créé un sondage en ligne afin de mieux comprendre la nature de leur engagement politique et les facteurs pouvant le structurer. Nous nous sommes particulièrement intéressés à l'influence des ressources, des motivations, du recrutement et des événements politiques marquants, en nous inspirant des théories proposées par Verba, Schlozman et Brady (1995) et Ihl (2002).

Si l'on prend les résultats dans leur globalité, nous avons pu constater que les moyennes des activités en ligne en fonction de nos différents indicateurs sont sensiblement plus élevées que celles hors ligne. La moyenne générale des activités en ligne est de 2,36, et de 2,15 pour les activités hors ligne. Notre première hypothèse a été validée puisque la nature de la participation politique des jeunes guadeloupéens de notre échantillon est davantage en ligne, bien qu'elle reste très similaire à celle hors ligne. En fin de compte, ce faible écart entre les deux types de participation pousse à la réflexion, et est venu modérer notre cyberoptimisme de départ.

Par rapport au rôle des événements politiques dans l'implication politique des jeunes guadeloupéens, nos résultats démontrent qu'ils ont de l'influence, mais qu'elle reste tout de même limitée : dans le cas de la grève de 2009, les souvenirs de la grève ne nous ont pas permis de déterminer si le taux de participation est supérieur pour ceux qui ont des souvenirs puisque la très grande majorité en avait. Il a tout de même été intéressant d'observer que selon leur perception, cette grève a été pour certains de « longues vacances » et pour d'autres une crise économique importante, voire un éveil des consciences sur la dépendance de la Guadeloupe vis-à-vis du gouvernement français. Dans le même sens, la mention de la Covid-19 comme événement marquant ne nous a pas permis d'établir une association directe avec la participation politique des jeunes en Guadeloupe. Dans les cas de *Mè 67* et des scandales autour du chlordécone, nous avons observé que les jeunes les plus au fait de ces événements et les plus intéressés ont tendance à réaliser

davantage d'activités politiques en ligne comme hors ligne. Dans le cas du chlordécone, nos résultats tendent à démontrer que cet enjeu touche certainement des jeunes qui s'intéressent déjà au monde politique. Tel que le relève Ihl (2002), les événements politiques marquent les consciences, et restent des éléments importants à considérer dans le processus de socialisation politique. Notre étude a démontré que cette théorie des événements politiques marquants reste pertinente quand on veut étudier la participation politique des jeunes : les événements politiques peuvent conditionner leur façon de voir et penser le monde. D'ailleurs, il serait intéressant pour de futures recherches d'approfondir l'analyse des impacts de la grève de 2009 dans le processus de politisation chez les jeunes adultes en Guadeloupe.

Quant aux ressources, l'analyse des ressources économiques en tant que déterminant de la participation a été plus complexe conformément à la nature de notre échantillon. Près de la moitié de nos participants étant des étudiants qui ont un revenu moyen de moins de 10 000 euros, il a été difficile pour nous de déterminer leur statut socio-économique réel. En raison de leur âge, la majorité des participants sont certainement encore dépendants financièrement de leurs parents et donc, il a été plus compliqué de déterminer leur véritable revenu. Toutefois, nos résultats ont démontré que le diplôme le plus élevé obtenu et le statut professionnel n'étaient pas nécessairement associés à la participation. Quant aux habiletés civiques, nos conclusions rejoignent celles de Verba *et al.*(1995) puisque plus les participants auraient l'habitude de prendre la parole en public, plus ceux-ci participeraient politiquement. Dans l'ensemble, l'hypothèse sur les ressources n'est confirmée que partiellement. La nature de l'échantillon ne nous a pas permis de dire avec certitude que les jeunes qui s'impliquent plus politiquement ont plus de ressources que ceux ne s'impliquant pas, mis à part pour les habiletés civiques.

Les jeunes qui ont un intérêt pour les enjeux politiques de l'île, ont tendance à participer davantage. Par la même occasion, ceux qui ont l'habitude de s'informer régulièrement par rapport à l'actualité dans les médias, surtout les journaux papier, participent également davantage. Toutefois, les connaissances politiques ne permettent pas de mesurer la participation politique des jeunes guadeloupéens dans notre étude. Dans l'ensemble, les jeunes de notre échantillon sont tout de même sensibles aux enjeux politiques de l'île, et ont un fort intérêt pour les enjeux environnementaux et sanitaires, bien qu'ils n'aillent pas jusqu'à participer à des manifestations ou marches de sensibilisation en lien avec ces enjeux.

En Guadeloupe, l'engagement politique est facilité par la vie professionnelle, syndicale et associative. Le militantisme reste l'une des formes les plus valorisées, en partie en raison du contexte postcolonial de l'île. Lorsque l'on a demandé à nos participants s'ils avaient réalisé des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19, près de 45% ont admis l'avoir fait, en particulier sur les médias sociaux. La plupart

des études sur la participation politique des jeunes Antillo-guyanais indiquent une participation plutôt « timide » de leur part. Dans le cas de notre échantillon, nous voyons que ce n'est pas forcément le cas, mais nous avons conscience qu'il ne s'agisse pas forcément d'un échantillon représentatif de la participation des jeunes guadeloupéens. Nous avons également conscience que le choix des indicateurs, notamment pour les connaissances politiques et la méthode de recrutement des participants, ont pu influencer d'une manière ou d'une autre les résultats.

Néanmoins, cette étude a permis de comprendre des informations importantes sur la nature de leur participation et possiblement, d'ouvrir la voie à davantage de recherches sur le sujet. En nous inspirant des théories du *Civic Voluntarism* et de la socialisation des événements politiques, nous avons pu montrer comment il est possible de combiner des théories distinctes afin de les adapter à un contexte d'étude différent. Verba et ses collègues ont développé une théorie qui est devenue un classique des sciences politiques. À partir de leur modèle des ressources, nous avons transposé leurs idéologies à la sphère numérique, tout en repenser le terme de participation politique, afin de mieux rendre compte de la nature complexe de la participation chez les jeunes. À l'avenir, il serait intéressant de comparer la participation politique des jeunes guadeloupéens avec celles des jeunes d'autres départements français d'outre-mer qui partagent un contexte politique similaire tel que celui de la Guyane ou de la Martinique. Il reste encore beaucoup à explorer sur le sujet, mais nous espérons que ce travail puisse servir de tremplins pour de futures recherches.

ANNEXE A

QUESTIONNAIRE

Q2 Consentez-vous à participer à cette étude ?

- Je consens (1)
- Je ne consens pas (2)

Q3 Merci de votre intérêt pour notre étude.

Tout d'abord, nous aimerions savoir quelques informations à propos de vous afin de vérifier si vous êtes éligibles à participer à ce sondage. Pouvez-vous répondre à chacune des questions suivantes :

Q4 Dans quelle tranche d'âge vous situez-vous ?

- Moins de 18 ans (1)
- 18 à 21 ans (2)
- 22 à 25 ans (3)
- 26 à 29 ans (4)
- 30 à 34 ans (5)
- 35 à 40 ans (6)
- Plus de 40 ans (7)

Q5 Êtes-vous originaire des îles de Guadeloupe (exclusions Saint-Martin et Saint-Barthélemy) ?

- Oui (1)
- Non (2)

Q6 Avez-vous habité au moins dix ans de votre vie en Guadeloupe ?

- Oui (1)
- Non (2)

Q7 À quelle fréquence consultez-vous l'actualité dans les médias ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q8 Combien de temps par jour en moyenne passez-vous à lire/écouter l'actualité politique ?

	Pas du tout (1)	Moins d'une heure (2)	Entre une heure et trois heures (3)	Plus de trois heures (4)	Je ne sais pas/ Je ne veux pas répondre (5)
Journaux papier (1)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Journaux électroniques (2)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Réseaux sociaux (par ex. Instagram, Youtube, Facebook, WhatsApp) (3)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Télévision (4)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Radio ou Podcast (5)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Autres (précisez) (6)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q9 En général, dans quel(s) but(s) utilisez-vous les médias sociaux ? Vous pouvez sélectionner plusieurs réponses.

- M'informer par rapport à l'actualité (1)
- Me divertir (2)
- Apprendre de nouvelles choses (3)
- Communiquer avec des gens / rencontrer des nouvelles personnes (4)
- Autres (veuillez spécifier) (5) _____
- Je ne sais pas/ Je ne veux pas répondre (6)

Q10

Maintenant nous aimerions vous poser quelques questions à propos de l'histoire et de la politique en Guadeloupe.

Q11 En quelle année la Guadeloupe est-elle devenue un département français d'Outre-mer ?

- 1848 (1)
- 1946 (2)
- 1967 (3)
- 2009 (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q12 Quel est le nom du Président du Conseil régional de la Guadeloupe depuis 2015 ?

- Victorin Lurel (1)
- Josette Borel-Lincertin (2)
- Ary Chalus (3)
- Guy Losbar (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q13 Selon vous, qu'est-ce que le Chlordécone ?

- Une espèce de plante (1)
- Un insecticide toxique (2)
- Un produit pour piscine (3)
- Un médicament contre le cancer (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q14 Parmi ces personnalités politiques, lesquelles ont fait/ont partie du système politique **guadeloupéen** ? Vous pouvez sélectionner plusieurs réponses.

- Marie-Luce Penchard (1)
- Sébastien Lecornu (2)
- Josette Borel-Lincertin (3)
- Charles de Gaulle (4)
- Victorin Lurel (5)
- Christiane Taubira (6)
- Laura Flessel (7)
- Je ne sais pas / je ne veux pas répondre (8)

Q15 Quelle organisation syndicale prône l'indépendance de l'île par rapport à la France ?

Page Break

Q16 Veuillez nommer un(e) maire guadeloupéen(ne) exerçant actuellement :

Q17 Précisez de quelle commune il(elle) est responsable ?

Q18 Sur une échelle de 0 (pas du tout) à 10 (très important), comment considérez-vous le fait d'aller voter aux élections ?

	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	
Pas du tout important	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	Très important

Page Break

Q19 Avez-vous voté aux dernières élections présidentielles ?

- Oui (1)
- Non (2)
- Je ne me souviens pas (3)
- Je n'étais pas éligible (4)
- Je ne veux pas répondre (5)

Q20 Parmi ces activités, quelles sont celles que vous avez réalisées au cours des 12 derniers mois ? Veuillez sélectionner toutes les activités auxquelles vous avez participé.

- Assister à une manifestation ou une marche de sensibilisation (1)
- Assister à un débat public concernant des enjeux politiques (2)
- Assister à un discours ou un rassemblement politique (3)
- Signer une pétition à propos d'une question politique ou sociale (4)
- Boycoter un produit ou une entreprise (5)
- Pratiquer la consommation responsable (liée à l'environnement) (6)
- Participer à la vie politique de sa commune/région (7)
- Être membre d'un parti politique ou d'un groupe politique alternatif / indépendant (8)
- Aucune de ces activités (9)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (10)

Page Break

Q21 Depuis combien de temps participez-vous à des activités à caractère politique ?

- Moins d'un an (1)
- Entre un an et trois ans (2)
- Plus de trois ans (3)
- Plus de 10 ans (4)
- Je ne suis pas actif/active politiquement (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q22 Dans un cadre professionnel, scolaire, associatif ou religieux, avez-vous l'habitude de prendre la parole en public afin de faire un discours, une présentation ou de partager une opinion ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q23 Sur vos médias sociaux, combien de comptes de politiciens, de partis politiques ou de groupes de pression et/ou d'intérêt suivez-vous ?

- Aucun (1)
- Moins de 3 (2)
- Entre 3 et 7 (3)
- Plus de 7 (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q24 À quelle fréquence partagez-vous du contenu relatif à la politique sur vos médias sociaux ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q25 Pendant la dernière semaine, avez-vous fait une ou plusieurs de ces activités ? Veuillez sélectionner toutes les activités que vous avez faites.

- Signer une pétition en ligne à propos d'une question politique ou sociale (1)
- Consulter un site partisan (2)
- Publier du contenu politique relatif à une question politique ou sociale (3)
- Partager du contenu politique relatif à une question politique ou sociale (4)
- Interpeller un(e) politicien(ne) sur les réseaux sociaux (identification en stories, messages privés...) (5)
- Regarder des vidéos proposant du contenu politique sur les réseaux sociaux (6)
- Participer à des discussions politiques en ligne (forums, en commentaires) (7)
- Interagir (réactions, j'aime, commentaires, etc.) avec le contenu politique d'un politicien, d'un parti politique ou d'un mouvement social sur les réseaux sociaux (8)
- Discuter de politique avec quelqu'un en privé sur un réseau social (9)

- ⊗Aucune de ces activités (10)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (11)

Q26 Depuis combien de temps vous impliquez-vous politiquement en ligne ?

- Moins d'un an (1)
- Entre un an et trois ans (2)
- Plus de trois ans (3)
- Plus de 10 ans (4)
- Je ne suis pas actif/active politiquement (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q27 Y'a-t-il un ou plusieurs évènements politiques survenus en Guadeloupe (antérieurs ou postérieurs à votre naissance) qui vous a (ont) marqué ? Si oui, pouvez-vous les identifier.

- Oui, (veuillez indiquer le ou lesquels) : (1)

- Non (2)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (3)

Q28 Avez-vous déjà entendu parler des évènements de Mè 67 ?

- Oui (1)
- Non (2)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (3)

Q29 Comment décririez-vous les évènements de Mè 67 ?

Page Break _____

Q30 Avez-vous des souvenirs de la grève générale du groupe Lyannaj Kont Profitasyon (LKP) en 2009 ?

- Oui (1)
- Non (2)
- Je ne veux pas répondre (3)

Q31 Décrivez ces souvenirs en quelques mots.

Q32 Aviez-vous participé aux manifestations ou aux dénonciations lors de cette grève ?

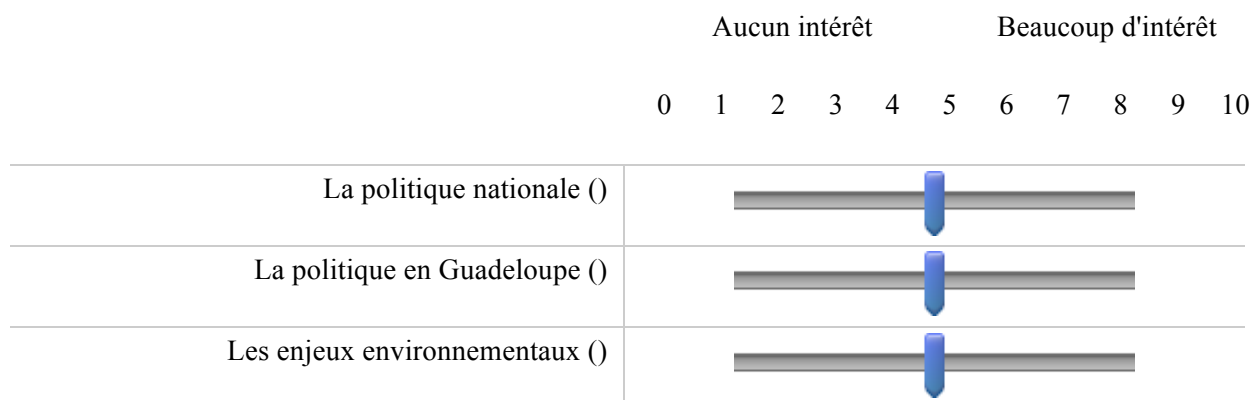
- Oui (1)
- Non (2)
- Je ne veux pas répondre (3)

Page Break

Q33 Aux cours de la dernière année, avez-vous réalisées des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 ? Sélectionnez toutes les actions réalisées.

- Participer à des blocages et/ou des barrages (1)
- Assister à un débat public (2)
- Assister à une manifestation ou une marche de sensibilisation (3)
- Signer une pétition à propos d'une mesure sanitaire (4)
- Dénoncer les mesures sur les réseaux sociaux (5)
- Autre action (précisez laquelle) (6) _____
- Je n'ai pas réalisé d'actions liées aux mesures (7)
- Je ne veux pas répondre (8)

Q34 Sur une échelle de 0 (aucun intérêt) à 10 (beaucoup d'intérêt), comment se situe votre niveau d'intérêt vis-à-vis des enjeux suivants ?



Q35 En général, quel(s) sujet(s) lié(s) à la politique guadeloupéenne vous intéressent-il le plus ? Vous pouvez sélectionner plusieurs sujets.

- Politiques publiques (gouvernementales, régionales et départementales) (1)
- Sujets identitaires (2)
- Post-colonialisme et indépendantisme (3)
- Santé (4)
- Environnement (5)
- Économie de marché (6)
- Tourisme (7)
- Sport et culture (8)
- Autres (précisez): (9) _____
- ☒ La politique guadeloupéenne ne m'intéresse pas (10)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (11)

Q36 Depuis combien de temps vous intéressez-vous aux enjeux politiques de l'île ?

- Moins d'un an (1)
- Entre un an et trois ans (2)
- Plus de trois ans (3)
- Plus de 10 ans (4)
- Je ne m'intéresse pas aux enjeux politiques de l'île (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q37 À quelle fréquence publiez-vous ou partagez-vous du contenu relatif aux enjeux politiques de l'île sur vos médias sociaux personnels ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q38 Quel est votre niveau de connaissances en lien avec les récents scandales autour de la pollution des sols, dû à l'utilisation du Chlordécone ?

- Pas du tout familier (1)
- Peu familier (2)
- Familier (3)
- Très familier (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q39 Comment avez-vous entendu parler du Chlordécone ?

- Dans les journaux papier (1)
- Dans les journaux en ligne (2)
- À la radio (3)
- À la télévision (4)
- Du bouche-à-oreille (5)
- Sur les réseaux sociaux (6)
- Autres, précisez : (7) _____
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (8)

Q40 Considérez-vous que les manifestations dans les dernières années autour de l'enjeu du Chlordécone ont augmenté ou diminué votre intérêt pour les enjeux environnementaux et politiques de l'île ?

- Augmenté beaucoup (1)
- Augmenté un peu (2)
- N'ont pas changé (3)
- Diminué un peu (4)
- Diminué beaucoup (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q41 Avez-vous déjà participé à une manifestation ou une marche de sensibilisation en lien avec l'enjeu du Chlordécone ?

- Non (1)
- Oui, une fois (2)
- Oui, plusieurs fois (3)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (4)

Q42 Recherchez-vous de l'information en ligne en lien avec le Chlordécone et l'environnement ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)



Q43 Consultez-vous des sites internet de partis politiques, d'associations ou d'organisations locales en lien avec le Chlordécone et l'environnement ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Page Break

Q44 Sur une échelle allant de 0 à 10, indiquez de manière générale votre niveau de confiance à l'égard :

0 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Des institutions et politiciens en Guadeloupe ()	
Des institutions et politiciens nationaux ()	

Q45 Savez-vous si votre entourage (famille, amis, collègues, etc.) a l'habitude de réaliser ces activités :

	Je pense que non (1)	Je pense que oui (2)	Je ne sais pas/ne veux pas répondre (3)
Aller voter (1)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Participer à une manifestation (2)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Boycotter une marque ou une entreprise (3)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Partager du contenus politiques sur leurs réseaux sociaux (4)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Être intéressé par les enjeux politiques de l'île et en discuter (5)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Suivre régulièrement l'actualité politique (6)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

Q46 À quelle fréquence discutez-vous d'enjeux politiques et environnementaux avec votre entourage (famille, amis, collègues, etc.) ?

- Jamais (1)
- Rarement (2)
- De temps à autre (3)
- Souvent (4)
- Très souvent (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q47 Pensez-vous que vos discussions politiques en famille ou entre amis ont contribué à influencer vos choix politiques ? Si oui, comment ?

Q48 Sur vos médias sociaux, comment qualifieriez-vous la densité de vos relations (amis, abonnements, abonnés) tous confondus ?

- Inférieure à 10 relations (1)
- Entre 10 et 99 relations (2)
- Entre 100 et 999 relations (3)
- Entre 1000 et 9 999 relations (4)
- Supérieure à 10 000 relations (5)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (6)

Q49 Dans quel milieu considérez-vous être le plus sollicité par votre entourage à vous engager politiquement ?

- Le travail (ou l'école) (1)
- Les associations/organisations politiques (2)
- Les associations/organisations non-politiques (3)
- L'Église (4)
- Les médias sociaux (5)
- Autres (précisez) : (6) _____
- Je ne suis sollicité dans aucun milieu (7)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (8)

Q50 Dans quel milieu considérez-vous être le plus exposé à des messages politiques ?

- Le travail (ou l'école) (1)
- Les associations et organisations politiques (2)
- Les associations et organisations non-politiques (3)
- L'Église (4)
- Les médias sociaux (5)
- Autres (précisez) : (6) _____
- Je ne suis exposé à aucun milieu (7)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (8)

Q51 À quel genre vous identifiez-vous ?

- Femme (1)
- Homme (2)
- Autre, précisez : (3) _____
- Je ne veux pas répondre (4)

Q52 De quelle commune venez-vous ?

Q53 Où habitez-vous présentement ?

- En Guadeloupe (1)
- En France (2)
- Au Canada (3)
- Un autre pays (veuillez préciser lequel): (4)

- Je ne veux pas répondre (5)

Q54 Quel est le diplôme le plus élevé que vous avez obtenu ?

- Diplôme National du Brevet (DNB) (1)
- Baccalauréat général, technologique ou professionnel (2)
- Brevet de technicien supérieur (BTS) (Bac + 2) (3)
- Licence / Diplôme universitaire de technologie (DUT) (Bac + 3) (4)
- Master (Bac + 5) (5)
- Doctorat (Bac + 8) (6)
- Autres (veuillez préciser) (7) _____
- Je ne veux pas répondre (8)

Q55 Quel est/était le statut professionnel de votre père ?

- Agriculteurs, artisans, ouvriers et autres professions techniques (1)
- Employés, commerçants, fonctionnaires et autres professions intermédiaires (2)
- Cadre, chef d'entreprise et autres professions intellectuelles supérieures (3)
- Inactifs (autre que retraités) (4)
- Autre (veuillez préciser) (5) _____
- Je ne veux pas répondre (6)

Q56 Quel est/était le statut professionnel de votre mère ?

- Agricultrices, artisans, ouvrières et autres professions techniques (1)
- Employées, commerçantes, fonctionnaires et autres professions intermédiaires (2)
- Cadres, chefs d'entreprise et autres professions intellectuelles supérieures (3)
- Inactives (autre que retraitées) (4)
- Autre (veuillez préciser) (5) _____
- Je ne veux pas répondre (6)

Q57 Quel est votre statut professionnel ?

- Agriculteurs, artisans, ouvriers et professions techniques (1)
- Employés, commerçants, fonctionnaires et professions intermédiaires (2)
- Cadre, chef d'entreprise et professions intellectuelles supérieures (3)
- Étudiants (4)
- Inactifs (5)
- Autre, précisez : (6) _____
- Je ne veux pas répondre (7)

Q58 Quel est votre revenu moyen par année ?

- Moins de 10 000 euros (1)
- Entre 10 000 et 20 000 euros (2)
- Entre 20 000 et 50 000 euros (3)
- Plus de 50 000 euros (4)
- Je ne sais pas/ je ne veux pas répondre (5)

Q59 Avez-vous des informations supplémentaires à rajouter en lien avec le sujet de l'étude ?

- Oui, (1) _____
- Non (2)

Q60 Êtes-vous prêt(e) à soumettre vos réponses ? Vous aurez ensuite l'opportunité de vous inscrire pour le tirage au sort de la carte-cadeau.

- Soumettre mes réponses (1)

Q61 Merci d'avoir complété le questionnaire !

Si vous le désirez, vous pouvez entrer vos noms et adresse courriel afin d'être éligible au tirage d'une carte cadeau Amazon d'une valeur de 100 euros.*

Ces informations ne seront pas liées aux réponses que vous avez données dans le questionnaire, qui demeurent entièrement anonymes.

La participation au tirage est entièrement volontaire et n'affecte en rien la participation à l'étude.

Le tirage au sort sera effectué à la fin de l'étude et nous communiquerons avec le ou la gagnante uniquement par courriel, d'ici la fin de l'étude.

**Notez que les membres de la famille et l'entourage immédiate de la chercheuse ne sont pas éligibles à ce tirage.*

Cliquez [ici](#) afin de soumettre vos réponses au questionnaire **ET** de vous inscrire pour participer au tirage au sort.

Si vous ne voulez pas participer au tirage, vous pouvez simplement fermer votre navigateur.

ANNEXE B
DOCUMENTS LIÉS À L'ÉTHIQUE

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

Titre du projet de recherche
LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES GUADELOUPÉENS

Étudiante-chercheure

Diandra Chatelard

Maîtrise (master) en science politique
participationpol.jeunesgpe@gmail.com

Co-direction de recherche

Allison Harell

Département de science politique
harell.allison@uqam.ca

Tania Gosselin

Département de science politique
gosselin.tania@uqam.ca

Préambule

Nous vous demandons de participer à un projet de recherche qui implique de répondre à un sondage en ligne. Avant d'accepter de participer à cette recherche, veuillez prendre le temps de comprendre et de considérer attentivement les renseignements qui suivent.

Ce formulaire de consentement vous détaille les informations suivantes : le but de l'étude, les procédures, les avantages, les risques et inconvénients, de même que les personnes avec qui communiquer au besoin.

Le présent formulaire de consentement peut contenir des mots que vous ne comprendrez pas. Nous vous invitons à poser toutes les questions que vous jugerez utiles.

Description du projet et de ses objectifs

Dans le cadre de cette recherche, nous souhaitons sonder la participation politique des jeunes guadeloupéens, âgés de 18 à 34 ans. Le but de cette étude sera de comparer leur participation hors ligne, c'est-à-dire en dehors de la sphère virtuelle, et en ligne, surtout à travers les réseaux sociaux, en les mettant en parallèle avec des enjeux politiques de l'île. Pour ce faire, nous voulons en savoir plus sur vos connaissances sur ces enjeux, vos habitudes en termes de participation, et l'influence de votre entourage

sur celle-ci.

Cette recherche s'étale sur une période de six mois et les résultats auront pour but de présenter une analyse de la participation politique des jeunes en Guadeloupe, département français d'Outre-mer.

Il s'agira de faire un parallèle entre le niveau de politisation et les modalités de participation choisies autour des enjeux politiques de l'île. De même, l'influence des réseaux personnels des personnes sondés, est un autre aspect que nous analyserons.

Nature et durée de votre participation

Au cours de ce sondage d'une vingtaine de minutes, vous aurez à répondre à plusieurs questions en sélectionnant ou en inscrivant vos réponses. Il s'agit d'un questionnaire en ligne.

En participant à cette recherche, vous contribuerez à une meilleure compréhension de la participation politique des jeunes dans le contexte guadeloupéen.

Avantages liés à la participation

Votre participation à cette recherche permettra de faire avancer les connaissances sur la participation politique en Guadeloupe, un phénomène peu étudié, en particulier chez les jeunes.

Cette étude a pour objectif de participer à l'avancement des connaissances au profit des générations futures.

Risques liés à la participation

Aucun risque n'est lié à votre participation à cette recherche. Dans le cas où vous pensez qu'elle puisse présenter un risque, n'hésitez pas à nous contacter afin d'avoir davantage de réponses à vos questions.

Confidentialité

Les données de recherche liées aux participants restent anonymes et analysées par les chercheurs uniquement. S'il y a des données papier, elles seront conservées dans un endroit fermé à clef. Les données numériques quant à elles, seront protégées par un mot de passe et/ou chiffrées lors des transferts électroniques.

Nous vous garantissons qu'aucune donnée identificatoire ne sera associée aux réponses fournies par les participants.

Votre participation à ce sondage vous rends éligibles au **tirage au sort d'une carte cadeau Amazon d'une valeur de 100 euros**. À la fin du sondage, vous serez redirigé vers un lien dans lequel il vous sera possible d'inscrire vos informations (noms et adresse courriel). Ces informations seront colligées uniquement afin de permettre de contacter le ou la gagnant(e). Elles ne seront pas associées aux réponses

fournies dans le questionnaire. Le tirage aura lieu une fois l'étude terminée.

La participation au concours et l'inscription de ces informations n'est pas obligatoire ; il vous est possible de répondre uniquement au sondage. Les données de recherche et les données identificatoires du concours seront gérées séparément à travers deux bases de données différentes. Lors de la présentation des résultats, l'ensemble des données seront anonymisées afin d'être publiées dans des revues spécialisées, de faire l'objet de discussions scientifiques ou d'être combinées aux données provenant d'autres projets. À aucun moment, Il ne sera possible de vous identifier.

L'ensemble des documents liés à cette recherche seront détruits cinq ans après la dernière communication scientifique, et les données liées au tirage au sort, six mois après l'approbation du projet.

Une fois le projet approuvé, vous aurez un accès libre aux résultats de la recherche par le biais du travail de recherche dirigé publié sur le site web de l'Université du Québec à Montréal. Un rapport de 2 à 3 pages sera également rédigé afin de présenter les résultats de la recherche aux participants désirant les consulter. D'ici, décembre 2022, il suffira de prendre contact avec la chercheuse à l'adresse courriel suivante : participationpol.jeunesgpe@gmail.com

Participation volontaire et retrait

Votre participation est entièrement libre et volontaire. Vous pouvez refuser d'y participer ou de ne pas compléter le questionnaire sans devoir justifier votre décision ; les questionnaires non-finalisés ne seront pas pris en compte et les données ne seront pas enregistrées. Une fois le questionnaire complété et soumis, il ne sera cependant plus possible de demander le retrait des données car ces dernières ne comporteront aucun élément permettant d'identifier le ou la participant(e) qui les aura fournies.

Votre consentement à participer à cette étude ne vous prive en aucun cas de vos droits judiciaires.

Indemnité compensatoire

Aucune indemnité compensatoire n'est prévue. Toutefois, vous serez éligibles au tirage au sort d'une carte-cadeau Amazon d'une valeur de 100 euros.

Des questions sur le projet ?

Pour toutes questions additionnelles sur le projet et sur votre participation vous pouvez communiquer avec les responsables du projet:

Allison Harell

Professeure au Département de science politique de l'UQAM, harell.allison@uqam.ca

Tania Gosselin

Professeure au Département de science politique de l'UQAM, gosselin.tania@uqam.ca

Diandra Chatelard

Étudiante-chercheuse, participationpol.jeunesgpe@gmail.com

Des questions sur vos droits ? Le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE) a approuvé le projet de recherche auquel vous allez participer. Pour des informations concernant les responsabilités de l'équipe de recherche au plan de l'éthique de la recherche avec des êtres humains ou pour formuler une plainte, vous pouvez contacter la coordination du CERPE : cerpe-pluri@uqam.ca ou au [+1 \(514\) 987-3000](tel:+15149873000), poste 6188.

Remerciements

Votre collaboration est essentielle à la réalisation de notre projet et l'équipe de recherche tient à vous en remercier.

Consentement final

Je déclare avoir lu et compris le présent projet, la nature et l'ampleur de ma participation, ainsi que les risques et les inconvénients auxquels je m'expose tels que présentés dans le présent formulaire. J'ai eu l'occasion de poser toutes les questions concernant les différents aspects de l'étude et de recevoir des réponses à ma satisfaction.

En répondant à l'intégralité du questionnaire, Je, soussigné(e), accepte volontairement de participer à cette étude. Je peux me retirer en tout temps sans préjudice d'aucune sorte. Je certifie qu'on m'a laissé le temps voulu pour prendre ma décision.

Recherche approuvée par le Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains (CERPE) de l'UQAM : le 28 mars 2022

ANNEXE C

LES ÉVÈNEMENTS POLITIQUES

Tableau 1 : Fréquence de l'engagement en lien avec le chlordécone

	Recherches d'informations en ligne en lien avec le chlordécone et l'environnement (%)	Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (%)
Jamais	15,5	65,6
Rarement	29,8	20
Parfois	41,6	10,6
Souvent	11,2	3,8
Très souvent	1,9	0
Total	100	100

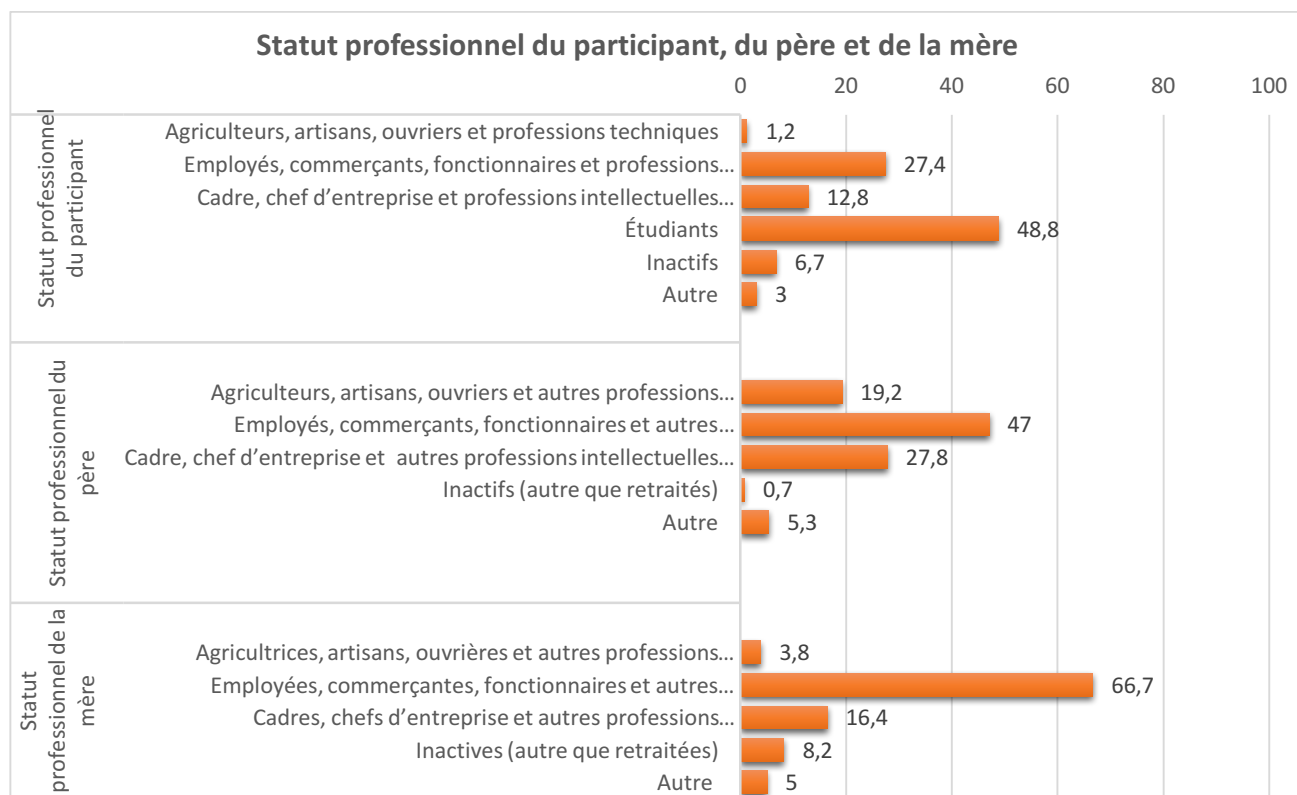
Tableau 2 : Fréquence des actions réalisées contre les mesures sanitaires de la Covid-19

	Pourcentage
Participer à des blocages et/ou des barrages	6,0%
Assister à un débat public	8,4%
Assister à une manifestation ou une marche de sensibilisation	13,3%
Signer une pétition à propos d'une mesure sanitaire	22,3%
Dénoncer les mesures sur les médias sociaux	34,9%
Autres actions	2,4%
Aucune de ces actions	53,6%

ANNEXE D

LES RESSOURCES

Tableau 1 : Statut professionnel des participants, de leurs pères et de leurs mères



ANNEXE E
LES HABILITÉS CIVIQUES

Tableau 1 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de l'aptitude à la prise de parole en public

	Aptitude à la prise de parole en public				
	Jamais (N=37)	Rarement (N=41)	Parfois (N=76)	Souvent (N= 29)	Très souvent (N=16)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,61	2,00	2,10	2,79	2,76
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	1,53	2,10	2,47	3,14	3,29
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,00	1,17	1,26	1,10	1,13
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,14	2,51	2,84	2,72	2,50
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,38	1,46	1,54	1,79	1,50

ANNEXE F
LA CONSOMMATION MÉDIATIQUE

Tableau 1 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique
(Télévision)

	Télévision			
	Pas du tout (N=79)	Moins d'une heure (N=54)	Entre une heure et trois heures (N=24)	Plus de trois heures (N= 1)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	2,27	2,02	2,04	4,00
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,35	2,25	2,64	3,00
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,95	0,93	0,60	0,00
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,14	1,15	1,13	1,00
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,54	2,39	2,88	2,00
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,53	1,39	1,83	2,00

Tableau 2 : Moyenne des activités politiques réalisées en fonction de la consommation médiatique
(Radio ou Podcast)

	Radio ou Podcast			
	Pas du tout (N=99)	Moins d'une heure (N=52)	Entre une heure et trois heures (N=7)	Plus de trois heures (N= 1)
Nombre d'activités hors ligne réalisées au cours des 12 derniers mois (0 à 8 activités)	1,87	2,59	3,14	0,00
Nombre d'activités en ligne réalisées au cours de la dernière semaine (0 à 9 activités)	2,09	2,87	2,71	1,00
Participation à des actions politiques contre les mesures sanitaires de la Covid-19 (0 à 5 activités)	0,71	1,15	1,29	1,00
Participation à une manifestation/marche de sensibilisation en lien avec le chlordécone (1-jamais; 2-une fois; 3-plusieurs fois)	1,07	1,23	1,43	1,00
Recherche d'information en ligne sur le chlordécone (1-jamais à 5-très souvent)	2,5	2,63	2,57	2,00
Consultation de sites internet en lien avec le chlordécone et l'environnement (1-jamais à 5-très souvent)	1,49	1,6	1,57	1,00

ANNEXE G

LES RESSOURCES SOCIALES

Tableau 1 : Milieu de sollicitation à s'engager politiquement

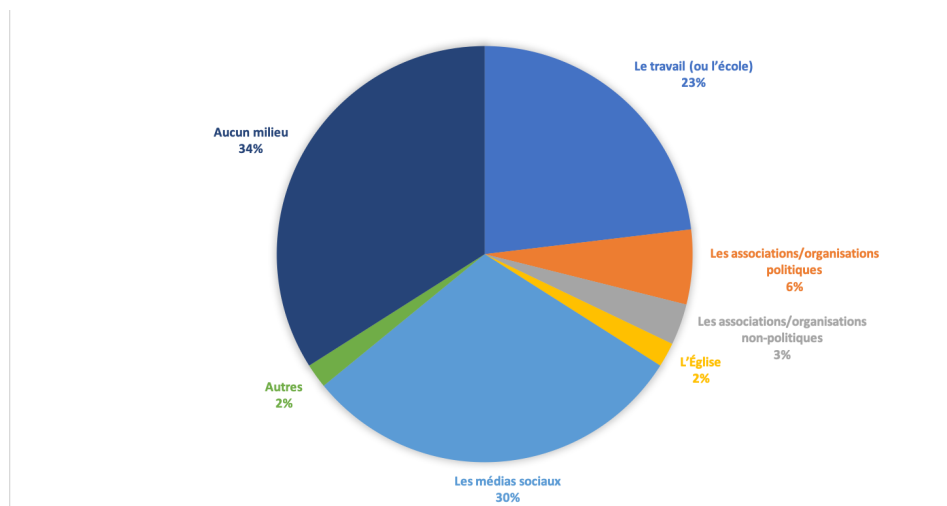
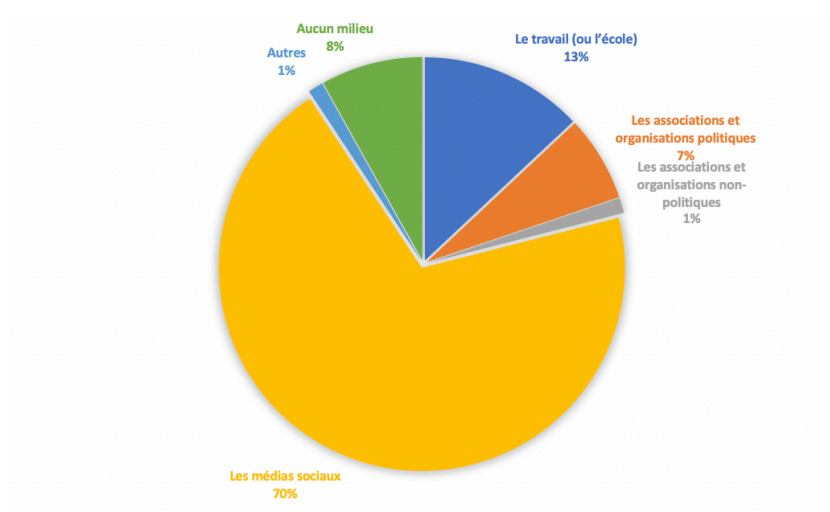


Tableau 2 : Milieu d'exposition à des messages politiques



RÉFÉRENCES

- Abdi, A., Shizha, E., Bwalya, I. (2006) Recasting Postcolonial Citizenship through Civic Education: Critical Perspectives on Zambia. *Youth and Children's Studies*, 3, 47-64.
- Alvarez, F. et Grima, F. (2017) Motivations, ressources et conséquences de l'engagement dans un projet de transformation sociale : le cas du mouvement social de 2009 en Guadeloupe. *Premières Rencontres Internationales et Recherche en Management - AGRH-IAS-FNEGE*, Gosier, France, 1-15.
- Anseur, N. (2020, 06 janvier) Chlordécone: Le scandale sanitaire. *Le Podcast Journal*.
https://www.podcastjournal.net/Chlordecone-Le-scandale-sanitaire_a27120.html
- Antillanocide Chlordecone [@antillanocide.chlordecone] (2022) Page Instagram. Récupéré le 21 octobre 2021 de <https://www.instagram.com/antillanocide.chlordecone/>
- Audebert, C. (2008) L'intégration des Antillais en France et aux États-Unis : contextes socio-institutionnels et processus de territorialisation. *Revue européenne des migrations internationales*, 24(1), 1-22. <https://journals.openedition.org/remi/4269>
- Azouaoui, H., Houssaini, A. et Ouheidou, I. (2020) Participer à l'ère des réseaux sociaux numériques : une étude netnographique du concept de participation politique, *Revue Internationale du Marketing et Management Stratégique*, 2(1), 113-135. <https://doi.org/10.5281/zenodo.3872405>
- Babeau, F. (2014) La participation politique des citoyens « ordinaires » sur l'internet : La plateforme Youtube comme lieu d'observation. *Politiques de communication*, 3, 125-150.
<https://doi.org/10.3917/pdc.003.0125>
- Baert, X. et Raimbaud, B. (2019, 21 juin) L'usage d'Internet varie fortement selon l'âge et le niveau d'études : Technologies de l'information et de la communication. *INSEE Analyses Guadeloupe*, 37. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4175675>.
- Bargel, L. et Darmon, M. (2017) Socialisation politique : Moments, instances, processus et définitions du politique. 1-25.
- Bastien, F. (2013) Repenser la participation politique ? Conceptions et mesure de la participation à l'ère de la démocratie en ligne. Colloque international *Regards critiques sur la participation politique en ligne du réseau DEL*, Paris, 19-20 juin 2013, 1-14.
- Bastien, F., Wojcik, S. (2018) Inégalités démocratiques et numériques dans la participation en ligne aux campagnes électorales. *Politique et Sociétés*, 37(2), 109-132. <https://doi.org/10.7202/1048878ar>
- BDLS et Bilas, K. (2020, 5 septembre) [VIDEO] Les militants anti-chlordécone manifestent devant un centre commercial à Cluny. *RCI Martinique*. <https://www.rci.fm/martinique/infos/Societe/Les-militants-anti-chlordecone-manifestent-devant-un-centre-commercial-Cluny#>.

- Bedock, C. (2021) Les jeunes français sont-ils moins attachés à la démocratie que les autres ? Une exploration des déterminants du soutien aux alternatives non démocratiques. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire. *Génération désenchantée ? Jeunes et démocratie, La documentation française*, 99-121.
- Bellaoui, N. (2005) Chapitre VIII. L'engagement bénévole des jeunes et des étudiants. Dans C. de Linarès et V. Becquet (dir.), *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires.*, 127-137. https://www.persee.fr/doc/debaj_1275-2193_2005_ant_16_1_926
- Ben Mansour, B. (2016) L'usage politique du Web 2.0 et l'émergence de nouvelles formes de participation politique. Université Laval, 1-21. https://www.researchgate.net/publication/303826216_L'usage_politique_du_Web_20_et_l'emergence_de_nouvelles_formes_de_participation_politique/link/5756baa108ae155a87bc7f72/download
- Berhuet S., Brice Mansencal L., Hoibian S., Millot C., Müller J. (CREDOC), 2021, *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2021* (2022/01), INJEP Notes & rapports/rapport d'étude. <https://injep.fr/publication/barometre-djepva-sur-la-jeunesse-2021/>.
- Bimber B., Cantijoch Cunill M., Copeland I., Gibson R. (2014) Digital media and political participation: The Moderating Role of Political Interest across acts and over time. *Social Science Computer Review*, 1-22. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/0894439314526559>
- Bityili bi Nleme, E. (2020) La participation politique au Cameroun : l'E-contestation, 1-20. https://www.academia.edu/50091764/LA_PARTICIPATION_POLITIQUE_AU_CAMEROUN_1_E_contestation.
- Blais, A. 2000. *To Vote or not to Vote ? The Merits and Limits of Rational Choice Theory*. Pittsburgh : The University of Pittsburgh Press. <https://doi.org/10.2307/j.ctt5hjrrf>
- Blais, A., Gidengil, E., Nevitte, N. et Nadeau, R. (2004) Where does turnout decline come from ? *European Journal of Political Research*, 43, 221-236.
- Blais, A. (2006) What Affects Voter Turnout ? *Annual Review of Political Science*, 9, 111-125.
- Bonnaire, B. (2009, 8 février) *Produits A. Huyghes-Despointes : Boycottons les !!! Ne les achetons plus !!! Et faisons les boycotter !!!*. Monray Kréyol. <https://www.monraykreyol.org/article/boycottons-les-ne-les-achetons-plus-et-faisons-les-boycotter>
- Boudon, R. (1997) Le « paradoxe du vote » et la théorie de la rationalité. *Revue française de sociologie*, 38 (2), 217-227. <https://doi.org/10.2307/3322930>
- Bourdieu, P. (1973) L'opinion publique n'existe pas. *Les Temps modernes*, 318, 1292-1309.
- Boulianne, S. (2015) Social Media Use and Participation: A Meta Analysis of Current Research. Grant MacEwan University, 1-33. <http://roam.macewan.ca/islandora/object/gm:715>
- Boulianne, S. et Theocharis, Y. (2018) Young people, digital media and engagement: a meta-analysis of research. *Social Science Computer Review*, XX(X), 1-60. <http://roam.macewan.ca/islandora/object/gm:1689>

- Boyadjian, J. (2020a) Les rapports socialement différenciés des publics jeunes à la participation politique en ligne. *ARPoS*, 53, 117-134. <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2020-2-page-117.htm>
- Boyadjian, J. (2020b) La participation politique en ligne des jeunes à travers le prisme des inégalités socioculturelles. Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), 1-59.
- Bozec, G. (2018). La formation du citoyen à l'école : individualisation et dépolitisation de la citoyenneté. *Lien social et Politiques*, 80, 69–88. <https://id.erudit.org/iderudit/1044110ar>
- Brohan, S. (2019). « *La Femme politique paradoxale* ». *Étude comparative sur la représentation des femmes dans les assemblées politiques en Guadeloupe et en Jamaïque depuis 1944*. [Thèse de doctorat, Université de Bordeaux].
- Brown, N. (2014) Political participation of women of color: an intersectional analysis. *Journal of Women, Politics & Policy*, 35(4), 315-348. <https://doi.org/10.1080/1554477X.2014.955406>
- Brun, S. (2020) Larcher (Silyane), L'autre citoyen. L'idéal républicain et les Antilles après l'esclavage. *Politix*, 131, 160-163. <https://www.cairn.info/revue-politix-2020-3-page-160.htm>
- Cardon, D. (2013) La participation en ligne. *Idées économiques et sociales*, 173, 33-42. <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-3-page-33.htm>
- Caron, C. (2014) Les jeunes et l'expérience participative en ligne. *Lien social et Politiques*, 71, 13-30. <https://id.erudit.org/iderudit/1024736ar>
- Célestine, A. (2007) La lutte des antillais pour l'égalité. *Plein droit*, 74, 36-40. <https://www.cairn.info/revue-plein-droit-2007-3-page-36.htm>
- Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC). (2017, novembre) *Baromètre DJEPVA sur la jeunesse 2017*. INJEP Notes & rapports/Rapport d'étude. <https://injep.fr/wp-content/uploads/2018/09/rapport-2017-07-barometre-credoc.pdf>
- Césaire, A. (1950) *Discours sur le colonialisme* (4^e éd.). Éditions Présence Africaine. <http://www.socialgerie.net/spip.php?breve718>
- Chatora, A. (2012, mars) *Encouraging political participation in Africa: The potential of social media platforms*. [Rapport de l'Institute for Security Studies]. Issafrica. https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/SitRep2012_15Mar.pdf
- Chivallon, C. (2009) Guadeloupe et Martinique en lutte contre la « profitation » : du caractère nouveau d'une histoire ancienne. *Justice spatiale*, 1, 1-14. <https://www.jssi.org/issue/septembre-2009-espace-public/>
- Constant, F. (2010) La Politique Antillaise du Président Sarkozy. Des équivoques du passé aux convergences du présent. *ÉchoGéo*, 11, 1-7. <https://journals.openedition.org/echogeo/11719>
- Cortéséro, R. (2010) Au-delà du déclin de l'institution. *Éducation et sociétés*, 25, 7-16. <https://www.cairn.info/revue-education-et-societes-2010-1-page-7.htm>

- Couillaud, A. (2021, 21 novembre) Guadeloupe : "La défiance est généralisée contre les autorités locales et centrales". *France Culture*. <https://www.franceculture.fr/societe/guadeloupe-la-defiance-est-generalisee-contre-les-autorites-locales-et-centrales>
- Cournoyer, A. (2019) Apprendre la démocratie à l'école secondaire : Trajectoire de participation sociale et politique des adolescents. [Thèse de doctorat, Université d'Ottawa] RuOR Ottawa. https://ruor.uottawa.ca/bitstream/10393/39890/3/Cournoyer_Alexandre_2019_Thèse.pdf
- Cratère, F. (2017, 19 octobre). Participation électorale en Guadeloupe : Un tiers des électeurs n'ont pas voté en 2017. *INSEE Flash Guadeloupe*, 73. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3141633>
- Daily, A. (2014) Race, Citizenship, and Antillean Student Activism in Postwar France, 1946–1968. *French Historical Studies*, 37(2), 332-357. <https://read.dukeupress.edu/french-historical-studies/article-abstract/37/2/331/9774/Race-Citizenship-and-Antillean-Student-Activism-in>
- Dagona, Z., Karich, H. et Abubakar, F. (2013) Youth Participation in Social Media and Political Attitudes in Nigeria. *Journal of Sociology, Psychology and Anthropology in Practice*, 5(1), 1-7. [https://www.icidr.org/Jspap_Vol5_No1_April2013/Youth Participation in Social Media and Political Attitudes in Nigeria.pdf](https://www.icidr.org/Jspap_Vol5_No1_April2013/Youth%20Participation%20in%20Social%20Media%20and%20Political%20Attitudes%20in%20Nigeria.pdf)
- Dahlgren, P. (2012) Web et participation politique : quelles promesses et quels pièges ?. *Questions de communication*, 21, 13-24. <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/6545>
- Dalton, R. (2007) Partisan mobilization, cognitive mobilization and the changing American electorate. *Electoral Studies*, 26, 274-286. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0261379406000436>
- Daniel, J. (2009) La crise sociale aux Antilles françaises. *EchoGéo, Sur le Vif*, 1-8. <http://journals.openedition.org/echogeo/11117>
- De Freitas Azevedo, J. (2018) *De la construction de l'identité numérique à la formation citoyenne : La socialisation politique des jeunes lycéens sur Facebook en temps de crise politique au Brésil*. [Thèse de doctorat, Université de Bordeaux].
- De Landtsheer, C., Farnen, R., German, D., Dekker, H., Sünder, H., Song, Y., Miao, H. (2014) *E-Political Socialization, the Press and Politics. The Media and Government in the USA, Europe and China*. PL Academic Research.
- Desse, M. (2010) Guadeloupe, Martinique, LKP, crise de 2009, crise économique, déclin économique : de crises en crises : la Guadeloupe et la Martinique. *Études caribéennes*, 17, 1-15. <https://journals.openedition.org/etudescaribeennes/4880>
- Diman-Anténor, D. (2018) *Nou sé ... Gwadeloupéyen. Fils et filles de Guadeloupe*. Éditions Jasor
- Dimier, V. (2005) De la France coloniale à l'outre-mer. *Pouvoirs*, 113, 37-57. <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2005-2-page-37.htm>
- Dodson, K. (2015) Gendered activism: a cross-national view on gender differences in protest activity. *Social Currents*, 2(4), 377-392. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/2329496515603730>

- Douriaud, C. et Reif, X. (2021) Recensement de la population en Guadeloupe : 384 239 habitants au 1^{er} janvier 2019. *Insee Flash Guadeloupe*, 158. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6012504#tableau-figure1>
- Downs, A. (1957) Introduction. Dans *An Economic Theory of Democracy*, (p. 3-50), New York, Addison Wesley.
- Dimitrova, D., Shehata, A., Strömbäck, J. et Nord, L.W. (2015) The Effects of Digital Media on Political Knowledge and Participation in Election Campaigns: Evidence From Panel Data. *Communication Research*, XX(X), 1-24. <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.859.1861&rep=rep1&type=pdf>
- Duguay, P. (2019) *Réseaux sociaux et nouveaux espaces démocratiques : un effet sur les attitudes politiques ?*. [Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal] Archipel. <https://archipel.uqam.ca/13044/1/D3596.pdf>
- Duran, P., Truong, F. (2013) La participation politique : nouvelles dimensions, nouveaux problèmes. *Idées économiques et sociales*, 173, 4-7. <http://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2013-3-page-4.htm>
- Durand, C. et Blais, A. (2016) Le sondage. Dans B. Gauthier et I. Bourgeois (dir.), *Recherche sociale : De la problématique à la collecte de données* (6^e éd), 455-502.
- Ihl, O. (2002) Socialisation et événements politiques. *Revue française de science politique*, 52, 125-144. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-2-page-125.htm>
- Dylko, Y.B. (2007) *An examination of political blogs' potential to increase political participation*. [Mémoire de Maîtrise, The Ohio State University] Rave Ohio Link. https://etd.ohiolink.edu/apexprod/rws_etd/send_file/send?accession=osu1232540584&disposition=inline
- Errazuriz, V. (2019) A digital room of their own: Chilean students struggling against patriarchy in digital sites. *Feminist Media Studies*, 1-17. <https://doi.org/10.1080/14680777.2019.1668451>
- Feng Zhu, A., Shing Chan, A., Chou, K. (2019) Creative social media use and political participation in young people: The moderation and mediation role of online political expression. *Journal of Adolescence*, 77(1), 108-117. <https://doi.org/10.1016/j.adolescence.2019.10.010>
- Ferdinand, M. (2016) *Penser l'écologie depuis le monde caribéen : Enjeux politiques et philosophiques de conflits écologiques (Martinique, Guadeloupe, Haïti, Porto Rico)*. [Thèse de doctorat, Université Paris-Diderot] Université Paris Cité. https://u-paris.fr/theses/detail-dune-these/?id_these=5603
- Fintz, M. (2010) L'autorisation du chlordécone en France, 1968-1981 : Éléments historiques sur l'arrivée du chlordécone en France. *Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du Travail*, 1-2. <https://hal-anses.archives-ouvertes.fr/hal-00584031>
- Fournier, B. et Reuchamps, M. (2008) Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes liégeois. *Colloque « Civic Education and Political Participation » de l'Université de Montréal*, 372- 383. https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal%3A126730/datastream/PDF_01/view

- Giraud, M., Dubost, I., Calmont, A., Daniel, J., Destouches, D. et Milia- Marie-Luce, M. (2009) La Guadeloupe et la Martinique dans l'histoire française des migrations en régions de 1848 à nos jours. *Hommes & migrations*, 1278, 174-197.
<http://journals.openedition.org/hommesmigrations/252>
- Gordien, A. (2013) Guadeloupe, l'après LKP : Anticolonialisme, identité et vie quotidienne. *Revue Asylon(s)*, 11. <http://reseau-terra.eu/article1275.html>
- Glissant, E. (2011) Problèmes de la jeunesse aux Antilles. *Présence Africaine*, 184, 11-26.
<https://www.cairn.info/revue-presence-africaine-2011-2-page-11.htm>
- Granjon, F. (2018) Mouvements sociaux, espaces publics et usages d'internet. *Pouvoirs*, 164, 31-47.
<https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2018-1-page-31.htm>
- Gravay, C. (2015) Enjeux de citoyenneté et de participation politique des jeunes à la croisée des rapports sociaux. *Les Politiques Sociales*, 3-4, 23-46. <https://www.cairn.info/revue-les-politiques-sociales-2015-2-page-23.htm>
- Gélineau, F. et Teyssier, R. (2012, août) Le déclin de la participation électorale au Québec, 1985-2008. *Cahier de recherche électorale et parlementaire*, 6, Université de Laval.
http://www.cms.fss.ulaval.ca/recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/cahier6_complet.pdf
- Guibet Lafaye, C. (2009) Participation politique, cohésion sociale et éducation à la citoyenneté. *Res Cogitans : Journal of Philosophy*, 1(6), 1-28. <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00357634>
- Hamel, J., Doré, G. et Méthot, C. (2008) Jeunes, génération numérique et sondage en ligne. *Bulletin de méthodologie sociologique*, 98, 1-12. <http://journals.openedition.org/bms/2163>
- Harell, A, Stolle, D., Duguay, P. et Mahéo, V-A. (2020) Young People : Politics and Digital Technologies. Dans T. Small et H. Jansen (dir.), *Digital Politics in Canada : Promises and Realities*, (p.202- 222). University of Toronto Press.
- Holbein, J. (2017) Childhood Skill Development and Adult Political Participation. *American Political Science Review*, 111(3), 572-583. <https://par.nsf.gov/servlets/purl/10058651>
- Holt, K., Shehata, A., Strömbäck, J. et Ljunberg, E. (2013) Age and the effects of news media attention and social media use on political interest and participation: Do social media function as leveller ?. *European Journal of Communication*, 28(1), 19-34. <http://ejc.sagepub.com/content/28/1/19>
- Ihl, O. (2002) Socialisation et événements politiques. *Revue française de science politique*, 52, 125-144.
<https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2002-2-page-125.htm>
- Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. (2018) *Baromètre jeunesse 2018 : Guadeloupe, Martinique, Guyane*. INJEP. https://injep.fr/wp-content/uploads/2019/03/14-Barometre_Fiche_ANTILLES-GUYANE_2018.pdf
- Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. (2019) *Baromètre jeunesse 2019 : Guadeloupe, Martinique, Guyane*. INJEP. <https://injep.fr/wp-content/uploads/2020/06/Fiche-jeunesse-GUADELOUPE-2019.pdf>

- Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. (2020) *Baromètre jeunesse 2020 : Guadeloupe, Martinique, Guyane*. INJEP. <https://injep.fr/wp-content/uploads/2021/06/14-Fiche-jeunesse-GUAD-MARTI-GUYANE-2020.pdf>
- Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire. (2021) *Baromètre jeunesse 2021 : Guadeloupe, Martinique, Guyane*. INJEP. https://injep.fr/wp-content/uploads/2022/07/14_Fiche_Jeunesse_Martinique-Guadeloupe-Guyane_2021.pdf
- Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM.), (2009, octobre) *Impact sanitaire de l'utilisation du chlordécone aux Antilles françaises : Recommandations pour les recherches et les actions de santé publique*. Institut de veille sanitaire. Santé Publique France. <https://www.santepubliquefrance.fr/regions/antilles/documents/rapport-synthese/2010/impact-sanitaire-de-l-utilisation-du-chlordecone-aux-antilles-francaises.-recommandations-pour-les-recherches-et-les-actions-de-sante-publique.-oct>
- Institut National de la Statistique et des Études Économiques. (2022), *Population de 1999 à 2022. Comparaisons régionales et départementales*. INSEE. https://www.insee.fr/fr/statistiques/2012713#tableau-TCRD_004_tab1_regions2016
- Internet World Stats (2021) *The Caribbean*. Internet World Stats Usage and Population Statistique. <https://www.internetworldstats.com/carib.htm>
- Joly, P-B. (2010, juillet) La saga du chlordécone aux Antilles françaises. Reconstruction chronologique 1968-2008. *Action 39 du plan chlordécone Convention de collaboration AFSSET – INRA, Sens Sciences en Société*, 1-82. <https://www.anses.fr/fr/system/files/SHS2010etInracol01Ra.pdf>
- Koc-Michalska, K., Chiche, J., Vedel, T. (2015) Connaissances politiques et participation politique à l'ère numérique : ce que change l'internet. *Sciences de la société*, 94, 177-198. <https://journals.openedition.org/sds/2523>
- Kostelka, F. et Scott, C. (2016, juin) Rapport sur l'Enquête nationale auprès des jeunes : Analyse de la participation politique et civique de sous-groupes de jeunes Canadiens. *Élections Canada*, 1-42. <https://www.elections.ca/content.aspx?section=res&dir=rec/part/yth/yp/cpcy&document=index&lang=f>
- Knoll, J., Matthes, J. et Heiss, R. (2018) The social media political participation model : A goal systems theory perspective. *Convergence : The international Journal of Research into New Media Technologies*, 26(1), 135-156. <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/1354856517750366>
- L, J. (2019) Scandale du chlordécone : Protégeons les Antillais ! Les Lignes bougent. <https://www.leslignesbougent.org/petitions/scandale-chlordecone/>
- Lab, P-H. (2022, 15 janvier) Guadeloupe. Sur les barrages d'une jeunesse délaissée et poussée à bout. *L'Humanité*. <https://www.humanite.fr/social-eco/crise-sociale/guadeloupe-sur-les-barrages-dune-jeunesse-delaissee-et-poussee-bout-734110>
- Laurence, J-C. et Gruda, A. (2021, 11 décembre) La colère des îles. *La Presse+*. <https://www.lapresse.ca/international/caraibes/2021-12-11/france/la-colere-des-iles.php>

- Lecas, M. (2021, 01 décembre) Sur les barrages de Guadeloupe, le chassé-croisé des générations. *La Croix*. <https://www.la-croix.com/France/barrages-Guadeloupe-chasse-croise-generations-2021-12-01-1201187960>
- Le Guillard, F. (2020, 02 janvier) Chlordécone : l'art de dénoncé. *viaATV* [Vidéo]. <https://viaatv.tv/chlordecone-lart-pour-denoncer/>
- Loader, B., Vromen, A. et Xenos, M. (2014) The networked young citizen: social media, political participation and civic engagement, *Communication & Society*, 17, 143-150. <http://dx.doi.org/10.1080/1369118X.2013.871571>
- Maan, X. (2011) *Social capital and civic voluntarism a socio-political explanation of political participation*. Université Twente, 1-44. https://essay.utwente.nl/62739/1/Bscverslag_XandraMaan_s0191094.pdf
- Managan, K. (2015) "ONE HAND WASHES THE OTHER" Social Capital and the Politics of Leisure in Guadeloupean Associations. *French Politics, Culture & Society*, 33(3), 74-94. https://www.researchgate.net/publication/284355409_One_Hand_Washes_the_Other_Social_Capital_and_the_Politics_of_Leisure_in_Guadeloupean_Associations
- Mahéo, V-A., Dejaeghere, Y. et Stolle, D. (2012) La non-participation politique des jeunes : Une étude des barrières temporaires et permanentes de l'engagement. *Canadian Journal of Political Science*, 45 (2), 405-425. <https://www.jstor.org/stable/23320977>
- Mahéo, V-A. (2019) *Get-Out-The-Children's Vote : A Field Experiment On Families' Mobilization and Participation in the Election*. Working paper, Université Laval, 1-27.
- Marichalar, O. (2018) « Origine de classe » et socialisation politique à l'évènement. Les jeunes instruits dans la Révolution culturelle chinoise. *Sociétés contemporaines*, 112, 97-118. <https://www.cairn.info/revue-societes-contemporaines-2018-4-page-97.htm>
- Martineau, M. (2018) *Décolonisation et indépendance : le nationalisme et la départementalisation en Guadeloupe de 1950 à 1990*. [Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal] Archipel. <https://archipel.uqam.ca/12280/1/M15863.pdf>
- Matthews, H., Limb, M. et Taylor, M. (1999) Young people's participation and representation in society. *Geoforum*, 30, 135-144. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0016718598000256>
- Mazzoleni, O. et Masulin, M. (2005) Jeunes, participation politique et participation sociale en Suisse. Une étude de cas. *Swiss Political Science Review*, 11(2), 55-81. <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/epdf/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00355.x>
- Milan, A. (2005) Volonté de participer : l'engagement politique chez les jeunes adultes. *Tendance sociales canadiennes*, 11(008), 2-7. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/fr/pub/11-008-x/2005003/article/8965-fra.pdf?st=FAMRiN9Q>
- Milner, H. (2008) La connaissance politique et la participation politique chez les jeunes Américains, Canadiens et Québécois. *Complément de L'annuaire du Québec 2008*, Institut du Nouveau Monde, 1-36.

- https://www.researchgate.net/publication/242133520_La_connaissance_politique_et_la_participation_politique_chez_les_jeunes_Americains_Canadiens_et_Quebecois
- Moix, J. (2014) *Éducation à la citoyenneté et participation politique*. [Mémoire de maîtrise, Haute École Pédagogique Lausanne] Core. <https://core.ac.uk/download/pdf/43672496.pdf>
- Monnayer-Smith, L. et Wojcik, S. (2014) La participation politique en ligne, vers un renouvellement des problématiques ?. *Participations*, 8, 5-29. <https://www.cairn.info/revue-participations-2014-1-page-5.htm>
- Monza, R. (2009) Géopolitique de la crise guadeloupéenne : crise sociale et/ou postcoloniale ? *Hérodote*, 135, 170-197. <https://www.cairn.info/revue-herodote-2009-4-page-170.htm>
- Mustapha, L., Olanrewaju Gbongun, V. et Mustapha, M. (2016) Social Media Use, Social Capital, and Political Participation among Nigerian University Students. *Tripodos*, 39, 127-143. http://www.tripodos.com/index.php/Facultat_Comicacio_Blanquerna/article/view/384/568
- MyLeo (2022) *Action Pétition Chlordécone*. MyLeo. <https://www.myleo.legal/fr/products/petition-chlordecone>
- Neundorf, A., Niemi, R. et Smets, K. (2016) The Compensation Effect of Civic Education on political engagement: How civics classes make up for missing parental socialization. *Polit Behav*, 38, 921-949. <https://link.springer.com/article/10.1007/s11109-016-9341-0>
- Neundorf, A., Smets, K. (2016) Political Socialisation and the Making of Citizens. *Oxford Handbook Online*, 2-28. <https://academic.oup.com/edited-volume/41327/chapter/352327025>
- O'Brien, S. (2014) *L'analyse des acteurs sociaux lors de la crise sociale aux Antilles françaises : Le cas du Collectif du 5 février, février-mars 2009*. [Mémoire de maîtrise, Université d'Ottawa] Ruor Ottawa. <https://ruor.uottawa.ca/handle/10393/31061>
- Odin, P. (2015) Les différents impacts de Mai 68 aux Antilles françaises : trajectoires et circulations des militants antillais au sein des gauches révolutionnaires et anticolonialistes. *Congrès AFSP Aix 2015- ST 13*, 1-21. <http://www.afsp.info/archives/congres/congres2015/st/st13/st13odin.pdf>
- Odin, P. (2017a) "Travayè an larila - Les travailleurs sont dans la rue" : syndicalisme et protestation en Guadeloupe et en Martinique. Institut d'études politiques de Paris. Hal open science. <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-03436405>
- Odin, P. (2017b) Les logiques syndicales de la « marche vers l'indépendance » : l'Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe. *Mouvements*, 91, 150-159. <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-3-page-150.htm>
- Odoemelum, U. et Aisien, E. (2013) Political socialization and nation building: the case of Nigeria. *European Scientific Journal*, 9(11), 237-253. <https://core.ac.uk/download/pdf/328023596.pdf>
- Ousselin, F-J. (2021) La jeunesse guadeloupéenne : passer de la fiction à la réalité. Récupéré de : <https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/la-jeunesse-guadeloupeenne-passer-de-la-fiction-a-la-realite-1161535.html>

- Owen, D. (2008, septembre) *Political Socialization in the Twenty-first Century: Recommendations for Researchers*. Conférence du Center for Civic Education and the Bundeszentrale für politische Bildung, James Madison's Montpelier, September 21-26 : "The Future of Civic Education in the 21st Century", 1-23.
<https://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.601.9146&rep=rep1&type=pdf>
- Pagis, J. (2007) Quand le genre entre en crise (politique)... Les effets biographiques du militantisme en Mai-68. *Sociétés & Représentations*, 24, 233-249. <https://www.cairn.info/revue-societes-et-representations-2007-2-page-233.htm>
- Pagis, J. (2014) *Faire l'événement. Registres et effets socialisateurs de la participation*. Dans J. Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 75-114. <https://www-cairn-info.proxy.bibliotheques.uqam.ca/mai-68-un-pave-dans-leur-histoire--9782724615906-page-75.htm>
- Pietralunga, C. (2018, 27 septembre) En Martinique, Macron qualifie la pollution au chlordécone de « scandale environnemental ». *Le Monde*.
https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/09/27/chlordecone-macron-reconnait-un-scandale-environnemental-dans-les-antilles_5361196_3244.html
- Pleyers, G. (2016) Comprendre l'engagement des jeunes. *Agora : débats/jeunesses*, 73(73), 48-59.
<http://hdl.handle.net/2078.1/181899>
- Quaynor, L. (2015) Researching citizenship education in Africa: Considerations from Ghana and Liberia. *Research in Comparative & International Education*, 10(1), 120-134.
<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/1745499914567822>
- Quéniart, A. et Jacques, J. (2008) Trajectoires, pratiques et sens de l'engagement chez des jeunes impliqués dans diverses formes de participation sociale et politique. *Politique et Sociétés*, 27(3), 211-242. <https://www.erudit.org/fr/revues/ps/2008-v27-n3-ps2956/029853ar/>
- Reidy, C., Taylor, L., Merrilees, C., Ajdukovic, D., Biruski, D., et Cummings, E. (2015) The Political Socialization of Youth in a Post-Conflict Community. *International Journal of Intercultural Relations*, 45, 11-23. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0147176714001497>
- Reza Kokabi, A. (2020, 6 novembre) Le chlordécone et l'impunité empoisonnent les Antilles. *Reporterre*.
<https://reporterre.net/Le-chlordecone-et-l-impunite-empoisonnent-les-Antilles>
- Robin, A. (2021, 15 décembre) Wilson, 20 ans, bien dans sa tête, ancien occupant du barrage de Bouliqui et toujours en quête d'emploi. *Guadeloupe la 1^{ère}*.
<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/wilson-20-ans-bien-dans-sa-tete-ancien-occupant-du-barrage-de-bouliqui-et-toujours-en-quete-d-emploi-1181605.html>
- Roger, P. (2021, 28 novembre) *Autonomie de la Guadeloupe : les enjeux d'un débat nécessaire*. *Le Monde*. https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/11/28/autonomie-de-la-guadeloupe-les-enjeux-d-un-debat-necessaire_6103941_823448.html
- Roudet, B. (2014) La démocratie est-elle un idéal commun aux jeunes européens ? *Agora Débats/Jeunesses*, 67, 79-96. <https://www.cairn.info/revue-agora-debats-jeunesses-2014-2-page-79.htm>

- Sainton, P. (2012) *Les débuts de Nationalisme aux Antilles Guyane Françaises (1956-1963) et l'influence Algérienne*. Conférence du 44th General Meeting of Association of Caribbean Historians, Association of Caribbean Historians, May 2012, Curacao, Antilles néerlandaises, 2-22. <https://hal.univ-antilles.fr/hal-01614010/document>
- Sandell Pacheco, J. (2008) Political Socialization in Context: The Effect of Political Competition on Youth Voter Turnout. *Polit Behav*, 30, 415-436. <https://link.springer.com/article/10.1007/s11109-008-9057-x>
- Sapiro, V. (2004) Not your parents' political socialization: Introduction for a New Generation. *Revue Annuelle de Science Politique*, 7, 1-23. <https://www.annualreviews.org/doi/pdf/10.1146/annurev.polisci.7.012003.104840>
- Serva, O. (2021) *Pétition : Non a la prescription du crime chlordercone!*. MesOpinions. <https://www.mesopinions.com/petition/nature-environnement/prescription-crime-chlordecone/124508>
- Sheppard, J. (2012) *Examining internet use and civic voluntarism in Australian and Canada*. The Canadian Political Science Association Annual Conference: June 13-15 2012, University of Alberta, Edmonton, 1-21. <https://cpsa-acsp.ca/papers-2012/Sheppard.pdf>
- Sildillia, L. (2012) *La socialisation des femmes : Le cas des élues des Antilles françaises*. [Thèse de doctorat, Université des Antilles Guyane] Theses. <https://www.theses.fr/2012AGUY0498>
- Terriquez, V., Villegas, R., Villalobos, R., et Xu, J. (2020) The political socialization of Latinx youth in a conservative political context. *Journal Applied Developmental Psychology*, 70, 1-10. <https://www.sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0193397320301805>
- Theviot, A. (2018) FACEBOOK, TWITTER, YOUTUBE : vers une « révolution » de la participation et de l'engagement politique en ligne ?. *Idées économiques et sociales*, 194, 24-33. <https://www.cairn.info/revue-idees-economiques-et-sociales-2018-4-page-24.htm>
- Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe, (2009, 5 mars) *Békés & Boycott : Traduction des propos d'Elie Domota*. UGTG. http://ugtg.org/article_790.html
- Van Deth, J.W. (2014) A conceptual map of political participation. *Acta Politica*, 49(3), 349-367. <https://link.springer.com/article/10.1057/ap.2014.6>
- Van Ham, C. et Smets, K. (2012, juin) The Embarrassment of Riches? A Meta-Analysis of Individual-Level Research on Voter Turnout, *ELECDEM Closing Conference, European University Institute, 28-30 June 2012*, 1-44. https://www.exeter.ac.uk/media/universityofexeter/electedem/pdfs/florence/Van_Ham_Smets_The_Embarrassment_of_Riches.pdf
- Verba, S., Schlozman, K. et Brady, H. (1995) *Voice and Equality: Civic Voluntarism in American Politics*, Harvard University Press.
- Weber, AM. Eberhard, J., Cattacin, S. et Radu, I. (2016) Participation politique des jeunes adultes de nationalité suisse. Dans S. Huber (dir.), *Jugend heute: Bildung und Beruf, Gesundheit, Öffentliches Leben, Werte und Lebensperspektiven*, 80-85. <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:89110>

- Yamamoto, M., Kushin, M. et Dalisay, F. (2015) Social media and mobiles as political mobilization forces for young adults: Examining the moderating role of online political expression in political participation. *New media & society*, 17(6), 880-898.
<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/1461444813518390>
- Yang, H. et DeHart, J. (2016) Social Media Use and Online Political Participation Among College Students During the US Election 2012. *Social Media + Society*, 1-18.
<https://journals.sagepub.com/doi/pdf/10.1177/2056305115623802>
- Zana, I. (1997) Les D. O. M. en question : La lézarde d'Édouard glissant ou La lutte des jeunes contre la départementalisation. Université de Calabar -Nigeria, 149-159.
<https://gerflint.fr/Base/Afrique australe1/dom.pdf>
- Zander, U. (2013) La hiérarchie « socio-raciale » en Martinique Entre persistances postcoloniales et évolution vers un désir de vivre ensemble. *REVUE Asylon(s)*, 11. <http://www.reseau-terra.eu/article1288>